

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?

2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?

3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?

4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?

5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prénant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme Camille Drevet, Augustin Hammon (France); Bedri Péjani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier, Dr. Johannes Werthauer, (Allemagne); Independent Labour Party: James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon), Panos Terlemezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislav Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolongo, Mario Bergamo (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois: Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borodine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Dr. Richard Schmincke

Dr. Richard Schmincke est né le 17 octobre 1875 à Allenritte près de Cassel (Allemagne). Etudes de médecine. Médecin à Bad Elster et à Rapalpe. Comme gymnasiaste et étudiant, il participait déjà au mouvement socialiste. Après la guerre, membre



de l'Union Spartakus. Participa sur la première ligne aux luttes révolutionnaires en Saxe. Arrêté, emprisonné, remis en liberté par l'amnistie générale. En 1924, il se rendit en Chine et y prit part dans les luttes révolutionnaires. Par la suite, membre du Landtag Saxon, et, en cette qualité il fit accepter par le Parlement plusieurs lois de politique sociale et d'hygiène.

Richard Schmincke est actuellement directeur du service de l'hygiène publique de Berlin-Neukölln.

La «solution» actuelle des questions macédonienne, bessarabienne et autres dans les Balkans, n'a pas été créée par la volonté, et ne représente pas les intérêts, des ouvriers et paysans demeurant aux Balkans — elle a été dictée par les intérêts des grands Etats impérialistes européens et de la classe dominante des Etats balkaniques qui se sont faits des instruments de la politique impérialiste des premiers, aux dépens de leurs propres peuples. Les principes de la justice et de la liberté n'ont joué aucun rôle dans les traités de paix qui ont réglé à nouveau les rapports des nationalités dans les Balkans, — c'est pour des buts impérialistes que ces traités

ont été imposés, afin d'exciter les nations balkaniques les unes contre les autres. Aussi, cette «solution» que l'on a trouvée après la guerre mondiale n'est qu'un état transitoire, contenant le germe de nouveaux conflits armés, dans lesquels saigneront à nouveau les ouvriers et les paysans.

Tout comme en Chine les grandes puissances impérialistes fomentent continuellement des complications sanglantes entre les généraux militaristes, pour pouvoir, elles, pêcher ainsi en eau trouble et y renforcer leurs positions économiques et politiques aux dépens des ouvriers et paysans chinois, elles emploient aux fins de leurs appétits impérialistes les dissidences existant entre les nations balkaniques. C'est ainsi que la politique de bandit du gouvernement de la Grande-Bretagne a placé à son service les tendances nationalistes du mouvement fasciste en Italie, pour entretenir dans les Balkans des troubles permanents. Les luttes sur la frontière albanaise, l'assassinat de députés croates à la Skoupechtina, sont les conséquences des agitateurs impérialistes et de leurs suppôts parmi la classe dominante de l'Italie et aux Balkans. Les gouvernements réactionnaires balkaniques, qui emploient les moyens les plus brutaux contre leurs propres ressortissants des classes ouvrières et paysannes, ne s'arrêtent en aucune façon devant les droits et les intérêts économiques des minorités nationales. La bourgeoisie roumaine opprime par la violence militaire les paysans de Bessarabie, le gouvernement bulgare persécute les minorités macédoniennes, et le gouvernement du roi serbe assassine les Macédoniens, Croates et Albanais qui font des démonstrations pour leurs intérêts nationaux.

Les gouvernements balkaniques actuels ne défendent aucunement les intérêts de leurs ouvriers et paysans, et n'étant que des représentants des intérêts de la bourgeoisie, ils sont liés à la politique des Etats impérialistes européens. Ils sont des instruments aux mains de ces Etats et, à côté de leurs propres intérêts de classe, ils ne servent que ceux de la bourgeoisie impérialiste. La domination de la bour-

150

geoisie, qui n'accorde point de liberté économique et politique même aux masses travailleuses de sa propre nation, n'est pas à même de faire cesser les rivalités entre les peuples balkaniques et d'établir une paix durable dans les Balkans. Des gouvernements démocrates et social-démocrates dans les Etats balkaniques ne changeraient rien à cette situation, car eux aussi emploieraient la puissance gouvernementale au service des intérêts de la bourgeoisie et seraient par conséquent eux-aussi dans la dépendance des grandes-puissances impérialistes. La forme gouvernementale bourgeoise, quelle qu'en soit la nuance, n'est pas à même de fournir une possibilité quelconque pour une Fédération Balkanique, pour une véritable paix, pour la cessation de l'oppression des minorités nationales. Les masses paysannes et ouvrières aux Balkans sont seules en état de conquérir la libération nationale et de créer dans la Péninsule une Union de nations libres.

La lutte unie des ouvriers et paysans pour le renversement des gouvernements bourgeois doit anéantir aux Bal-

kans la domination de classe. L'anéantissement de la domination de classe signifie l'anéantissement de l'influence des Etats impérialistes sur les peuples balkaniques. La révolution sociale, la dictature du prolétariat et du paysan sont donc les conditions nécessaires pour la réalisation de la Fédération Balkanique. Par l'élimination des classes exploitatrices, l'exploitation du peuple et l'oppression des minorités nationales cessent tout naturellement. La rivalité entre les nations n'est rien autre que l'expression de la phase impérialiste de la concurrence capitaliste, qui ne travaille plus avec des moyens pacifiques, mais qui fait intervenir le pouvoir Etatique. Par la cessation des luttes pour des matières premières et des débouchés, qui constituent l'essence même des gouvernements bourgeois, les complications sanglantes des nations enfin libérées de la domination bourgeoise cesseront spontanément. L'exemple des Républiques Socialistes Fédératives de Russie montre aux peuples balkaniques le chemin qu'ils doivent suivre pour leur libération nationale et économique.

Dr. Richard Schmincke

L'affaire Albanaise et ses répercussions Européennes

Ahmed Zogou s'est fait proclamer roi sous le nom de Zogou Ier. Il avait d'abord songé à s'appeler Skanderbeg III. Peu importe ce changement de titre. On pourrait croire que le changement de statut auquel vient d'être soumise l'Albanie, devenue monarchie après avoir été république dictatoriale, n'aurait pas plus de portée. Ce serait une erreur, ou tout au moins l'événement mérite d'être commenté, et il faut dire pourquoi Ahmed Zogou a été autorisé par l'Italie Fasciste à fonder une dynastie, et pourquoi demain l'Albanie sera un peu plus qu'hier asservie à cette Italie.

L'Albanie a été longtemps le champ de bataille de l'Autriche-Hongrie et du cabinet de Rome, qui n'était pas encore fasciste, mais qui pratiquait déjà l'expansionnisme en vertu du mécanisme interne de tout Etat capitaliste. Au temps de Conrad de Wied, les ministres plénipotentiaires des deux grandes puissances intriguaient l'un contre l'autre. Au lendemain de la guerre mondiale, l'Albanie demeurant théoriquement indépendante, la bataille s'ouvrit entre l'Italie et la Yougoslavie. Celle-ci tendait vers l'Adriatique; celle-là voulait que son influence franchit l'Adriatique, et l'Albanie lui offrait une place d'armées toute préparée. Si l'influence Italienne et l'influence Yougoslave se sont rencontrées, ce fut précisément dans la contrée de dimensions exigües, et de population faible, dont Zogou Ier est aujourd'hui le souverain. Il est à remarquer que Fan Noli et Ahmed Zogou, occupèrent alternativement le pouvoir. Lorsqu'il y a 4 ans Ahmed Zogou se réimposa à l'Albanie, il revenait de Yougoslavie et l'on peut supposer qu'il avait reçu l'appui du gouvernement des Karaguéorguévitch. Il sembla donc que celui-ci dût triompher avec lui. Il n'en fut rien.

A peine réinstallé à Tirana, Ahmed Zogou accueillait les agents de Mussolini et entamait avec eux de larges négociations. Le duc, à ce moment, inaugurait sa campagne Danubienne et Balkanique, qui était destinée à encercler, à isoler la Yougoslavie. Il avait besoin de l'Albanie comme de la Bulgarie, et il était prêt à payer le prix qu'il faudrait.

En 1926, il triompha quand Ahmed Zogou, par le traité de Novembre, lui livra le protectorat de l'Albanie. Chose étrange! Ce pacte, si grave par ses conséquences éventuelles, et qui allait provoquer et alimenter une nouvelle crise Balkanique, passa d'abord presque inaperçu. Douze mois plus tard, presque jour pour jour, il fut complété par un second accord. Désormais, l'Albanie échappait totalement à la Yougoslavie. L'Italie avait réussi à franchir l'Adriatique; à son heure, elle pourrait débarquer, sur la côte Orientale de cette mer, autant d'hommes qu'elle voudrait.

Passons sur les développements qui suivirent et sur les périls de guerre Italo-Yougoslave, qui s'affirmèrent à maintes reprises. Ahmed Zogou avait bien mérité de Mussolini qui enregistrerait un succès indéniable. La couronne a été sa récompense. Non seulement on l'a autorisé à la coiffer (on, c'est le duc), mais encore on lui a promis un concours armé pour le cas où des tribus se soulèveraient contre lui. Ce jour-là, il apparaissait aux yeux des plus indifférents et des plus naïfs comme un préfet italien, et les délégués à la S. D. N. comprendraient pourquoi le dictateur italien a fait coïncider la cérémonie de Tirana avec l'ouverture du Conseil de Genève. Cette cérémonie a été beaucoup plus inquiétante que ne fut rassurante la solen-

lité du Quai d'Orsay, le 27 Août. C'était presque une riposte sarcastique.

Mais, en fait, il faudrait être bien aveugle pour nourrir encore des illusions. Zogou Ier une fois proclamé, le ministre Italien, devançant tout le reste de la diplomatie, lui a présenté ses compliments. Le gouvernement de Rome et le gouvernement de Tirana lancent des dépêches pour célébrer la solidité d'une alliance renouvelée. Zogou I lui-même se confond en salutations serviles devant Victor Emmanuel III et devant Mussolini. C'est le vassal qui rend hommage à ses souverains.

L'Italie Fasciste l'a payé d'un trône. Mais le titulaire du trône marquera sa reconnaissance à l'Italie Fasciste, en acceptant les ordres du duc, même si ces ordres le conduisent à la guerre. La Yougoslavie, qui s'est vainement inclinée en ratifiant les accords de Nettuno, essuie une défaite de plus.

Que l'événement fortifie la paix: nul ne le croira. Chaque démonstration de l'expansionnisme Fasciste, chaque agitation de l'impérialisme Yougoslave qui n'est pas fictif, nous rapproche du conflit. Et ce serait une illusion d'imaginer que la S. D. N. arrêtera Mussolini le jour où il estimera l'heure favorable et que le pacte Kellogg lui liera les mains. Il serait absurde de supposer que la Yougoslavie serait isolée: que signifie le traité jadis conclu entre le Quai d'Orsay et Marinkovitch?

Tous les peuples des Balkans seront alors entraînés dans la conflagration. Divisés selon le vœu de leurs dynasties et des ploutocraties régnantes, ils sont la proie de leurs gouvernements. Au contraire, étroitement associées dans une Fédération Républicaine, ils ne seraient plus asservis au jeu des grandes puissances. Que l'événement de Tirana les incite à y réfléchir une fois de plus!

Paul Louis

Italie et Albanie

Quand les anciens conquérants romains procédaient à l'honneur du triomphe, un esclave, assis de côté sur leur char de gloire, était chargé de rappeler à la modestie le triomphateur, lui murmurant à l'oreille: *Memento mori*. Au couronnement de Zogou Ier, roi d'Albanie — ou des Albanais — le rôle de l'esclave romain fut rempli par il signore Mario Alberti, président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale (oh! si peu!) d'Albanie. Ce monsieur s'est plu à adresser au nouveau roi (oh! si peu!...) un message contenant — parmi les félicitations rituelles et les éloges de la personnalité du nouvel oint du Seigneur — un avertissement peu négligeable. En substance, M. Alberti disait au roi:

«Souvenez-vous que c'est à moi et à Mussolini que vous devez tout ce que vous êtes. Lorsque tous les emprunts à l'Albanie, projetés à la Société des Nations, firent défaut, c'est l'Italie fasciste qui vint au secours de l'Albanie. Par notre confiance et nos capitaux, nous avons inauguré dans votre pays une nouvelle ère de prospérité. Cette œuvre, dont les résultats sont déjà sensibles, n'est qu'amorcée. Il ne tient qu'à vous qu'elle se poursuive jusqu'au bout. Nous comptons sur votre fidélité et votre sagesse. Ne l'oubliez pas.»

Ce discours, dont nous donnons le sens véritable, dégage de toute l'officialité des mots, répond certainement à l'idée que l'Italie se fait de l'Albanie, sa protégée. L'Italie est convaincue d'avoir bien mérité de l'Albanie par les grands travaux publics que le capitalisme italien a entamés dans le pays Skipétare. Elle y a tracé des routes, érigé des hangars,

ouvert des comptoirs, bâti des casernes. En effet, depuis l'arrivée des Italiens, l'argent coule à Tirana dans une mesure inconnue jusqu'ici. Malgré cela, il y a des esprits chagrins qui osent se plaindre. Les «Jeunes Albanaises», réfugiées à l'étranger, viennent de publier un Manifeste, à l'effet de protester contre le couronnement de Zogou comme roi. Dans ce Manifeste, elles ne se dressent pas seulement contre l'asservissement politique de leur pays à une puissance impérialiste étrangère, elles contestent aussi les bienfaits de la pénétration économique italienne dans leur pays. D'après ce Manifeste, les Italiens auraient obtenu de Zogou l'annulation d'une ancienne loi constitutionnelle interdisant la vente du sol albanais aux étrangers. Grâce à cette prétendue liberté du commerce, — un vrai privilège en réalité — les capitalistes italiens seraient en train d'acheter de grandes propriétés d'où ils chasseraient les indigènes, leur substituant la main-d'œuvre italienne. La crainte de ces patriotes est que, grâce à l'application méthodique de ce procédé, un jour toute la vieille terre albanaise cesse d'appartenir aux Albanais, pour devenir la propriété des Italiens. Alors, la dénationalisation de l'Albanie serait un fait accompli et Ahmed Zogou pourrait aussi bien s'appeler roi d'Albanie que des... Italiens.

Il est bien difficile de préciser combien la pénétration fasciste en Albanie est un fait d'ordre politique et combien elle est en fait d'ordre économique. Les deux buts se superposent, se complètent, rentrent l'un dans l'autre. L'Albanie est un formidable bastion pour l'envolée des aigles romaines sur tous les Balkans. Elle est aussi un large territoire, bon pour y déverser le trop-plein de la population d'Italie. On sait que la nouvelle politique fasciste condamne l'émigration transocéanique; elle rêve d'une expansion si possible avec solution de continuité avec la mère-patrie.

«Des deux émigrations: la transocéanique et la méditerranéenne, nous dit M. Torre dans son rapport sur le bilan du Ministère des Affaires Etrangères pour l'exercice 1928-29, le gouvernement limite la première et favorise la seconde, parce que celle-ci, dans le court-circuit de notre mer, est plus facile à surveiller et constitue, dans son ensemble, une force d'irradiation immédiate.»

L'Albanie, si proche de la Dalmatie italienne, tombant d'aplomb sur l'Adriatique et très peu peuplée, semble s'offrir à toutes les convoitises militaires et coloniales. Seulement, il y a bien quelque illusion, de la part de l'Italie, dans les vues de colonisation en territoire albanais.

L'Albanie est un pays à la fois montagneux et marécageux. Inhabité comme il est, il peut certainement recevoir une forte immigration. Mais, pour cela, il faudrait des capitaux considérables que M. Alberti n'est pas à même de fournir. L'assèchement des marais est, par ailleurs, une œuvre colossale, à laquelle ne suffiraient pas les ressources de l'Italie fasciste. Il faudrait des concours financiers puissants. L'orgueil fasciste ne s'y résoudra jamais. Dès lors, il est à croire que les visées politico-militaires de l'Italie sur l'Albanie l'emporteront, par la force même des choses, sur ses visées coloniales.

Toutefois, ce serait une erreur de ne pas tenir compte de l'activité que, de la base albanaise, l'Italie entend déployer sur les Balkans. Tout dernièrement, le Temps ne cachait pas son inquiétude au sujet d'un article du Giornale d'Italia, où l'on expliquait les vues de l'aviation italienne dans les Balkans concurrentement à la France. Selon le Giornale d'Italia, la situation serait, à cette heure, des plus favorables à l'expansion aéronautique italienne. La France rencontrerait, en effet, «de grandes difficultés pour renouveler les concessions qu'elle avait obtenues autrefois pour l'exploitation de la ligne aérienne Paris-Constantinople à travers les Balkans. Quant aux pays de la Petite Entente, ils s'efforceraient de se rendre indépendants pour tout ce qui concerne l'aéronautique. C'est pourquoi l'Italie doit tendre à développer son propre système aérien dans les Balkans et l'Europe Centrale, en poussant des pointes de Fiume vers la Hongrie, et de Brindisi et Koritza vers la Bulgarie et la mer Noire.»

Cette rivalité dans le domaine de l'aviation n'est qu'un aspect de la rivalité politique générale entre la France et l'Italie dans les Balkans, rivalité qu'a soulignée d'une façon si marquante la récente démarche franco-britannique à Sofia, au sujet de l'activité des bandes macédoniennes. A cette démarche, le gouvernement fasciste refusa de participer. Commentant ce refus, la Tribuna, de Rome, n'hésita pas à s'en prendre avec acrimonie — c'est le Temps qui le relève — à la politique de la France dans les Balkans, qu'elle qualifia de «politique dangereuse au point de vue de l'esprit de solidarité européenne et déterminée par la seule préoccupation d'une hégémonie française ne visant, à travers l'Europe Centrale et les Balkans, qu'à se dresser contre l'Allemagne

et l'Italie. Il est intéressant de relever, dans ce reproche de la Tribuna à la politique de la France, le passage relatif au «manque d'esprit de solidarité européenne.» La tendance du journal fasciste à considérer les nations des Balkans comme une peuplade de noirs des colonies africaines, vis-à-vis desquels les blancs et les Européens sont tenus à une solidarité absolue pour le prestige commun de la race des conquérants, est un rayon de lumière qui jette un jour singulier sur la mentalité du fascisme.

Les peuples balkaniques auraient grand tort de ne pas en tenir compte. La création d'un roitelet de plus dans les Balkans ne constitue pas un témoignage d'estime et de sympathie à l'égard des Balkaniques, surtout quand ce souverain s'appelle Zogou Ier, roi d'Albanie — ou des Albanais.

Paolo Davila

La tragédie albanaise

La nouvelle de la proclamation d'Ahmed Zogou comme roi des Albanais n'a pas été inattendue pour les lecteurs de la «Fédération Balkanique». En effet, dans un article précédent, avant même la proclamation, cette scène comique de la tragédie albanaise a bien été prévue. Mais en Albanie même, cette proclamation a été inattendue, et on n'y a pris connaissance de toute cette farce qui se préparait qu'une semaine avant la réunion de l'Assemblée Constituante, c. à d. vers le 20 août dernier, et voilà de quelle manière:

Comme on sait, il existait sous le régime «républicain» en Albanie un Parlement et un Sénat, qui travaillaient, bien entendu, en harmonie complète, les membres de toutes les deux institutions étant nommés de la même façon. Mais, au mois de juin dernier, tout d'un coup, un conflit surgit entre ces deux Assemblées: il était question de former un Conseil d'Etat. Or, le Sénat a proposé au Parlement de se rassembler en une séance commune pour ajouter au Statut un nouveau paragraphe concernant la formation du Conseil d'Etat. Lorsque cette proposition du Sénat est venue au Parlement, une grande partie des députés ont demandé de faire une révision générale du Statut et comme le Sénat s'y opposait en disant que la révision du Statut était l'affaire d'une Assemblée Constituante, Parlement et Sénat ont été dissouts et des élections pour une Assemblée Constituante furent proclamées.

Nul ne pouvait rien comprendre dans cette confusion. Les journaux d'Albanie en exprimaient même leur étonnement. Comment se peut-il, écrivaient-ils, qu'un conflit sans importance, comme celui de la formation d'un Conseil d'Etat, puisse entraîner la dissolution du Sénat et du Parlement?! ce qui crée une situation anormale dans le pays?! Ils se demandaient quels seraient les changements sérieux qu'on pourrait apporter dans le Statut. Et ils n'en trouvaient pas, parce qu'il y était clairement dit que le régime républicain ne pourrait en aucune façon être changé. Et ils espéraient que le «président de la République», en même temps «sauveur de la nation», arrangerait l'affaire.

Ainsi, le peuple fut appelé à voter, ne sachant point au juste de quoi il s'agissait.

C'est dans une telle obscurité que se sont faites les élections. Il va sans dire que la liste gouvernementale fut élue dans toute l'Albanie, parce que l'on n'y avait pas toléré d'autres listes.

En préparant les élections, les autorités ont «découvert» dans toutes les villes de l'Albanie peut-on dire, d'innombrables «complots», ce qui a eu pour résultat d'emprisonner de nombreuses personnes, étouffant ainsi toute opposition. Tous les «complots» précités, étaient, naturellement, préparés par les «bolchéviques», par les organisations de la «Fédération Balkanique» et en général par des organisations qui sont «contre la civilisation». Dans cette période de terreur ont été exécutés les émigrés politiques macédoniens Denko Michel Abadjieff, Théodore Voukhanoff et l'instituteur albanais Ibrahim Arapi dont il a été parlé dans les numéros précédents de la «Fédération Balkanique».

C'est dans une telle atmosphère de terreur que se sont faites les «élections»: une grande partie du peuple n'y participa pas du tout, et l'autre partie, terrorisée, fut forcée de donner son vote aux personnes indiquées par les beys, par les directeurs de la police, les commandants de la gendarmerie... Et la liste gouvernementale fut élue dans toute l'Albanie!

Mais les élus à l'Assemblée Constituante ne savaient eux non plus ce qu'ils auraient à faire en venant à Tirana. Ils ne l'ont appris qu'après leur arrivée à la réunion de l'Assemblée.

C'est alors seulement qu'ils surent qu'il n'était point question du Conseil d'Etat, que le différend en question n'avait servi que de prétexte pour la dissolution du Sénat et du Parlement. Ils apprirent que le «peuple voulait avoir un monarque!» Ils apprirent aussi que cela était ainsi lorsqu'ils

virent que les magasins de Tirana furent fermés par ordre de la police, et que les boutiquiers et les paysans venus pour faire des achats furent obligés à participer aux manifestations qui avaient en tête des policiers en civil, furent contraints à crier qu'ils voulaient avoir un monarque, qu'ils désiraient que Zogou devienne roi! Le bureau de presse du gouvernement albanais a d'ailleurs lancé plusieurs dépêches dans lesquelles il était dit que «la population de Tirana est allée à l'Assemblée Constituante en demandant que les délégués du peuple proclament Zogou roi le plus tôt possible parce que la population ne pouvait plus attendre», qu'elle n'avait plus de patience», etc. etc.

Et les «pères du peuple» proclamèrent «le président de la République», le «sauveur de la nation» — roi des Albanais.

Ici prend fin un des innombrables actes de la tragédie du peuple albanais.

La proclamation de Zogou comme roi n'était pas inattendue pour nous autres Albanais, vivant dans l'émigration. Il y a déjà un an, la «Liria Kombëtare», organe du Comité Albanais de l'Emancipation Nationale, paraissant à Genève, publiait un traité secret conclu entre le gouvernement italien et Ahmed Zogou, par lequel l'Italie prenait l'obligation de maintenir comme souverain de l'Albanie Ahmed Zogou pendant toute sa vie. L'Italie remplit donc ses engagements en le proclamant roi. De leurs côtés, Zogou et les beys assumaient l'engagement de continuer à vendre plus encore les intérêts du peuple albanais. Une partie des engagements pris par Zogou vis-à-vis du gouvernement des capitalistes italiens est déjà exécutée; l'autre partie sera exécutée prochainement. Dans cette partie des engagements à exécuter entrent la base navale à Vallona, la base aérienne à Durazzo, la colonisation etc., qui ont déjà été relevées dans le numéro précédent de la «Fédéra-

tion Balkanique» par Monseigneur Fan S. Noli. Le peuple albanais voit bien tout ce qui se passe, il se rend bien compte de tout ce qui se prépare, mais il ne peut rien faire pour le moment. Les forces qui agissent contre lui sont trop grandes, et le peuple albanais affamé, saignant, attend avec impatience le signal commun des peuples balkaniques pour se soulever et se libérer de toute cette bande de brigands de l'intérieur et de leurs protecteurs de l'étranger.

Paris le 10 septembre.

A. Devolli

Protestation du Comité Albanais d'Emancipation Nationale à la S. D. N.

Protestons énergiquement contre la proclamation d'Ahmed Zogou comme roi d'Albanie. La farce a été préparée à Rome et mise en scène à Tirana. Elle est un crime odieux contre le peuple albanais et contre les peuples balkaniques en général. Elle s'est effectuée sous le régime terroriste des beys féodaux et sous la protection fasciste, contre la volonté du peuple albanais républicain, qui n'a pas été consulté, étant donné que les membres de la soi-disant Assemblée Constituante qui a procédé à la proclamation ont été nommés par Ahmed Zogou lui-même. Elle a été achetée au prix de nouvelles concessions désastreuses qui finiront par transformer l'Albanie en une colonie italienne et en une base militaire contre les Etats voisins. Par conséquent, elle aggravera la situation, déjà critique, dans les Balkans et pourrait très facilement mener à de nouvelles guerres.

Pour le Comité Albanais d'Emancipation Nationale

Fan S. Noli

Le gouvernement bulgare reconnaît sa culpabilité Le scandale international de l'oeuvre de secours aux Bulgares

Après la tragique catastrophe sismique qui a éprouvé au printemps dernier le peuple bulgare, l'opinion publique européenne, à côté des appels de secours des organisations internationales de bienfaisance entendit aussi ceux du gouvernement bulgare. Les doutes de la bonne volonté de ce gouvernement devinrent, cependant, de plus en plus concrets. Car les nouvelles que l'on recevait sur l'emploi des sommes de bienfaisance versées en Bulgarie devenaient de plus en plus inquiétantes. On voyait avec toujours plus d'inquiétudes la tendance de certaines organisations et autorités bulgares à enlever les fonds de secours à la compétence des organisations qui avaient rivalisé de zèle dans la collecte, et de les placer à la disposition du ministère bulgare de l'Intérieur «afin d'assurer la distribution impartiale des secours.»

Des observateurs impartiaux, dont des représentants de la presse américaine, relevèrent dans leurs rapports ces doutes qu'émettaient les plus larges cercles de la population relativement à l'emploi adéquat des secours. Le Comité Central du Secours Ouvrier International ne se laissa pas arrêter par ces nouvelles inquiétantes sur l'attitude du gouvernement bulgare et s'empessa d'accourir au secours des pauvres masses paysannes et ouvrières éprouvées des régions de la catastrophe sismique.

Ses collectes organisées dans les différents cercles syndicaux sympathisants donnèrent bien vite la somme importante de 245,000 leva, que le Comité Central fit immédiatement ordonner, comme première tranche, à la disposition du Comité de Secours Ouvrier pour la Bulgarie, qui venait de se constituer à Sofia.

Mais, quelques semaines après cet ordonnancement, le Comité Central devait apprendre avec émoi que les autorités bulgares n'avaient pas permis la répartition de cette somme, sous forme de vivres, directement à la population éprouvée, et que le ministère de l'Intérieur bulgare avait confisqué cet argent.

Dans un Mémoire que, par ordre du Comité Central, le député au Reichstag Muenzenberg remit à la Légation bulgare de Berlin, le Secours Rouge International exigea la restitution immédiate des sommes confisquées et la liberté d'action pour le Comité de Secours Ouvrier de Sofia. Le gouvernement bulgare répondit, cependant, par l'entremise de sa légation, que, par les mesures critiquées qu'elle avait prises, elle voulait écarter de l'oeuvre de secours toute coloration politique de parti, et déclara, sans fondement aucun, que la transmission des montants de secours servait «à des buts de propagande communiste.»

En présence de cette situation, le Secours Rouge Inter-

national se vit obligé de déclarer, qu'il lui est impossible de remettre les oboles de solidarité des ouvriers au ministère bulgare de l'Intérieur qui, ainsi qu'on le sait bien, non seulement soumet les ouvriers et paysans de Bulgarie aux pires persécutions, mais, d'après les rapports authentiques de témoins impartiaux, finance les bandes des comitadjis macédoniens de Protoguéroff avec ces sommes de secours, et ce sur une échelle telle qu'il a fallu une démarche collective de l'Angleterre et de la France pour mettre une fin à ce scandale insupportable.

Le Secours Ouvrier International insista donc énergiquement à ce que les oboles des ouvriers fussent réparties par un Comité spécial ouvrier de secours.

Cette déclaration du Secours Ouvrier International, mettant énergiquement à nu les desseins du gouvernement bulgare d'employer pour des buts réactionnaires les sommes recueillies pour les victimes de la catastrophe sismique, causa une vive perplexité au gouvernement bulgare. Il continua ses manoeuvres de dissimuler les faits et fit lancer, par ses agents de presse, dans les organes fascistes de l'étranger plusieurs attaques contre l'action de solidarité du Secours Ouvrier International.

Le Secours Ouvrier International commença alors une campagne systématique pour éclairer l'opinion publique toute-entière. Le résultat en fut que même des cercles et autorités n'ayant aucun rapport avec le mouvement ouvrier se virent obligés de faire des démarches contre le scandale du secours aux Bulgares. C'est ainsi que, par exemple, l'Association Générale de l'Industrie Allemande, ainsi que celle de la Presse Allemande, s'adressèrent à cet effet aux autorités diplomatiques bulgares et allemandes. Une tempête de protestations s'éleva dans les organisations pacifistes, de bienfaisance, et des Droits de l'Homme. Des écrivains et des pédagogues, dont les Recteurs des Ecoles Supérieures de Königsberg et de Leipzig, adressèrent des plaintes au gouvernement bulgare. Les organes les plus répandus de la presse démocratique allemande prirent l'affaire en mains. Frithjof Nansen se déclara prêt, par lettre, à intervenir, en cas de besoin, auprès de la délégation bulgare à la session de septembre de la Société des Nations. Non moins grande fut la solidarité de nos cercles-amis français. L'Union Fraternelle des Femmes contre la Guerre, la «Ligue des Femmes pour la Paix Permanente», la «C.G.T.U.», protestèrent avec véhémence contre l'attitude du gouvernement bulgare. Le «Comité Français de Secours aux Enfants», une organisation officieuse de la Société des Nations, pria son Siège Central

de Genève de s'intéresser pour ce scandale inouï du gouvernement bulgare.

Sous la pression morale si violente des meilleurs cercles progressifs de l'opinion publique internationale, le gouvernement bulgare se vit obligé de restituer au Secours Ouvrier International les sommes confisquées, et de reconnaître ainsi sa culpabilité devant l'opinion mondiale toute entière.

Il faut cependant craindre que le gouvernement bulgare, empêché, par l'attitude énergique du Secours Ouvrier International, d'employer les argents ouvriers pour ses bandes d'assassins, voudra d'autant plus employer, sans scrupule aucun, à ces fins les sommes versées par les autres organisations de secours.

Le Secours Ouvrier International exige pleine clarté! Clarté sur l'emploi des montants versés par toutes les autres organisations ou personnes privées qui ont répondu à l'appel

de solidarité et d'humanité et qui, par leurs dons, ont collaboré à l'oeuvre de secours des sinistrés bulgares. Tous les donateurs, toutes les organisations et toute l'opinion publique ont le droit d'apprendre comment le gouvernement bulgare a employé les sommes de secours. Ils ont le droit d'exiger toutes les explications, tous les éclaircissements, tous les comptes, au plein jour. Ils ont surtout le droit d'apprendre jusqu'à quel point leurs argents ont été employés par le gouvernement bulgare «pour des buts politiques unilatéraux», par le ministre bulgare de l'Intérieur pour l'organisation fasciste macédonienne ORIM.

Dans l'intérêt du peuple bulgare si lourdement éprouvé, dans l'intérêt de tous les amis de ce peuple, le Secours Ouvrier International continuera cette lutte jusqu'à l'obtention de la clarté la plus entière. Et, dans sa lutte, il compte sur l'appui de tous les ouvriers, et de toutes les personnes de bonne volonté.

L. Gibarti

Une entreprise impérialiste La vérité sur le Congrès des Nationalités Européennes

Hors les journaux allemands et suisses, la presse d'Europe s'est désintéressée du IV^e Congrès des Nationalités Européennes, prouvant ainsi qu'elle est plus préoccupée de ses intérêts particuliers que de l'intérêt général.

Pour ceux-là mêmes qui s'en occupèrent, ce Congrès n'a pas semblé les séduire particulièrement. Ils lui ont donné le sens banal d'une manifestation genevoise, comme il y en a tant chaque année. Ils n'ont pas vu, ils n'ont pas voulu apercevoir toute l'importance de ce mouvement, ni quels en étaient les inspirateurs et les corrupteurs.

Par définition, le Congrès des Nationalités Européennes répond à une nécessité précise et formelle: On ne l'aurait pas créé qu'il aurait fallu l'inventer. Nous ne nous posons donc pas en ennemis de cet organisme, et si nous nous proposons de le critiquer, c'est justement parce que nous croyons en sa vertu. Seulement, les conditions mêmes dans lesquelles on le fonda et l'esprit qui présida à cette fondation en ont faussé le mouvement et vicié les bases. Nous allons le démontrer.

Le Congrès des Nationalités Européennes a été créé en 1925 par des individualités que soutenaient des groupements minoritaires. Dès le début, certains Etats, parmi les vaincus de la guerre, aperçurent tout le profit qu'ils pouvaient tirer d'une telle création. Et ce fut bientôt, au sein même de l'organisation, un jeu d'influences où se distinguèrent en premier lieu Berlin et Budapest.

Le nombre des Minorités allemandes, d'une part, leur dispersion à travers de nombreux pays de l'Europe Centrale ou Balkanique, d'autre part, favorisèrent les prédominances de la politique de la Wilhelmstraße dans le Congrès. Pour l'appuyer le plus souvent, la Hongrie réactionnaire, qui mise sur tous les tableaux pour lutter contre ses voisins, se révéla bonne tacticienne en déléguant au *Praesidium* le chrétien-social Geza de Szullo, député magyar au Parlement tchécoslovaque. Voyant cela, la Yougoslavie, qui ne cesse de rêver à la suprématie dans les Balkans, manœuvra pour garder la maîtrise.

Il n'est pas inutile de rappeler que le président actuel du Congrès (il le sera sans doute longtemps encore) le docteur Josep Wilfan, député slovène au Parlement italien, ne cesse pas de défendre les intérêts de Belgrade dans toutes les délibérations de l'Exécutif. Par contre, il est vrai d'ajouter que son coadjuteur, l'âme même du Congrès, M. Ewald Ammende, qui a pris les fonctions de secrétaire-général, fait dévier à son gré les actes du président, et c'est un curieux mélange d'influences germano-yougoslave qui se produit, mélange d'autant plus curieux que, ainsi que relevé plus haut, Budapest joue son rôle et ne perd pas un pouce de terrain.

Numériquement fortes, les Minorités juives marqueraient volontiers leur indépendance si elles se sentaient soutenues par

un Etat puissant (et la Pologne consentirait volontiers à les soutenir pour pouvoir contrôler les opérations, mais il semble difficile qu'elles puissent accepter ce concours). En réalité, elles penchent volontiers vers les thèses allemandes, trouvant là des rapprochements et des appuis assez loyaux. Un de leurs leaders, M. Leo Motzkin, s'efforce, pour autant qu'il lui est possible de le faire, d'exercer sa critique et de rompre en visière avec l'esprit officiel. Mais, en définitive, il se rallie toujours, et ses amis avec lui, aux vues de la majorité.

Pour donner à ce Congrès un caractère un peu plus international, on y a admis les représentants les plus modérés de l'autonomisme catalan, de tendance démocratico-libérale, ainsi que des représentants protestataires de la Dobroudja annexée à la Roumanie. En qualité d'observateurs, on y rencontre des Blancs-Russiens, des Ukrainiens de Pologne, des Carpatho-Russes, des Slovènes d'Autriche, etc. On n'y aperçoit plus les Minorités d'Allemagne: Polonais, Danois et Serbes de Lusace. Un conflit qui les mit aux prises avec les Minorités allemandes (on devine dans quel sens) au Congrès de 1927 les a éloignés.

Et voici que nous arrivons au défaut capital de l'armature, à ce qui en dénonce la faiblesse et le caractère opportuniste.

Cette sélection entre les Minorités présentes, cette abstention des autres Minorités d'Europe, que prouvent-elles?

Tout d'abord que les inspirateurs et les managers de ce Congrès n'entendent en aucune façon tolérer l'entrée dans l'organisme d'un élément énergique et volontaire et qu'ils craignent par dessus tout une influence socialiste ou révolutionnaire. A ce Congrès, on est et on doit rester entre bourgeois respectueux de l'ordre établi, des traités de paix (du moins officiellement) et des gouvernements en place (avec qui, au besoin, l'on compose). Aucune Minorité «émigrée» n'est admise. Aucune Minorité résolue à revendiquer plus et mieux que de vagues réformes culturelles n'est acceptée. Et si l'on permet que les Ukrainiens de Galicie, par exemple, assistent aux débats, c'est parce que ces Ukrainiens sacrifient au conservatisme et qu'ils sont, avant tout, les ennemis de la Révolution Russe.

On voit donc où peut mener une action aussi émasculée que celle-ci: à zéro. On se contente de rester en liaison avec la S. D. N., de la critiquer légèrement, puis de négocier avec les gouvernements, chapeau bas, quelques alliances superficielles pour amortir les ressentiments des peuples opprimés.

Le Congrès des Nationalités Européennes ne représente pas les Minorités. Il doit, s'il veut vivre et grandir, abandonner ses positions, rentrer dans l'action effective. Tant qu'il restera l'auxiliaire du capitalisme européen, il sera forclos.

Spectator

L'acte généreux d'un écrivain Victor Margueritte et la Question Macédonienne

La question macédonienne qui, hors les Balkans, n'intéressait jadis que quelques diplomates la connaissant le plus souvent fort mal, est aujourd'hui dans le domaine public.

C'est un signe des temps. C'est aussi la récompense de ceux qui ont lutté pour faire connaître les misères sans nom de la Macédoine.

Victor Margueritte, le célèbre écrivain français dont les romans populaires aux thèses hardies et généreuses sont

lus dans le monde entier, a consacré dans son dernier livre «Le Bétail Humain» des pages ardentes à la question macédonienne.

Victor Margueritte, qui donna son nom dès le premier jour au Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans, a été ému par les révélations poignantes qui furent faites, en France, sur l'horrible régime auquel est soumise la Macédoine.

C'est ce qui l'a persuadé de mêler aux personnages de son dernier roman, des Macédoniens et de leur faire clamer le martyre de leur pays et leurs espoirs en l'indépendance macédonienne et la Fédération Balkanique.

Il ne faut pas chercher dans un roman psychologique et social comme ceux qu'écrivit l'éminent écrivain français, un exposé rigoureux d'un problème historique, géographique, politique aussi compliqué que le problème macédonien.

Mais, par son livre, Victor Margueritte contribuera à populariser plus encore la revendication macédonienne, à la faire connaître et aimer en France et ailleurs par des milliers d'hommes et de femmes qui l'ignoraient.

Qu'il soit remercié ici pour le grand service qu'il rend à notre cause.

Voici les extraits les plus caractéristiques du «Bétail Humain» sur la question macédonienne.

Le romancier met en scène un groupe de réfugiés macédoniens, hommes et femmes, réunis à Marseille et chez qui fréquente l'héroïne du livre, Spi.

«Guéna, avec Alexandre et Frédérica, était l'âme de ce petit cercle où l'on recevait les feuilles ouvrières, où l'on organisait les complots de résistance contre la réaction partout victorieuse, où l'on rédigeait plus spécialement des fascicules, des articles pour le «Makedonsko Delo», interdit sur le territoire qu'ensanglantaient, écrasaient Grèce et Serbie. Aucun de ces jeunes gens n'était poussé par un intérêt personnel, tous poursuivant cet idéal: l'unité de leurs petits peuples dans une Fédération de Républiques...

Que de fois, sur le nouvel atlas acheté par Guéna, et qui contenait les remaniements des frontières, tout le dépeçage hétéroclite des Traités, avaient été montrées à Spi, par les deux femmes, les villes de leur antique patrie! Bitolka, Prilep... Mais, absorbée par son expérience personnelle et (malgré les explications données par son oncle) peu familiarisée avec l'histoire contemporaine — celle qu'en général chacun connaît, au moins — elle n'avait prêté jusqu'ici, à ces êtres lointains et à ces évincements vagues, qu'une indifférence polie.

Maintenant, quand Paccaud partait en tournée d'inspection, Spi dinait chez les Macédoniennes. Quand on fut sûre d'elle, on l'admit aux réunions du soir.

Voici l'essentiel de la conversation à l'une de ces réunions:

«Eh bien, ma chère, pour en revenir à ce fameux droit des peuples, figurez-vous qu'à Versailles...

— Et à Neuilly! s'écria Frédérica, avec une indignation qui aviva la curiosité de Spi.

— A Neuilly? répéta-t-elle.

— Elle ne sait même pas que ce n'est pas un, mais cinq monstrueux traités que les vainqueurs ont, par la force, imposés aux vaincus!... Trianon, Saint-Germain, Lausanne!... Explique-lui, Guéna.

— Eh bien! ma chère, figurez-vous que votre droit des peuples, dans chacun de ces traités, on ne l'a pas seulement déchiré et piétiné! On l'a haché menu, comme chair à saucisses!... Pour récompenser les petits alliés, les grands leur ont distribué, en paiement de créance, tous ces bons morceaux de pâtée. Italie, Pologne, Roumanie, Grèce, Yougoslavie, tous les Shylocks ont reçu en milliers de livres de chair et en cen-

taines de milliers de kilomètres, leur part sanglante. C'est ainsi qu'à Neuilly, notre peuple a été livré tout entier aux bourreaux de Belgrade et d'Athènes!

— Les Serbes et les Grecs, dit Frédérica, ont prétendu avoir, sur la Macédoine, des droits historiques.

Guéna haussa la voix!

— Droits d'anciens raptés, prescrits, depuis des siècles! Ils ne leur donnaient pas, en tout cas, celui d'assassiner, avec assaonnement de mutilations et de viols, ni de faire crever des innocents dans des prisons fétides, après les avoir sauvagement torturés, ni de piller et d'incendier, ni d'exproprier, par la terreur, la moitié de la race, qu'on force à se réfugier, quasi-nue, et sans aucune ressource, sur la terre bulgare, où le froid et la faim l'achèvent?... Les Macédoniens agonisent, petite Française...

— Mais c'est effroyable!...

— Tenez! dit Frédérica... (Elle prit, dans un bureau, une liasse de brochures et de photographies.) Vous lirez cela à tête reposée... Et vous serez de nos associations d'étudiants émigrés qui, dans tous les pays, essaient d'éclairer l'ignorance et de secouer l'interit de cette Europe et de cette Amérique civilisées qui assistent, aveugles et sourdes, à l'extermination d'un peuple, d'un peuple héroïque, seul à se défendre contre tout, et contre tous!... Oui, quand vous saurez, vous partagerez notre douleur et notre foi!... Nous ne voulons pas être serbisés, ni grecisés par le fer et par le feu.

Guéna, rageusement, écrasa dans le cendrier sa cigarette:

— L'histoire de notre peuple n'est qu'un long martyrologue! Déjà, sous les Turcs...

— Ilinden! murmura, ferveusement Frédérica.

— Oui, l'insurrection du Jour de Saint-Elie!... C'est dans le plus pur sang macédonien versé pour la liberté, qu'a été alors baptisé le renouveau de notre nation, et retrempe son ancienne culture! Malheureusement, quand entre l'Autriche et la Russie, derrière lesquelles il y avait la Triple Alliance et la Triple Entente, s'est envenimée la lutte pour l'hégémonie balkanique et que Grèce et Serbie, après s'être alliées à la Bulgarie pour le partage des dépouilles turques, sont victorieusement rentrées en guerre contre Sofia, c'est encore nous qui avons fait les frais de la curée. En 1913, le traité de Bucarest nous a morcelés en trois tronçons. Le plus petit, au Bulgare dont la race est la plus proche de la nôtre, les autres au Serbe et au Grec. Là-dessus, s'est abattue la guerre mondiale. Nous sommes redevenus un champ de bataille. Et quand a sonné l'heure du règlement de comptes — la paix avec ses bénéfices pour les autres — le traité de Neuilly a consacré, en la parfaissant, la spoliation précédente. Nous avons été rayés de la carte européenne, livrés sans recours à la férocité des conquérants les plus cruels que l'Histoire ait connus, puisqu'aujourd'hui, ils nous dénationalisent au nom même de la nationalisation!...

A la fin de la scène, les personnages s'écrient:

— «La Macédoine aux Macédoniens! Et qu'ensuite, nous entrons en égaux dans la Fédération des Peuples Balkaniques.

— A la République Macédonienne!

— Aux Etats-Unis des Balkans!»

A. B.

Les vraies causes de la famine en Roumanie

Des centaines de milliers de familles paysannes sont la proie de la famine, ainsi que nous l'avons montré dans le numéro précédent de la «Fédération Balkanique». Le gouvernement, l'oligarchie bancaire et capitaliste avec ses valets «scientifiques», cherche à expliquer la famine par «la catastrophe naturelle», par «les conditions climatiques défavorables», par «la sécheresse». Il est vrai que la sécheresse entre aussi comme un facteur dans l'explication de la famine. Mais la famine (par la sécheresse) est devenue endémique, dans des régions entières, et il nous faut poser la question: quelles sont les causes qui font que ce qu'ailleurs est accidentel, devient permanent en Roumanie? La sécheresse elle-même, dans la mesure où elle existe, ne constitue point une catastrophe naturelle vis-à-vis de laquelle l'homme serait complètement désarmé. Tout comme les inondations peuvent être endiguées par la main humaine, un climat à tendance défavorable peut être influencé; on peut le rendre plus humide, par des boisements; car on sait aujourd'hui que les régions à forêts attirent l'humidité atmosphérique et répartissent la pluie plus régulièrement au cours de l'année.

Or, dans les années d'après-guerre, les forêts, particulièrement celles des provinces annexées, et spécialement en Bessarabie, ont été soumises à un système d'exploitation dévastateur et barbare, les occupants s'efforçant à tirer, comme d'une colonie, le plus possible du territoire occupé, sans se soucier de l'avenir de la province respectivement. Ce régime de proie dans le système forestier a provoqué à son tour un empirement du climat, un amoindrissement de l'humidité moyenne annuelle. Ainsi donc, même si la sécheresse a contribué à la provocation de la famine endémique, elle ne doit point être considérée comme un phénomène «naturel», mais comme un phénomène social-économique, et c'est la domination de brigandage de l'oligarchie des banquiers et des tchokoïs qui en doit être rendue responsable.

Mais la famine a encore, et en premier lieu, d'autres causes purement économiques. Avant la guerre, quand l'agriculture était pour la plus grande partie une agriculture latifundiaire, elle jouissait de l'assistance et de la protection de l'Etat. Les grands propriétaires étaient secourus par un crédit à bon marché organisé par l'Etat, par des avantages

au transport, par la liberté à l'exportation, par des avantages à l'importation des machines agricoles, etc. Après la guerre et la réforme agraire, après que tout de même une partie des terres est entrée en les mains des paysans, et que les grands propriétaires se sont réfugiés, en grande partie par les indemnités pour l'expropriation, dans l'industrie, le commerce et la banque, l'oligarchie dominante n'a plus ses intérêts primordiaux et directs dans l'agriculture. Le secours de l'Etat, se trouvant toujours dans les mains de cette oligarchie, se dirige par conséquent vers l'industrie, le commerce, la finance bancaire, et l'agriculture est abandonnée à son propre sort. Ainsi, la Banque Nationale, cette source régulatrice de l'économie nationale, aide l'industrie en lui accordant par «Le Crédit Industriel» un crédit annuel de 3.000 millions de leis, quoique l'industrie participe à la production nationale avec moins d'un tiers, tandis que pour la «Caisse d'Emprunts des Agriculteurs» la Banque Nationale n'accorde annuellement un crédit que de 300 millions seulement, quoique l'agriculture participe à la production nationale avec plus des deux tiers. Par dessus le marché, l'agriculture est encore chargée de taxes d'exportation aux céréales, par des taxes d'importation aux machines agricoles, etc. etc.

Le paysan manque d'inventaire, ce qui fait que son agriculture reste primitive et déchoit chaque année davantage. Dans la discussion déclenchée ces derniers temps dans la presse à la suite de la famine, on a pu voir que la Roumanie ne peut pas se spécialiser comme pays exporteur de produits agricoles supérieurs (blés), parce que les produits roumains de cette catégorie sont d'une qualité tellement mauvaise, qu'ils sont incapables de concourir sur le marché mondial. Les spécialistes proposent par conséquent la spécialisation de l'agriculture roumaine pour des produits inférieurs (maïs, fourrages, etc.) qui ne demandent pas des soins particuliers et une agriculture développée, rationnelle et scientifique.

«La crise de Oltenie (Valachie entre le Olt, le Danube et les Carpathes — I. M.), qui est due non seulement à la sécheresse des deux dernières années», écrit la «Lupta» du 31 août, «mais aussi à la politique économique fautive des dernières dix années (politique fautive des dix dernières années) est une manière de dire pour désigner le régime colonial de brigandage systématique — I. M.), a plongé cette région riche dans un état de misère indescriptible. Quoique les paysans aient amélioré leur système de travail agricole, quoique nous ayons une production agricole plus grande que dans les deux dernières années, la misère à la campagne est inouïe. Le blé a donné cette année dans le département de Dolj une production deux fois supérieure à l'année précédente, et pourtant les paysans sont endettés au delà de toute mesure envers les banques qui leur ont pris des intérêts d'usuriers. Si nous considérons aussi les obligations qu'ils ont envers le fisci, obligations qui forcent les paysans à vendre le blé au-dessous du prix de revient, à tout cela s'ajoutant le manque de maïs et le manque de numéraire arrivé au paroxysme, nous avons alors l'explication du grand désastre économique de Oltenie.» Et le correspondant de la «Lupta» relève que les paysans ne mangent qu'une seule fois par jour...

Ce qui précède est confirmé par les organes officiels aussi. Ainsi, un rapport d'une commission d'enquête dit d'une manière précise que: «les régions cultivées en Bessarabie ont diminué progressivement, représentant en 1928 à peine la moitié de la superficie cultivée en 1920. Les habitants, apauvris en partie par la sécheresse, en partie par les bas prix obtenus pour leurs produits (grâce à la spéculation — I. M.), n'ont pas eu en automne passée les grains nécessaires pour les ensemencements. Endettés aux banques particulières qui prennent des intérêts d'usuriers, en grande partie sans bétail de somme qu'ils ont vendu dans les années précédentes pour pouvoir se nourrir et payer les intérêts, sans crédits à bon marché et sans le concours des autorités, les paysans n'ont pas pu se procurer la semence nécessaire et n'ont donc pu faire de la culture que sur des étendues restreintes, autant que leur permettaient leurs propres moyens.» («Dreptatea» du 30 août.)

Voilà la situation réelle, voilà les vraies causes de la famine qui étroit aujourd'hui dans ses griffes des centaines de milliers de familles paysannes. La famine et la sécheresse ne sont pas des accidents, elles sont une conséquence inévitable du régime d'exploitation, de proie et de brigandage de la part de l'oligarchie des banquiers et des tchokoïsis. Ainsi, il n'est que naturel que les années prochaines non-plus ne promettent une amélioration, si la Roumanie continue à rester sous les bottes de ce régime. L'oligarchie et ses laquais «scientifiques» se rendent parfaitement compte de cela et, en expliquant la famine de jusqu'à présent par la... sécheresse, cherchent à préparer l'opinion publique pour les années de famine qui suivront encore. Ainsi, un certain Dr. A. Mibashan montre dans l'«Argus» du 7 septembre que «les météorologistes prévoient une série d'années de sécheresse.» Tandis, que la récolte mondiale de cette année est supérieure à la récolte de l'année passée et à la moyenne des récoltes d'après-guerre, en Roumanie c'est la famine qui sévit, et les «savants» annoncent «une série d'années de sécheresse.» Comme si la Roumanie n'était pas située sur la même planète... La cause réelle, cependant, est que les autres pays produisant des céréales donneront des récoltes excellentes, alors que la Roumanie (et quelques autres pays qui gémissent sous un régime analogue) donneront des récoltes déficitaires et la paysannerie périra de faim, parce que la domination banditesque des banquiers et des tchokoïsis ne peut mener à d'autres résultats.

Ce ne sont pas des processions religieuses pour adoucir le ciel et faire envoyer de la pluie, mais le renversement de la domination des banquiers et des tchokoïsis, la libération de la paysannerie des chaînes du régime de proie et d'oppression, l'instauration d'un régime des paysans et des ouvriers qui influencera le climat par des emboisements systématiques, qui complètera le climat par des irrigations artificielles, qui aidera l'agriculture paysanne par des crédits à bon marché, par la machinisation du travail agricole, etc., etc. — voilà la voie qui mènera la paysannerie en Roumanie du régime de la sécheresse et de la famine endémique au bien-être et au progrès économique et social.

I. Mateescu

Aperçu sommaire de la réforme agraire dans les Balkans

La solution du problème national dans la Péninsule Balkanique, solution qui n'est possible que par la création de la Fédération des Républiques Ouvrières et Paysannes des Balkans, est conditionnée à la solution absolument équitable du problème agraire, formant partie inhérente du problème national. Attendu que dans la structure sociale des pays balkaniques la paysannerie constitue la bien plus grande partie de la population (70 à 87%), le mouvement national doit lui consacrer une attention particulière.

La grande vague révolutionnaire qui a mis en mouvement les ouvriers et paysans rendus plus mécontents encore par les conséquences sociales et politiques de la guerre mondiale, a avancé au premier plan dans les pays balkaniques la question de la propriété des terres.

Tant que, après la guerre, les grandes-puissances occidentales essaient de garrotter le prolétariat, ce facteur puissant et inquiet, en lui prodiguant des promesses d'une solution «équitable» des conditions sociales, on n'entendait dans les Balkans, à l'adresse des paysans, que de belles paroles, de belles promesses de terres. Mais tout comme la bourgeoisie des pays industriels n'a jamais été encline à appliquer effec-

tivement la journée de huit heures, à introduire effectivement des assurances sociales pour la protection de la classe ouvrière, les Etats Balkaniques ne voulaient, eux, aucunement appliquer effectivement, d'une manière radicale, la réforme agraire. Ils n'ont point rempli leurs promesses qui, d'ailleurs, n'avaient été faites que pour bernier les paysans dans l'illusion que la question agraire serait résolue avec le temps: la force désorganisée de la bourgeoisie ne voulait que gagner du temps afin de reconsolider sa situation, reconquérir les positions qu'elle avait perdues, et reprendre l'offensive.

Sauf en Bulgarie, en Serbie et en Grèce, les terres dans la Péninsule Balkanique, y compris en Hongrie, se trouvaient en plus grande partie dans les mains de gros-propriétaires. Nous montrerons ici, en grandes lignes, quelle était dans les différentes provinces la proportion de la grosse-propriété à la propriété moyenne et petite, et quelle a été la modification y apportée par la réforme agraire.

Roumanie.

En 1914, la Roumanie avait 5.375 gros-propriétaires. Voici le tableau à la veille de la guerre:

	Propriétés de jusqu' à 100 hectares			Propriétés au-dessus de 100 hectares		
	Nombre des propriétaires	Hectares	%	Nombre des propriétaires	Hectares	%
Roumanie	959,672	4,016,445	51,27	5,375	3,819,351	48,73
Bucovine	198,080	?	36,25	1,105	721,302	63,75
Krichana et Maramou	93,491	2,237,271	47,24	2,786	2,485,682	52,76
Bessarabie	22,660	2,490,298	60,30	1,741	1,327,401	32,15
Transylvanie	458,028	2,373,767	68,52	1,752	1,089,217	31,18
Banat	273,874	2,194,217	71,07	759	892,906	28,93

Les motifs de l'application de la réforme agraire dans la Roumanie d'après-guerre étaient presque exclusivement de nature politique. La classe gouvernante y avait été poussée par le souci d'apaiser le mécontentement des paysans stimulé par la Révolution Russe et par ce que celle-ci avait apporté au paysan jusque là privé de tout droit, mécontentement qui menaçait de prendre des formes sociales aiguës et précises. A la fin 1925 le tableau de la propriété des terres était comme suit:

	jusqu'à 100 hectares	%	au-dessus de 100 hectares	%
Vieille-Roumanie	7,293.148	91,5	697.851	8,5
Bessarabie	3,829.731	93,9	352.619	6,1
Bucovine	478.000	92,0	42.000	3,0
Transylvanie	6,288.302	84,5	1,153.010	15,5

Si même, à première vue, cette solution semble rationnelle et au profit de la paysannerie, elle est bien loin d'avoir préjudicié les gros-propriétaires terriens; ceux-ci reçurent une indemnisation de jusqu'à quarante fois le bail moyen des années 1917-1922. Et la moitié de cette somme devait être payée par l'Etat, et l'autre moitié par le nouveau propriétaire. Où ce dernier trouvera-t-il les moyens pour effectuer ce paiement? Il serait superflu de souligner qu'une pareille réforme agraire ne représente qu'un truc de spéculation des potentats et boyards roumains.

Yougoslavie.

Slatko Chetcheroff, député et président de la Commission des Impôts de la Skoupchtina, donne la caractéristique suivante de la situation à fin 1918 dans les provinces de la Yougoslavie où régnait la grande propriété féodale: «En Bosnie et en Herzégovine, les paysans-serbes (kmets) refusèrent de payer aux propriétaires beys et aghas les montants des fermages (haks), c'est-à-dire les tiers ou quarts du produit du sol. En Serbie du Sud, les paysans ont agi dans le même sens et refusèrent aussi de payer aux propriétaires les parts habituelles du produit. En Croatie et en Slavonie ont éclaté de violents troubles agraires. Au moment de l'effondrement de la Monarchie Austro-Hongroise, les paysans croates pauvres et sans terres se mirent à piller la grande propriété et à s'approprier les terres et les machines. Il s'ensuivit que les armées serbe et française se virent obligées de mettre une fin à cet «état d'hors droit», et la réforme agraire fut promise à la population.

Bosnie et Herzégovine.

A fin 1918, 53% des paysans labouraient leurs terres; les autres, celles des beys, contre bail. La liquidation de cette situation fut faite en payant aux propriétaires une indemnisation de 255 millions de dinars, dont la moitié fut versée par l'Etat au comptant, et pour l'autre moitié furent émises des obligations d'Etat.

Macédoine.

La réforme agraire n'y est pas terminée. Pour les terres qui ont été adjugées en partie aux indigènes et en partie aux colons, l'Etat paie aux anciens propriétaires une rente qui, jusqu'à ce qu'une loi spéciale dispose autrement, est à la charge du budget. Le chapitre ad hoc prévoit à cet effet une dépense annuelle de jusqu'à 30 millions de dinars. 138.251 hectares ont été en tout visés par la réforme agraire, et 71.045 en ont été répartis jusqu'à fin 1925. Les indigènes en obtinrent le cinquième environ (11.300 hectares). Ce sera dans dix années que la propriété en sera reconnue au nouveau possesseur.

Dalmatie.

La question des «colonats», dont les racines remontent aux temps des Romains, n'a pas été définitivement résolue par la Yougoslavie. Les paysans travaillent le sol comme leur propriété, mais ne sont pas considérés comme les propriétaires. Les anciens propriétaires reçoivent de l'Etat une rente d'ensemble trois millions de dinars par an, à la charge du budget.

Les autres provinces: Croatie, Slavonie, Banat, Baranja et Slovénie.

A la fin de la guerre mondiale, on y rencontre la grande propriété. En Croatie et en Slavonie, nous avons le tableau suivant:

Etendue de la propriété en arpents	Nombre d'arpents	Superficie de la propriété	Pourcentage de la superficie totale
0-5	180.175	395.004	5,7%
5-100	226.089	2,976.007	42,2%
100-1000			
au-dessus de 1000	4.393	3,675.552	52,1%

En Voyvodine, et en partie en Slovénie, même proportion de la grande et petite propriété.

On ne peut même parler d'une application radicale de la réforme agraire dans ces provinces. Malgré la promesse royale solennelle de la répartition de la grande propriété, dans toutes les contrées du nord de la Yougoslavie: en Croatie, Slavonie, Slovénie, Banat et Batchka, 57.202 arpents ont seuls été touchés par la réforme agraire et répartis entre 207.121 familles d'indigènes, de volontaires et de colons. Mais cela non plus n'a pas été un présent. Les colons sont considérés comme ayant pris ces terres en fermage sans terme. Et cependant, ils payent pour ces terres des impôts, des charges communales, etc. La situation politique de l'après-guerre exigeait l'application au moins partielle de la réforme agraire. Slavko Chetcheroff dit là-dessus ce qui suit: «Le royaume des S.C.S. a tâché de résoudre les conditions agraires qui ont été, dans le passé, des sources de continuel mécontentement, troubles et pauvreté des larges masses populaires. Mais lorsque le régime se vit consolidé, la «réforme» agraire fut enterrée, et on discute actuellement à l'Assemblée Nationale le projet de loi de ce même Chetcheroff sur la liquidation des conditions agraires, projet de loi qui prévoit les mesures les plus iniques contre les colons et paysans qui avaient reçu les terres expropriées.

Hongrie.

Si même l'on souligne qu'avant la guerre déjà il existait en Hongrie l'intention de parceller et réparer la grande propriété terrienne, c'est la Révolution Hongroise qui fut la cause immédiate de la réforme agraire. La Révolution, sur l'exemple de la Russie, a fait des journaliers obéissants des domaines seigneuriaux, un élément révolutionnaire agité. Il était nécessaire d'apaiser cet élément par des promesses.

La propriété terrienne était en 1917 comme suit: 99,1% de petits et moyens propriétaires (à propriétés de moins de 100 arpents), constituant les 40,70% du sol arable; la majeure partie des terres, les 59,3%, se trouvait en la possession d'à-peine 0,99% des propriétaires. Le résultat de la réforme agraire sur une superficie totale de 16 millions d'arpents, a donné en 1925 le tableau suivant:

1.130 gros-propriétaires (de plus de 1000 arpents) étaient en possession de 5.380.000 arpents, soit 34%;
9.742 propriétaires moyens (100 à 1000 arpents) étaient en possession de 2.650.000 arpents, soit 16%;
840.000 petits-propriétaires (jusqu'à 100 arpents) étaient en possession de 8.110.000 arpents, soit 50%.

La manière dont la réforme agraire a été appliquée en Hongrie se voit le mieux par le fait que seules les grandes propriétés des profiteurs de guerre ont été réparties, tandis qu'on a laissé intactes les propriétés des aristocrates et des seigneurs féodaux. Mais même cette réforme agraire a été soumise à une révision en 1924, et le délai premier de cinq années a été prolongé pour un temps indéterminé. Les frais de l'application de la réforme agraire sont à la charge de ceux qui prétendent à des terres. Ils doivent aussi payer le prix entier dans un délai de dix ans, et ce n'est qu'ensuite qu'ils seront considérés comme les propriétaires des terres.

Bulgarie.

Les conditions agraires en Bulgarie étaient comme celles en Serbie. Jusqu'à la guerre, il n'y existait que la petite propriété, qui y avait été constituée après l'affranchissement du joug turc, en 1878. En 1919, la propriété terrienne était comme suit: 220 propriétaires de plus de 100 hectares; le reste était la propriété moyenne et petite de plus de 660.000 familles. Sous la pression du mécontentement des masses; ainsi que sous celle de la poussée vers la gauche; conséquence de la révolution et de la réforme agraire radicale en Russie, le gouvernement de Stambolisky fut obligé, vers mi-1913, de résoudre par des lois les problèmes agraires, et d'assurer des terres suffisantes aux ouvriers agricoles, aux paysans pauvres et aux réfugiés

de la Macédoine, de la Thrace et de la Dobroudja. Les réformes de Stamboliisky s'étendaient à la grande propriété pour tant qu'elle existait, et aux domaines des couvents, des communes et de l'Etat. On enregistrerait ces domaines dans un fonds d'où avait lieu la répartition. On les évaluait à environ 1,000,000 de hectares, et les anciens propriétaires devaient être indemnisés à raison de 1000 à 2000 leva par hectare, à la charge des nouveaux propriétaires. La classe capitaliste bulgare n'était cependant pas contente même de cette application partielle de la réforme agraire, et insistait à ce que les terres qui constituaient le fonds précité ne fussent pas supérieures à 100,000 hectares, et que l'on payât 20,000 à 40,000 lévas par hectare pour les terres expropriées.

Il est inutile de déclarer qu'après l'arrivée au pouvoir du gouvernement bulgare fasciste, après le coup d'Etat de 1923, les réformes agraires ne furent pas appliquées. Il faut relever ici que 30,000 réfugiés macédoniens en Bulgarie, en dépit de l'emprunt de la Société des Nations dits «des réfugiés», n'ont pas encore reçu un seul pouce de terre.

Grèce.

Quoique de la population totale de la Grèce, les 6% seulement soient des paysans, ce pays est quand même un pays agricole, attendu que les 80% de son commerce d'exportation consistent en produits agricoles.

C'est la petite propriété agraire qui domine en Grèce.

A la fin de la guerre mondiale, il y avait 1500 gros-propriétaires, possédant entre 300 et 3000 ha., et parmi eux il n'y avait que 70 qui travaillaient leurs propres terres. Tous les autres avaient donné leurs domaines en fermage. Le prix du bail consistait en la moitié, et dans le cas le plus favorable le tiers du produit du sol, et était payé en nature.

Par la loi de 1917, et ses suppléments ultérieurs, le régime grec voulait assurer une situation stable, car les nombreux troubles avaient été provoqués par le mécontentement, la pénible situation sociale des masses paysannes, mais surtout par la grande misère des réfugiés d'Asie Mineure dont le nombre dépassait un million. La loi agraire tendait à répartir les grandes propriétés, ainsi que les domaines publics et de l'Etat qui étaient, en Macédoine surtout, en très grand nombre. Mais comme ces terres étaient en plus grande partie des propriétés privées de Turcs, la loi prescrivit que celui qui cédait à l'Etat, sans indemnisation, un cinquième de son domaine, pourrait garder le reste en toute propriété. (La Roumanie en fit de

même en Dobroudja). L'expropriation de la grande propriété ne s'étendait qu'à ceux qui possédaient plus de 100 ha. L'indemnisation était établie par les tribunaux.

L'indemnisation immédiate, l'Etat la payait par des obligations de 30 ans, à 6% d'intérêts. Les nouveaux propriétaires étaient obligés de rembourser l'indemnisation à l'Etat, ainsi que tous les frais, par une amortisation de 1% et des intérêts de 6%.

Jusqu'à fin 1925, 147,333 familles de réfugiés furent installées en Macédoine et en Thrace sur 693,384 hectares de terres.

Albanie.

En Albanie règnent jusqu'aujourd'hui même, les conditions féodales et les plus primitifs moyens de production. Les paysans sont obligés de payer aux beys le fermage en nature (hak): 35% de la récolte. L'Etat s'en fait remettre 10% comme impôt en nature. La réforme agraire n'y fut point appliquée, même après la guerre mondiale. Le gouvernement Fan Noli élaborait une loi qui devait changer de fond en comble les conditions agraires en Albanie: loi édictant la confiscation de la grande propriété pour la répartir aux paysans sans terres. Mais le gouvernement Fan Noli ne resta que sept mois au pouvoir, et n'eut donc pas la possibilité de réaliser ses projets de l'abolition du féodalisme, de l'amélioration de la situation sociale des masses, de la démocratisation de l'Etat par l'introduction des élections générales, etc. Les ennemis de ce gouvernement national l'accusèrent de tendances communistes, ce qui constitue un cauchemar pour les oppresseurs: pour les capitalistes, les impérialistes et les gros-propriétaires.

La question agraire dans la Péninsule Balkanique est restée toujours encore sans être résolue. La privation de terres dure toujours encore, car les «réformes agraires» n'ont réparti qu'en partie seulement les grandes propriétés, et la situation sociale des masses travailleuses paysannes, leur état de dépendance économique, leur oppression nationale par la classe dominante et les conquérants impérialistes n'ont aucunement changé. La dernière des solutions, l'unique solution possible des conditions agraires sera conquise: par de nouvelles guerres paysannes, la révolution nationale, et sa transformation en révolution sociale, ce qui portera les ouvriers et paysans au pouvoir et fournira la possibilité du self-government.

M. Stefanovitch

La Macédoine aux Macédoniens! — La terre aux paysans! *)

La question des nationalités en Macédoine est en même temps une question paysanne.

La libération nationale du paysan signifie la solution de la question agraire.

IX.

En examinant la composition du peuple macédonien, nous voyons que les 85% en sont des paysans. En examinant la situation des paysans, nous voyons que plus des deux tiers d'entre eux peuvent à peine se procurer un morceau de pain sec par leur rude labeur du sol. Les deux tiers du peuple macédonien se trouvent donc dans un état économique misérable. Et ce sont ces malheureux qui supportent le plus lourd fardeau de l'oppression nationale, car ce sont eux qui constituent l'énorme majorité du peuple macédonien subjugué.

L'oppression du paysan macédonien date de longtemps, du début du Moyen-Age, des Etats médiévaux serbe, bulgare et grec, dans lesquels le paysan était l'esclave féodal — le «Méropah» ou l'«Otroek» — des grands propriétaires terriens serbes, bulgares et grecs. Après cet esclavage vint celui des seigneurs féodaux turcs: des spahis, des aghas et des beys. Les paysans furent les esclaves, les «rayas», des propriétaires terriens turcs qui avaient d'abord reçu les terres pour jouissance à vie, mais qui, par la suite, transformèrent ces terres en patrimoine héréditaire et se proclamèrent «tchiftliks sahibis» — propriétaires de fermes. Les paysans étaient obligés de travailler ces terres comme «tchiftdjis» — fermiers, et devaient en remettre aux propriétaires des pourcentages énormes de leurs récoltes: la moitié, dans les cas les plus heureux: le tiers. Les hauts fonctionnaires de l'Etat turc étaient les propriétaires de toutes les terres et jouissaient, en parasites, des fruits du lourd labeur du paysan. Les paysans macédoniens, tout comme d'ailleurs tous les autres paysans de sous la domination turque, gémissaient sous le joug des aghas et des beys.

Ainsi, les efforts du peuple macédonien de se libérer du joug turc visaient surtout à leur libération de leur esclavage de tchiftdjis: la libération nationale signifiait pour eux en

tout premier lieu l'affranchissement du joug des aghas et des beys et la propriété de la terre qu'ils avaient arrosée de leur sueur et de leur sang et qui, pourtant, ne leur appartenait pas et pour laquelle ils devaient donner aux propriétaires la plus grande partie du produit, souffrant eux-mêmes de la faim et de la misère.

Cette situation du peuple macédonien était fort bien connue des Etats voisins: la Bulgarie, la Serbie et la Grèce. Dans leur propagande nationale parmi le peuple macédonien, ils relevaient toujours bien haut qu'en tout premier lieu ils libéreraient l'esclave macédonien du joug de l'agha et du bey et lui donneraient en propriété la terre qui lui avait été ravie par les aghas et les beys. Et ainsi, les pauvres Macédoniens, en très grand nombre, caressaient l'espoir que les Etats bourgeois Bulgarie, Serbie et Grèce les affranchiraient des tchiftliks-sahibis et leur restitueraient les terres.

Mais après leur «libération» de la part de certains Etats balkaniques, les paysans macédoniens ne tardèrent pas à voir que la restitution à eux du sol leur revenant était le dernier des soucis des «libérateurs». Ils virent bien vite que ces Etats avaient fait la guerre, revendiqué la Macédoine, non point pour libérer les esclaves-tchiftdjis, mais pour s'approprier les richesses de la Macédoine: pour agrandir, au moyen de la population macédonienne, leurs armées aux fins de nouvelles guerres de conquête, pour emplir leurs usines et ateliers de main d'oeuvre à bon marché, pour acquérir de nouveaux millions de contribuables devant subvenir aux frais de l'Etat agrandi et emplir les bourses de la clique dominante. Ils n'avaient vraiment ni le temps et ni le désir de répartir les terres aux paysans.

En 1912, la Serbie annexait la Macédoine; mais le paysan macédonien continua à rester sans terre. En 1918, la Serbie occupait à nouveau la Macédoine; mais le paysan macédonien ne reçut point de terre. Et aujourd'hui encore, il n'a toujours pas de terre.

*) Suite du No. 93 de la «Fédération Balkanique».

Les gouvernants et les hommes d'Etat de la Yougoslavie d'aujourd'hui firent les plus belles promesses aux pauvres Macédoniens, ils en firent autant aux paysans des autres contrées, et ils les exhortèrent à attendre, à patienter un tout petit peu.

Et les paysans se laissèrent leurrer. Au lieu de prendre eux-mêmes la terre qui pourtant leur appartenait, ils attendirent que les potentats fassent des lois et des règlements sur la question agraire et leur donnent leurs terres.

Ils attendirent que les propriétaires-capitalistes, qui dans leur propre pays dépouillent et pillent les paysans, donnent des terres aux pauvres paysans macédoniens!

Que firent ces Messieurs au pouvoir en Yougoslavie, pour la question agraire?

Ils s'efforcèrent, en tout premier lieu, à protéger les aghas et les beys qui ont avec eux de nombreuses affinités dans l'exploitation des pauvres paysans. Aussi publièrent-ils en février 1919 une loi d'après laquelle la terre n'est reprise aux aghas et beys et restituée aux paysans qu'en apparence seulement. Ils décrétèrent l'achat. Les beys et les aghas, au lieu d'être punis de ce que pendant des siècles ils s'étaient emparé des terres et vivaient aux dépens du paysan, au lieu d'être punis pour ce banditisme, reçurent des indemnités! Pour de la terre qui ne leur appartenait point! Ils vendirent donc des terres appartenant à autrui! Ces indemnités leur sont payées par le fisc, ce qui veut dire que c'est le pauvre paysan macédonien qui les paiera, par des impôts, charges, monopoles etc. plus écrasants encore.

Mais, non seulement les aghas et beys vendirent, comme leur propriété, la terre qui appartenait aux paysans — le régime capitaliste yougoslave leur conserva aussi leurs domaines. Sous le prétexte qu'eux-mêmes travaillaient leurs terres! Les pauvres paysans et rayas macédoniens savent fort bien comment ces domaines ont subitement surgi. La clique dominante en Yougoslavie le sait également fort bien. Ces domaines, nommés «beglucis», ont été créés par le pillage du sol du paysan. Après les révoltes et insurrections de la population macédonienne, dirigées en tout premier lieu contre les aghas et les beys, ces derniers ont tâché de garder plus fermement encore les terres en leurs mains. Ils ont détaché de leurs propriétés les terres les plus fertiles, et les ont transformées en «beglucis» tout simplement en y faisant travailler, comme journaliers, ces mêmes paysans auxquels ces terres avaient été ravies. Toutes les fois que l'Etat turc, sous la pression du mécontentement des pauvres paysans, essayait d'améliorer la situation des pauvres tchiftdjis, les aghas et les beys élargissaient leurs beglucis.

De plus, les aghas et beys obligeaient, par la violence, les tchiftdjis à leur signer des déclarations dans lesquelles ces derniers attestaient avoir vendu leurs terres aux aghas et beys, et ainsi ceux-ci s'ancrent sur les terres des tchiftdjis. Ces terres ravies, les seigneurs de Yougoslavie les proclamèrent comme la propriété des aghas et beys. Ils consacèrent ce banditisme, car eux-même, dans la «libre» Yougoslavie, ravissent et s'approprient la terre du paysan pour les impôts et les dettes à usure. Les aghas et beys sont leurs alliés, leurs frères. Voilà pourquoi ils ont aussi formé un gouvernement en commun. Les aghas et beys ont déjà reçu des centaines de millions comme «indemnisation» et recevront encore d'autres centaines de millions.

Les potentats serbes et yougoslaves, alliés des aghas et beys, ont complètement suspendu l'application de la réforme agraire en Macédoine. Les aghas et beys devinrent les maîtres tout-puissants des beylicis et jugulent, tout comme au temps des Sultans turcs, les paysans macédoniens en leur extorquant la rente foncière, le fermage, et d'autres charges. Ferhad bey Draga, et les autres beys, possèdent encore aujourd'hui d'immenses étendues de prairies et de champs, de forêts et de pâturages. Et à côté de ceux-ci, à la place des aghas et beys émigrés en Turquie, sont venus les Minitch, Kojitch, Petrovitch, Ratchitch, etc., qui se sont approprié la terre par la violence. La terre qui devait être partagée parmi les paysans, a été «achetée» par eux tout comme, en son temps, les seigneurs turcs le faisaient.

Les pauvres paysans macédoniens sont toujours encore restés sans terres, ou possèdent à peine 2 à 3 arpents de terres, à peine suffisant pour du pain sec.

Par leur semblant de réforme agraire, les potentats serbes ne voulaient que gagner du temps pour étouffer les revendications des paysans — pour armer les militaires et les policiers afin de ravir les terres des paysans. D'un million d'arpents de domaines appartenant aux gros-propriétaires, les pauvres paysans en reçurent à peine un dixième. Les gens du régime et les fonctionnaires chargés de l'application de la «réforme» agraire donnèrent les terres aux plus offrants. Les beys et les aghas vendirent des terres comme si elles leur appartenaient, malgré qu'elles tombaient sous le coup de la «ré-

forme» agraire. Ceux qui avaient le plus de droit aux terres, qui les avaient achetées par des labeurs de longues années, les pauvres paysans, sans terres et tchiftdjis, restèrent et restent sans terres. Les Turcs pauvres ne reçurent également pas de terres.

Telle est la politique «nationale» et «libératrice» des potentats serbes vis-à-vis des Macédoniens et des autres pauvres paysans des autres provinces, de toutes les nationalités.

La politique «nationaliste» anti-macédonienne des gouvernants serbes se reflète dans leurs mesures de colonisation et d'immigration. Ils colonisèrent la Macédoine de volontaires de guerre et de paysans d'autres régions, en leur donnant principalement les terres que devaient recevoir les pauvres paysans macédoniens. Ils donnèrent à ces colons des terres non point là où il en existe en surabondance, non pas des immenses domaines de l'Etat, de l'Eglise, des comtes et des barons de la Voyvodina et de la Croatie. Ils installèrent des milliers de ces colons, avec leurs familles, dans les districts de Cossovo, Tsvetchan, Metochia et Skopje, afin de serbiser la Macédoine, afin de faire de ces colons des instruments au service de l'Etat d'oppression et d'exploitation, et de s'en servir contre la population macédonienne dans le cas où elle s'insurgerait pour revendiquer ses droits et sa liberté.

Pour «arrondir» quelques colonies, les propriétaires se sont approprié de nombreuses terres appartenant à de pauvres paysans, voire même des terres appartenant à l'Etat, et de nombreuses familles de laboureurs ont été ainsi livrées à la misère.

Par une telle politique de colonisation, les potentats réactionnaires et oppresseurs d'aujourd'hui ne font que semer la haine parmi la population. Aux volontaires de guerre, et aux colons, ils disent qu'ils ne reçoivent pas de terre et de l'inventaire en quantité suffisante parce que les paysans autochtones ne le permettent pas; aux paysans autochtones, ils essaient de faire accroire que c'est à cause des volontaires de guerre et des colons qu'ils ne reçoivent pas de terres. Et par cette hostilité qu'ils sèment entre les deux partis, ils espèrent pouvoir s'assurer des suppôts pour la continuation de leur sanglant régime en Macédoine.

Mais les potentats réactionnaires d'aujourd'hui ne songent même pas à porter une aide efficace et sérieuse aux colons eux-mêmes: de 6000 familles de colons, c'est à peine si les 2000 se trouvent dans ces nouvelles colonies; les 4000 ont refusé l'aide de l'Etat, car cette aide ne leur fournit point la possibilité de vivre.

(A suivre)

Costa Novakovitch

La crise en Bulgarie

Loin d'être enrayée, elle s'aggrave

Après une crise longue et laborieuse, M. Liaptcheff est parvenu à reformer le cabinet.

Les causes multiples et complexes, qui avaient provoqué la crise et en avaient rendu le dénouement, si difficile, continuent à subsister. La solution intervenue est donc forcément provisoire.

Après le 9 Juin, le gouvernement Tsankoff, issu du coup d'Etat, s'appuya sur la Ligue Militaire autour de laquelle s'étaient groupés l'ORIM fasciste et le bloc des partis gouvernementaux qui avaient en horreur l'Union agrarienne. La chute de Tsankoff était la conséquence et le signe du processus de désagrégation des forces qui soutenaient son gouvernement de terreur blanche. Les partis politiques, qui avaient formé un front uni contre «le péril rouge», après la répression sauvage des agrariens et des communistes, et leur mise hors la loi, éprouvèrent le besoin de se désolidariser d'un gouvernement qui, couvert de sang et de boue, était un objet de réprobation pour l'opinion publique mondiale. Les meneurs de l'ORIM noire boudèrent également Tsankoff et furent l'un des facteurs les plus efficaces de sa chute, car ils ne le trouvaient pas assez souple ni assez empressé à servir leur bon plaisir.

Liaptcheff, au pouvoir, Tsankoff avec sa clique de généraux et de colonels se livra fiévreusement au travail clandestin de miner le gouvernement de son concurrent détesté. Cette rivalité accentua la division et la dissension de la Ligue Militaire et de son pâle reflet parlementaire, le Zgovor. Comme l'ORIM actuelle n'est qu'une succursale de la Ligue Militaire, les luttes d'influence et de domination qui déchirent l'association des traîneurs de sabre eurent leur répercussion au sein de cette organisation contre-révolutionnaire.

L'assassinat de Protoguéroff a étalé au grand jour les luttes intestines qui affectent si gravement l'ORIM, la Ligue et le Zgovor.

Le ministère Liaptcheff devait en ressentir le contre-coup. Divisé lui aussi, il tomba en poussière.

Il n'y avait qu'un seul moyen de conjurer radicalement la crise: rendre au peuple travailleur souverain sa liberté, supprimer les infâmes lois d'exception, proclamer une amnistie pleine et entière, faire les élections, sur la base d'une véritable représentation proportionnelle et confier les rênes du pouvoir au parti ou aux partis qui formeraient la majorité.

Mais ce moyen était la négation de la Ligue Militaire, la condamnation de sa dictature. Il ne plaisait naturellement ni au roi Boris, ni à la Ligue Militaire qui jouit de sa protection.

Le cabinet qui sortirait de la crise devait, par conséquent, s'appuyer sur la Ligue divisée; en d'autres termes, la crise serait non pas solutionnée, mais simplement ajournée.

Dans tout ce remue-ménage, ce qui était digne de retenir notre attention, c'était la question de savoir quelle était la relation des forces dans la Ligue Militaire. Est-ce Volkoff, ministre de la guerre — qu'on voulait chasser du cabinet — qui avait avec lui la majorité de la Ligue, ou le camp adverse? Le fait qu'il fait partie du nouveau gouvernement démontre que c'est l'instigateur de l'assassinat de Protoguéroff, le protecteur de l'ORIM de Mikhaïloff, qui est encore maître de la situation. C'est sûrement pour cette raison que le roi Boris n'a pas voulu le lâcher, et pour la même raison que la majorité du Zgovor est pour Volkoff et son maintien à la tête du ministère de la guerre.

D'ailleurs, Volkoff n'a pas hésité, lors des pourparlers pour la constitution du nouveau ministère, à jeter dans la balance son sabre. Il a fait tapageusement, insolemment.

Il a, dans une déclaration qui a été publiée par un organe d'une fraction du parti libéral en édition spéciale, c'est-à-dire démonstrativement et solennellement, qualifié «d'atteinte à l'honneur de l'armée la manière dont les hommes politiques recherchaient la solution de la crise.» Ce qui signifie que Volkoff s'identifiait avec l'armée et considérait son éloignement du ministère de la guerre comme une atteinte à l'honneur de l'armée...

Pour pouvoir prendre une pareille attitude de défi, il devait être sûr d'avoir avec lui la majorité de la force armée.

Ceci établi, la menace qui suivait cette déclaration était tout naturelle.

Le matamore a ajouté qu'il était «résolu à persévérer jusqu'au bout pour la sauvegarde du prestige du département qui lui était confié...»

«J'y suis, j'y reste», proclamait-il dans la surprise et l'émotion générales de l'opinion bulgare.

Et il y est resté, le soudard, perpétuant et aggravant encore la crise.

En effet, le clan Tsankoff de la Ligue, du Zgovor et de l'ORIM, battu et humilié, redoublera, bien entendu, d'efforts et d'audace pour avoir la peau de l'adversaire. L'assassinat du policier de garde devant la demeure de Volkoff est caractéristique à cet égard. Le cabinet Liaptcheff vivra donc dans une inquiétude perpétuelle qui empoisonnera sa vie.

En attendant, il cherche à donner des gages au clan Tsankoff, partisan de la manière forte, en découvrant de toutes pièces un nouveau complot communiste-révolutionnaire.

Mais, c'est en vain. Le nouveau ministère Liaptcheff est de ces organismes qui sont atteints dans la source même de leur vie et que rien ne sauvera.

S'il a pu être constitué, c'est que son chef, en invoquant la crise économique et financière terrible dans laquelle se débat le malheureux pays, a demandé et obtenu un sursis pour pouvoir mener à bien l'emprunt promis. A preuve le maintien dans la nouvelle combinaison de tout le personnel ministériel, y compris même le gênant Bouroff, qui a participé aux négociations de l'emprunt.

Boris Rilsky

Les cliques dominantes des pays balkaniques, qui se ressemblent plus ou moins, n'ont rien appris et rien oublié. Leur systèmes, et leur méthodes sont les mêmes. Elles s'emparent du pouvoir manu militari, elles s'y maintiennent par le terrorisme le plus barbare, elles suppriment toute opposition, elles exterminent les minorités ethniques, elles pillent les fonds publics pour leur propre compte, elles exploitent leurs peuples pour le compte du capital étranger, elles les poussent à s'entremassacrer pour le compte du capital étranger, elles les poussent à s'entremassacrer pour le compte de leurs patrons impérialistes.

Fan S. Noli

Les fascistes macédoniens s'entretuent

(Correspondance de Pétritch.)

Essais de conciliation.

Certains hobereaux fascistes macédoniens font des essais continuels de concilier les deux camps «autonomistes» qui s'entretuent.

Sur l'initiative du groupe parlementaire macédonno-zgovoriste, a été nommée une commission de trois membres chargée d'essayer d'aplanir les «malentendus» et d'arriver à une conciliation. Les efforts de cette commission ont échoué. Les amis de Protoguéroff ne veulent à aucun prix travailler avec les partisans d'Ivan Mikhaïloff, avançant que ses mains sont entachées du sang de frères. Mais y a-t-il parmi cette bande des gens dont les mains ne soient pas entachées du sang de frères?

On entreprend actuellement une nouvelle tentative. Cette fois, ce sont des anciens militants révolutionnaires qui en ont pris l'initiative. A cet effet, sont arrivés à Sofia: Arghir Manassieff, Gotsé Mejdouretchki, Ilya Doktoroff, Peter Atseff, Nicola Jekooglou, Christo Bochkoff, Mihail Tchakoff, Taneff et autres. Ils font des conciliabules. Ils ont nommé entre eux une commission de cinq membres. C'est le dernier essai de conciliation que l'on entreprend, mais personne ne croit, pas même les membres de la commission, qu'il en résultera quelque chose de concret.

Il paraît que Mikhaïloff est le plus enclin à la conciliation. Il a adressé une lettre privée à Guéorghy Pop Christoff, dans laquelle il lui expose ses conceptions, et l'invite à entrer dans son Comité Central. Mikhaïloff serait prêt à travailler avec tous ses adversaires du camp fasciste opposé, à l'exception des gens du «district révolutionnaire» de Salonique. Les amis de Protoguéroff se préparent à tenir un congrès auquel ils ont l'intention d'inviter les délégués qui ont participé à celui que Mikhaïloff avait convoqué, mais à condition que ce dernier n'y participe pas.

La lutte de presse entre les deux camps continue. Christo Kotseff, ancien membre du C. C. de l'ORIM, à présent insituteur à Varna, a publié une lettre ouverte adressée à Mikhaïloff, où il l'attaque violemment et l'accuse de vouloir «commander», envoyer d'autres hommes à la mort, et rester, lui, à côté de sa femme «célèbre»: Mencia Carniciu, etc. etc. Kotseff écrit dans sa lettre que Mikhaïloff n'agit que sur les inspirations de sa femme et de ses amis qui, par leur louanges, en ont fait un maniaque.

Combats et entretueries.

A côté des essais de conciliation et à côté de la lutte menée par la presse, par des communiqués, des lettres ouvertes, il se déroule une autre lutte, une lutte sanglante, qui fait des victimes.

La presse sofiote garde un silence absolu sur ces événements; pour elle, tout va bien.

Le 22 août a eu lieu un combat entre les partisans des deux camps. Les partisans de Mikhaïloff affirment qu'ils ont anéanti toute une tchéta du camp des amis de Protoguéroff, commandée par le voïvode Boris Izvorsky, qui lui aussi fut tué. La tchéta était composée de 17 hommes, dont deux seulement ont pu se sauver. Les amis de Protoguéroff, de leur côté, avaient envoyé une tchéta quelconque dans le district de Névrokop. Ils affirment que Boris Izvorsky est vivant et se trouve à Névrokop. Des paysans du district de Névrokop mécontents du régime des fascistes macédoniens, sont tués lors de ces rencontres.

Le 24 août a eu lieu un autre combat, encore plus grand et avec des conséquences beaucoup plus graves. Les amis de Protoguéroff affirment que dans ce combat ils ont réussi à tuer trente hommes et à blesser quelques dizaines parmi les partisans de Mikhaïloff, tandis que 4 à 5 hommes auraient été tués parmi les amis de Protoguéroff. Vandeff, un criminel qui sévit depuis quelques années dans les districts de Stroumitza et Pétritch, a été grièvement blessé et est soigné à Pétritch.

La situation dans le district de Pétritch.

La situation dans le district de Pétritch devient de jour en jour plus inquiétante et plus tendue. Tous les jours c'est un nouvel événement qui s'y produit.

Iv. Mikhaïloff est maître des villages suivants de l'arrondissement de Melnik: Sv. Vratsh, Lévonovo, Kromidovo, Prépetchéno. Il n'a pas d'accès dans les villages de la nou-tagne. La tchéta de Ilya Lérimsky, qui s'est déclarée contre Iv. Mikhaïloff, est forte de 55 hommes. Le 20 courant, l'adjoit

de Lérinski, Stavé de Kostour, entre dans le village de Kromidovo et procède au désarmement de la milice qui y est considérée comme fidèle à Mikhaïloff. Ilya Lérinsky a réussi à cerner et désarmer la tchéta de district du camp de Mikhaïloff, dirigée par Kolio Dédé Ilioff.

Le voïvode du camp de Protoguéroff, Dimache, s'est installé dans l'arrondissement de Pétritch. Les amis de Protoguéroff font de l'agitation parmi la population en lui disant qu'après avoir réglé leurs comptes avec les partisans de Mikhaïloff, ils vont dissoudre leur organisation dans le district de Pétritch, conservant seulement leurs postes à la frontière. Par cette agitation, ils veulent être agréables à la population qui a tellement souffert du vandalisme de ces tchéta.

Les autorités militaires ont fait publier un ordre, que tous les hommes «illégaux» doivent rendre leur séjour légal dans un délai de 24 heures; au cas contraire, ils sont déclarés des brigands. Cet ordre concerne aussi toute personne qui s'absente pendant 24 heures et qui ne pourrait pas justifier son absence. La population considère cette décision comme promulguée pour leurrer l'opinion publique étrangère.

Une grande partie des officiers, sur l'ordre de la Ligue Militaire, sont aux côtés des partisans de Protoguéroff. Voici quelques faits à l'appui: sept paysans des villages de Spatovo et Sklavé ont été enlevés par les partisans de Mikhaïloff sous prétexte d'avoir propagé des appels des amis de Protoguéroff. Ces malheureux paysans ont été enfermés dans la bâtisse de l'école de Sklavé, pour être tués. Leurs femmes sont allées à Sv. Vratch et y ont porté plainte au commandant militaire. Ce dernier a envoyé immédiatement un bataillon de troupes qui ont arrêté le maire du village et les sentinelles postées devant l'école, et libéré les détenus. L'archiviste de la commune de Sklavé a été soupçonné d'être au service des amis de Protoguéroff. Les partisans de Mikhaïloff cherchaient à le tuer; mais les militaires, en apprenant cela, l'ont fait fuir en l'habillant comme soldat et en le faisant diriger vers Doupnitza, en compagnie d'un sergent.

Le 14 août, un groupe d'amis de Protoguéroff ont voulu incendier la grande maison de Vandeff à Pétritch, où se trouvait précisément Ivan Mikhaïloff. Les militaires en ont eu vent et ont pris des mesures pour les en empêcher.

La situation dans l'arrondissement de Névrokop est très aiguë. L'assassin bien connu de Névrokop, Stoyan Philippoff, s'est aussi déclaré illégal.

31 août 1928.

N. N.

Sketcheli Arif bey

Sketcheli Arif est né en 1887 dans la ville de Xanthie (Sketché), en Thrace Occidentale. Il a reçu son instruction primaire dans sa ville natale. Ensuite il est entré à l'École Secondaire Militaire d'Andrinople, et plus tard à l'École Militaire Supérieure de Constantinople, qu'il a terminée en 1905. Jusqu'en 1913, il servit dans l'armée turque. A cette époque, après la guerre balkanique, il donna sa démission d'officier ture et se mit à la tête du mouvement national-révolutionnaire en Thrace Occidentale.

Après les massacres et les injustices commises pendant et après la guerre balkanique envers la population paisible Thracienne, cette dernière a été poussée à l'insurrection armée. Sketcheli Arif a été un des défenseurs de l'indépendance de cette région. Militant intrépide, il prit part dans l'insurrection et il fut à la tête du mouvement républicain de Goumdjina, en 1913.

Après la guerre générale, par le fameux et inique traité de Sévres, la Thrace Occidentale fut attribuée à la Grèce comme récompense pour sa participation aux côtés des Alliés. Avant même l'occupation effective de ce pays par l'armée grecque, les populations s'étaient révoltées comme un seul homme, et pendant plus de deux mois, les insurgés ont mené des combats acharnés contre l'armée régulière grecque qui massacrait et pillait la population turque et bulgare.

Après la débâcle de l'armée grecque en Anatolie, et pendant les pourparlers de paix entre la Turquie et la Grèce, Arif bey était envoyé spécial du gouvernement provisoire, et à Lausanne il défendit la cause de la Thrace Occidentale. Depuis lors, Sketcheli Arif était à la tête du mouvement national-révolutionnaire en Thrace et un des défenseurs les plus décidés de l'indépendance de ce pays. Arif bey, avec ses camarades, tous militants comme lui, propageait l'idée de la Fédération des peuples balkaniques.

Précipitamment atteint d'une maladie grave, Arif bey est mort le 12 juillet 1928 à Constantinople.

Profondément touchés, nous adressons nos condoléances à ses camarades thraciens et à sa famille.

P. Ch.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER
DIE BALKAN-FÖDERATION

Dr. Richard Schmincke

Dr. Richard Schmincke, geboren am 17. Oktober 1875 in Altenritte bei Kassel (Preußen), studierte Medizin und praktizierte als Kurarzt in Bad Elster (Sachsen) und Rapallo (Italien).

Als Gymnasiast und Student betätigte er sich in der sozialistischen Bewegung. Nach dem Kriege war er Mitglied des Spartakusbundes und beteiligte sich führend an den revolutionären Kämpfen in Sachsen. Im Jahre 1923 wurde er von der Reichswehr verhaftet und erst durch die allgemeine Amnestie wieder freigelassen. 1924 ging er nach China und beteiligte sich dort an der revolutionären Bewegung. Später war er Mitglied des sächsischen Landtages und hat im Parlament eine Reihe sozialpolitischer und gesundheitlicher Forderungen der Arbeiterklasse durchgesetzt.

Zur Zeit ist er Leiter des Gesundheitswesens in Berlin-Neukölln.

Die jetzige »Lösung« der mazedonischen, bessarabischen und anderer Nationalitäten-Fragen auf dem Balkan ist nicht

geschaffen durch den Willen, und entspricht nicht den Interessen der auf dem Balkan wohnenden Arbeiter und Bauern, sondern wurde allein durch die Interessen der imperialistischen europäischen Großstaaten und der herrschenden Oberschicht der Balkanstaaten diktiert, welche sich zu Werkzeugen der imperialistischen Politik, zum Schaden ihrer Völker, haben mißbrauchen lassen. Nicht die Grundsätze der Gerechtigkeit und Freiheit spielten in den Friedensverträgen, welche die Verhältnisse der Nationalitäten auf dem Balkan nach dem Weltkriege neu regelten, eine Rolle, sondern allein imperialistische Machtziele, in deren Interesse es lag, die Nationen auf dem Balkan gegeneinander auszuspielen. Es ist daher diese, nach dem Weltkriege gefundene, »Lösung« nur ein vorübergehender Zustand, in dem der Keim zu neuen kriegerischen Konflikten liegt, bei denen die Arbeiter und Bauern der Balkannationen die Leidtragenden sein werden.

Ebenso wie in China die imperialistischen Großstaaten dauernd kriegerische Verwicklungen zwischen den militaristischen Generälen anstiften, um dabei im Trüben zu fischen und ihre wirtschaftlichen und politischen Machtpositionen

auszubauen auf Kosten der chinesischen Arbeiter und Bauern, benützen die imperialistischen Mächte die Gegensätze zwischen den Balkannationen für ihre machtpolitischen Ziele. So stellt die räuberische Politik der Regierung Großbritanniens die nationalistischen Tendenzen der faschistischen Bewegung Italiens in ihren Dienst, um dauernde Unruhen auf dem Balkan zu unterhalten. Die Kämpfe an der albanischen Grenze, die Ermordung kroatischer Abgeordneter in der Skupschtina sind die Folgen der imperialistischen Störenfriede und ihrer Helfershelfer unter den herrschenden Klassen Italiens und auf dem Balkan. Die reaktionären Regierungen der Balkanstaaten, welche mit den brutalsten Mitteln gegen ihre Angehörigen aus der Arbeiterklasse und der Bauernschaft vorgehen, machen erst recht nicht halt vor den Rechten und den wirtschaftlichen Interessen der nationalen Minderheiten. So unterdrückt mit militärischer Gewalt die rumänische Bourgeoisie die Bauern Bessarabiens, die bulgarische Regierung die mazedonischen Minderheiten und die Regierung des serbischen Königs ermordet die für ihre nationalen Interessen demonstrierenden Mazedonier, Albanier, Kroaten. Da die heutigen Regierungen der Balkanstaaten nicht die Interessen ihrer Arbeiter und Bauern wahrnimmt, sondern Interessenvertretungen der Bourgeoisie sind, so sind sie dadurch gebunden an die Politik der imperialistischen Staaten Europas. Sie sind Werkzeuge in der Hand dieser Staaten und dienen neben ihren eigenen Klasseninteressen nur den Interessen der imperialistischen Bourgeoisie. Die Herrschaft der Bourgeoisie, welche nicht einmal den arbeitenden Massen ihrer Nation politische und wirtschaftliche Freiheit gewährt, ist deshalb erst recht nicht imstande, die Rivalität zwischen den Balkanvölkern aufzuheben und einen dauernden Frieden herzustellen. Auch demokratische oder sozialdemokratische Regierungen in den Balkanstaaten würden an diesen Zuständen ebensowenig etwas ändern, wie die jetzigen reaktionären

Regierungen, da auch diese die Regierungsgewalt im Interesse der Bourgeoisie ausüben und daher auch in Abhängigkeit von den imperialistischen Großmächten sein würden. Es ist unter der bürgerlichen Regierungsform, welchen Namen und welche Schattierung sie auch immer zeigt, keine Möglichkeit einer Balkanföderation, eines wahren Friedens und einer Aufhebung der Unterdrückung der Minoritäten gegeben. Die Bauern- und Arbeitermassen auf dem Balkan sind allein im Stande, die nationale Befreiung zu erkämpfen und einen Bund von freien Nationen auf dem Balkan herbeizuführen. Der einheitlich geschlossene Kampf der Arbeiter und Bauern zum Sturz der bürgerlichen Regierungen muß die Klassenherrschaft auf dem Balkan vernichten. Mit dem Sturz der Klassenherrschaft auf dem Balkan fällt auch der Einfluß der imperialistischen Mächte auf die Balkanvölker. Die soziale Revolution, die Diktatur des Proletariats und der Bauern, gibt so die Voraussetzung für die Verwirklichung der Balkanföderation. Mit der Beseitigung der ausbeutenden Klassen fällt die Ausbeutung der eigenen Volksgenossen und auch die Unterdrückung fremder Nationalitäten. Die Rivalität zwischen den Nationen ist nichts anderes, als der Ausdruck der imperialistischen Phase der kapitalistischen Konkurrenz, welche nicht mehr mit friedlichen Mitteln arbeitet, sondern an Stelle der friedlichen Mittel der Konkurrenz die Staatsmacht treten läßt. Mit dem Aufhören des Kampfes um Rohstoffe und Absatzgebiete, welcher das Wesen der bürgerlichen Regierungen ausmacht, werden auch die kriegerischen Verwicklungen der von der bürgerlichen Herrschaft befreiten Nationen beendet sein. Das Beispiel der föderativen sozialistischen Republiken Rußlands zeigt den Balkanvölkern den Weg, welchen sie zu ihrer nationalen und wirtschaftlichen Befreiung gehen müssen.

Dr. Richard Schmincke

Die bulgarische Regierung bekennt ihre Schuld

Ein Beitrag zum internationalen Skandal der Bulgarenhilfe

Nach der tragischen Erdbebenkatastrophe, die das bulgarische Volk in diesem Frühling heimgesucht hat, vernahm die europäische Öffentlichkeit neben den Hilferufen der internationalen Wohltätigkeitsorganisationen auch die Appelle der bulgarischen Regierung.

Die Zweifel an dem guten Willen der bulgarischen Regierung verdichteten sich allerdings sehr bald. Denn immer beunruhigender lauteten die Nachrichten, die man über die Verwendung der nach Bulgarien fließenden Wohltätigkeitsgelder vernahm. Es wurde vor allen Dingen die Tendenz gewisser bulgarischer Organisationen und Behörden als bedenklich empfunden, die Unterstützungsfonds der Kompetenz der in der Sammlung tätigen Organisationen zu entziehen und diese dem bulgarischen Innenministerium — »um die unparteiische Verwendung der Hilfe zu gewährleisten« — zu überweisen.

Unvoreingenommene Beobachter, darunter Vertreter der amerikanischen Presse, verwiesen in ihren Berichten auf diese Zweifel, die die weitesten Bevölkerungskreise bezüglich der zweckentsprechenden Verwendung der Hilfsgelder hegen. Das Zentralkomitee der Internationalen Arbeiterhilfe ließ sich durch die beunruhigenden Nachrichten bezüglich der Haltung der bulgarischen Regierung nicht zurückhalten, den leidenden Bauern- und Arbeitermassen der Erdbebenregion rasch zu Hilfe zu eilen.

Ihre in den verschiedenen sympathisierenden Gewerkschaftskreisen eingeleiteten Sammlungen ergaben sehr bald die ansehnliche Summe von 245.000 bulgarischen Lewas, die das Zentralkomitee sofort als erste Rate zur Verfügung des in Sofia konstituierten Arbeiter-Hilfskomitees für Bulgarien überwies.

Einige Wochen nach der Ueberweisung mußte aber das Zentralkomitee mit Bestürzung feststellen, daß die bulgarischen Behörden die Verteilung des Geldes in Form von Lebensmittel direkt an die notleidende Bevölkerung nicht zugelassen haben. Das bulgarische Innenministerium hat den Betrag vielmehr beschlagnahmt.

In einem Memorandum, das im Auftrage des Zentralkomitees durch den Abgeordneten Münzenberg der Berliner Bulgarischen Gesandtschaft überreicht wurde, forderte die Internationale Arbeiterhilfe hierauf die unverzügliche Freigabe der Gelder und freie Betätigung für das Arbeiter-Unterstützungskomitee in Sofia. Die bulgarische Regierung erwiderte aber durch ihre Gesandtschaft, daß sie durch die kritisierten Maßnahmen die Hilfstätigkeit von jeglicher parteipolitischen Färbung fernhalten wolle und stellte ohne Begründung

die Behauptung auf, daß die Uebermittlung des Hilfsgeldes »kommunistischen Propagandazwecken« diene.

Angesichts dieser Lage sah sich die Internationale Arbeiterhilfe gezwungen, zu erklären, daß es ihr unmöglich ist, die Gaben der solidarischen Arbeiterschaft dem bulgarischen Innenministerium zu übermitteln, einer Instanz, die bekannterweise nicht nur die schlimmste Verfolgung der Arbeiter und Bauern in Bulgarien durchführt, sondern nach authentischen Berichten unparteiischer Zeugen, die Finanzierung der mazedonischen Komitabschibanden von Protogeroff aus Hilfsgeldern in einem Maßstab betreibt, daß ein Kollektivschritt Englands und Frankreichs notwendig wurde, um dem untragbaren Skandal ein Ende zu bereiten.

Die Internationale Arbeiterhilfe bestand nach wie vor energisch auf der Verteilung der Arbeitergelder durch ein Arbeiter-Unterstützungskomitee.

Diese Erklärung der Internationalen Arbeiterhilfe, die die Absicht der bulgarischen Regierung, die für die Opfer der Erdbebenkatastrophe gesammelten Spenden für reaktionäre politische Zwecke zu verwenden, rücksichtslos aufdeckte, brachte die bulgarische Regierung offenkundig in große Verlegenheit. Sie setzte ihre Verdunklungsmanöver fort und ließ durch ihre Presseagenten in den faschistischen Organen des Auslandes mehrere Angriffe gegen die Solidaritätsaktion der Internationalen Arbeiterhilfe lancieren.

Die Internationale Arbeiterhilfe begann nun mit einer systematischen Aufklärungskampagne in der ganzen Öffentlichkeit. Das Ergebnis dieser Kampagne war, daß selbst der Arbeiterbewegung fernstehende Kreise und Behörden sich gezwungen sahen, gegen den Skandal der Bulgarenhilfe einzuschreiten. So wandte sich zum Beispiel der Reichsverband der deutschen Industrie und der Presse an die zuständigen bulgarischen bzw. deutschen diplomatischen Behörden. In den pazifistischen und Menschenrechtsorganisationen sowie Wohltätigkeitsvereinen setzte ein spontaner Proteststurm ein. Schriftsteller und Pädagogen, u. a. die Rektoren der Handelshochschulen von Königsberg und Leipzig, wandten sich beschwerdeführend an die bulgarische Regierung. Die verbreitetsten Organe der deutschen demokratischen Presse nahmen sich der Sache an. Frithjof Nansen erklärte brieflich seine Bereitschaft, auf der September-Tagung des Völkerbundes im Notfall bei der bulgarischen Delegation zu intervenieren. Nicht minder groß war die Solidarität unserer französischen Freundeskreise. Die »Union Fraternelle des Femmes contre la Guerre«, »La Ligue des Femmes pour la Paix Permanente«,

»CGTU«, protestierten scharf gegen die Haltung der bulgarischen Regierung. Das »Comité Français de Secours aux Enfants«, eine völkerbündliche Organisation, hat ihre Zentrale in Genf, sich für den unerhörten Korruptionsskandal der bulgarischen Regierung zu interessieren.

Unter dem starken moralischen Druck der fortgeschrittenen und besten Kreise der internationalen Öffentlichkeit sah sich die bulgarische Regierung gezwungen, das Geld der Internationalen Arbeiterhilfe wieder zur Verfügung zu stellen und ihre Schuld dadurch vor aller Öffentlichkeit zuzugeben.

Die Befürchtung liegt aber nahe, wenn es der bulgarischen Regierung durch das energische Auftreten der Internationalen Arbeiterhilfe verwehrt wurde, Arbeitergelder für ihre Mordbanden zu verwenden, um so ungehemmter und skrupelloser wird die Unterstützung derselben Formationen mit den Geldern der anderen spendenden Organisationen betrieben.

Die Internationale Arbeiterhilfe verlangt nun volle Klarheit! Klarheit über die Verwendung der Beträge aller anderen Organisationen und Personen, die dem Appell der Solidarität und Menschlichkeit gefolgt sind und mit ihrem Schärfein zur Bulgarenhilfe beigetragen haben. Alle Spender, alle Organisationen und die gesamte Öffentlichkeit, haben ein Recht, zu erfahren, wie die bulgarische Regierung mit den Hilfgeldern verfahren ist. Sie haben ein Recht, einen jeden Aufschluß und genaueste Rechnungslegung in aller Öffentlichkeit zu fordern. Vor allen Dingen sind sie aber berechtigt, zu ermitteln, in welchem Maße ihr Geld für »einseitig politische Zwecke« durch das bulgarische Innenministerium für die innermazedonischen, faschistischen Organisationen (IMRO) verwendet wurde.

Die Internationale Arbeiterhilfe will diesen Kampf im Interesse der schwergeprüften Bevölkerung Bulgariens und aller Freunde des bulgarischen Volkes bis zur letzten Klarheit verfolgen. Sie rechnet in ihrem Vorhaben auf die wärmste Unterstützung der ganzen Arbeiterschaft und darüber hinaus auf die aller, die guten Willens sind.

L. Gibarti

Nur ein Mißverständnis?

Im Septemberheft der Berliner Zeitschrift »Nord und Süd« schrieb Dr. Lazar Markovic einen ausführlichen Artikel über die kroatisch-serbischen Beziehungen. Der Schreiber wollte vor der öffentlichen Meinung des Auslandes die serbisch-kroatischen Beziehungen im richtigen Lichte darstellen und die Ursachen der jetzigen politischen Spannung, zwischen Serben und Kroaten, zwischen Belgrad und Agram kritisch analysieren.

Die nähere Ursache für diesen Versuch des Dr. Markovic war die Ermordung der drei kroatischen Abgeordneten in öffentlicher Sitzung der Belgrader Nationalversammlung durch seinen Parteigenossen Puniša Racic nebst aktiver Mithilfe zweier anderer Regierungsabgeordneten, Toma Popovic und Jovanovic Luna. Die unmittelbare Veranlassung aber war das Auftreten des Dr. Georg Krnjevic, des Hauptsekretärs der Radic-Partei in den Sitzungen der interparlamentarischen Union in Wien, vor welcher er gegen die Delegation des Belgrader Rumpfparlamentes protestierte und ihr das Recht absprach, die Kroaten und das kroatische Volk zu vertreten, die unter Zustimmung der maßgebenden Faktoren die Massaker der parlamentarischen kroatischen Vertreter veranlaßt haben, um ihren weiteren parlamentarischen Kampf unmöglich zu machen. In seiner weiteren Erklärung sagte der Vertreter der Radic-Partei im Namen der bäuerlich-demokratischen Koalition: »daß die Delegation des Parlamentes von SHS weder rechtliche, noch eine moralische Berechtigung hat, das kroatische Volk zu vertreten, und daß das kroatische Volk keine Verpflichtung fühlt, am allerwenigsten die finanziellen Lasten, wie Anleihen, Schuldverschreibungen anerkennen werde. Alle diese Verpflichtungen sind für das kroatische Volk null und nichtig. Im Auftrage der Führung der selbständigen kroatischen Bauernkoalition ließ der Generalsekretär Dr. Krnjevic allen maßgebenden Persönlichkeiten, der Presse und dem Vorstände der Interparlamentarischen Kommission diese Erklärung zukommen.

Wir werden den Versuch des Dr. Lazar Markovic verstehen, wenn wir die Erklärungen seines Namensvetters, des Finanzministers Dr. Bogdan Markovic, in den beiden Regierungen Velja Vukicevic' näher betrachten. Dieser Direktor der staatlichen Hypothekbank hatte durch die Uebernahme des Finanzportefeuilles die Aufgabe, mit seinen Finanzbeziehungen den Abschluß einer großen Auslandsanleihe zu ermöglichen. Zu diesem Zwecke weilte der Finanzminister Dr. Bogdan Markovic mehrere Monate im Auslande, hauptsächlich in London und Paris, und meldete endlich seiner Regierung, daß es ihm gelungen sei, eine

Auslandsanleihe von 50 Millionen engl. Pfund abzuschließen. Die erste Rate dieser Anleihe wird anfangs April dieses Jahres durch das Londoner Bankhaus Rothschild ausbezahlt werden. Zu diesem ist nur die Ratifizierung der Nettokonvention notwendig, weil die englischen Bankiers dies zur Sicherung ihrer Anleihen verlangen. Die weitere Entwicklung ist bekannt. Die Nettokonvention wurde ratifiziert. Die erste Rate der Anleihe ist bis heute aber noch nicht ausbezahlt...

Vor einiger Zeit brachten die südslawischen und ausländischen Zeitungen eine kurze Erklärung des gewesenen Finanzministers Dr. Bogdan Markovic, worin er sagt, daß die Anleihe fix und fertig gewesen sei, die Effektivierung aber infolge der hochverräterischen Umtriebe im Innern des Landes unmöglich geworden wäre.

Diese Nachricht brachte die Regierungspresse ohne jedes Kommentar.

Jetzt wird uns auch die Aktion Dr. Lazar Markovic im Auslande verständlich. Wer wäre auch wohl berufener, über diese Frage zu schreiben? Dr. Lazar Markovic ist der Schöpfer der Vidovdan-Verfassung, Ideologe der radikalen Partei und Chefredakteur ihrer Tageszeitung »Samouprava«. In den wichtigsten Fragen und Augenblicken erbitet man seinen Bescheid und hört auf sein Wort. Er vertritt die regierende Partei und den Staat SHS auf allen Konferenzen im Auslande. Zu Hause gibt er Direktiven im politischen Leben und intrigiert zwischen den Parteiführern der radikalen Partei.

Was schreibt Dr. Lazar Markovic über den serbisch-kroatischen Streit?

Dr. Lazar Markovic setzt den zehnjährigen Kampf des kroatischen Volkes, seine in diesem Dezennium ausgestandenen Martern und Leiden auf eine Bestrebung herab: die Verwaltung und den Verwaltungsapparat zu verbessern.

Die Ursache der »Mißstimmung« unter den Kroaten sieht er in dem Führer der Kroaten, Svetozar Prbicevic.

Ueber diese Erklärung braucht man kein Wort zu verlieren, da Dr. Markovic selbst ganz gut weiß, daß es nicht so ist. Aber es beliebt ihm und dem Regime, die europäische öffentliche Meinung irre zu führen. Ihnen ist nicht genug, daß der Belgrader Dispositionsfonds seit 20. Juni, seit dem Tage der Ermordung der Kroaten in Belgrad, zu diesem Zwecke 200 Millionen Dinar für die Auslandspresse ausgegeben hat. Zur Beeinflussung der öffentlichen Meinung mobilisierten sie den ganzen einheimischen Apparat und ihre politischen Auslandsvertretungen und Agenturen. Zu diesem Zwecke bezahlen sie auch die Presse von Belgrad. Noch heute steht der Chefredakteur der Belgrader Regierungszeitung »Jedinstvo«, Salkovic, der mit seinem Genossen Ristic monatlang in seiner Zeitung zum Morde gegen Stephan Radic aufstachelte, auf der Lohnliste des Finanzministeriums (Schmugglerfonds) mit 3000 Dinar monatlich, auf der Lohnliste des Innenministeriums mit 2000 Dinar monatlich, auf jener des Ministeriums des Aeußeren mit 1500 Dinar monatlich. Auf denselben Lohnlisten befinden sich auch der Regierungsjournalist Pera Taletoff, der seit einiger Zeit in dem Organe des gewesenen Ministers des Aeußeren Momchilo Nincic, »Vremes«, die kroatische Befreiungsbewegung niederträchtig angreift und seine Lohnherren auffordert, mit Gewalt jeden Widerstand gegen die hegemonistische Vormachtsstellung der Belgrader Bourgeoisie zu brechen.

Zur Irreführung der öffentlichen Meinung schreibt auch Lazar Markovic, welcher gegen sein besseres Wissen ad usum Delphini in der deutschen Zeitschrift »Nord und Süd« falsch über den kroatisch-serbischen Streit berichtet. Der Kampf der Kroaten bewegt sich nicht darum, ob sie die jetzige Einteilung des Landes in Kreise bleiben wird, ob sie sich erweitern oder zusammenschließen, ob diese Gebiete selbständige Beamte und Diener anstellen werden oder nicht, ob sie größere Summen von den Staatseinnahmen erhalten werden oder sich mit den Brosamen begnügen müssen.

Der Kampf ist entbrannt gegen die Grundlagen dieses Staates — gegen Tyranie und Hegemonie, für Freiheit und Gleichberechtigung!

Die Gewalthaber wissen das wohl und schließen deshalb ihre Reihen. Wenn auch ihre Parteien von der Freiheit, Selbstverwaltung, von der Dezentralisierung der Verwaltung schwefeln, sind ihre Führer doch darin einig, die Förderungen der Kroaten grundsätzlich abzulehnen. Auch die Gewalthaber sind nicht gegen eine bessere Verwaltung und einen besseren Verwaltungsapparat; ein Teil fordert auch größere Verwaltungseinheiten. Im Kampfe gegen die Kroaten gebrauchen sie aber andere Worte und andere Ge-

danken. Die breite jugoslawische Seele, der Ideologe der demokratischen Partei, Unterrichtsminister Milan Groll, spricht oft von den Vorrechten »des zentralen Teiles des Volkes« und der berühmte Rufer in der Wüste »Jugoslaven vereinigt Euch«, Ljuba Davidovic erklärte, daß die Belgrader Bourgeoisie ihre Steuern für hundert Jahre vorausgezahlt habe. Die Belgrader Presse beruft sich auf die bekannte Rede von Pasic in Bjelina: »Diesen Staat schufen die Bleikugeln — nicht die Gummikugeln. Und nur solche Bleikugeln werden ihn zerstören können«. Der feige Führer der serbischen Landwirtpartei, Joca Jovanovic erklärt, daß die föderalistische Form die Schwächung dieses Staates bedeute und seine Partei deswegen gegen jede föderalistische Bestrebung der Kroaten kämpfen werde.

Solche Reden der großserbischen Parteiführer und solche Stimmung der Belgrader Parteipresse, fast ohne Unterschied der Parteischattierungen, zeigt uns am besten die wirklichen Ursachen der jetzigen politischen Spannung in Jugoslawien.

Lazar Markovic und den anderen beliebt es, diese Sache vor der öffentlichen Meinung als unbedeutend hinzustellen. Dr. Lazar Markovic meint sogar, daß nur einige unbedeutende Verbesserungen in seinem Lebenswerk, der Vidoydan-Verfassung, die Kroaten beruhigen werden und daß dann im militaristischen reaktionären Kamarillastaate SHS Milch und Honig fließen werde. Sollten sich aber die Führer der Regierungsparteien vom Gegenteil überzeugen, mögen sie in die kroatischen Gebiete kommen und sich mit den breiten kroatischen Massen, mit den Arbeitern und Bauern in Verbindung setzen, dann werden sie vielleicht erfahren, was das kroatische Volk will, und sehen, wie es denkt und wie es fühlt. Dann werden sie fühlen, daß auch die Rede des

Bauernführers Dr. Vlatko Macek, am Grabe der Opfer von Zapreschtsch, als im Jahre 1903 drei kroatische Bauern, als sie die ungarische Fahne, das Symbol des ungarischen Hegemonismus und der Fremdherrschaft herunterrissen, den Tod fanden, welche ein selbständiges Kroatien im Rahmen dieses Staates verlangten, nur ein diplomatischer und taktischer Trick ist, weil die Massen, das ganze kroatische werktätige Volk von diesem »Rahmen des Staates« nichts hören will.

Nein! Der Kampf zwischen Serben und Kroaten — um in dem Stile der Belgrader Presse zu reden — ist — obwohl in der Tat der Kampf des kroatischen und anderer unterdrückter Völker gegen die Hegemonie und Knechtschaft geführt wird und nicht allein einen Kampf zwischen Kroaten und Serben darstellt — kein Mißverständnis.

Der Kampf der Kroaten ist kein Parteikampf für irgendeinen taktischen Erfolg, noch weniger was ihm Dr. Lazar Markovic vor der europäischen öffentlichen Meinung absichtlich zuschiebt, ein sentimentaler Wunsch nach besserer Verwaltung und Reform des Verwaltungssystems.

Wenn Dr. Markovic und die Gewalthaber wirklich glauben sollten, all das was sie schreiben und reden, dann wäre das wirklich ein tragisches Mißverständnis, weil der Kampf der Kroaten: der Kampf für vollständige Unabhängigkeit und Selbständigkeit ist!

In diesem Kampf wird das kroatische Volk nicht müde werden! In gemeinsamer Mitarbeit mit den anderen unterdrückten Völkern wird es sein Ziel erreichen — die Fesseln der Knechtschaft brechen und das Ideal der Freiheit verwirklichen!

Krešimir Ivačić

Bulgarische Ausstellung „Fünf Jahre weißer Terror“ (9. Juni 1923 bis 9. Juni 1928)

»Denen, die fragen: — ist es wahr? — muß man antworten — Die Wahrheit ist noch schlimmer!«

»Henker«, von H. Barbusse.

Es ist bezeichnend, daß neben der internationalen »Pressa«-Ausstellung in Köln gleichzeitig zwei andere, inoffizielle Ausstellungen veranstaltet wurden, nämlich eine bulgarische Antiterror- und eine italienische antifaschistische Presseausstellung. Und was die »Pressa« nicht zeigt, die moderne grausame Unterdrückung, die blutige physische Ausrottung, die Erwürgung der Presse- und Koalitionsfreiheit, ist auf beiden Ausstellungen plastisch und wirkungsvoll vor Augen geführt.

Die bulgarische Antiterrorausstellung wurde am fünften Jahrestage des Staatsreiches (9. Juni 1923 bis 9. Juni 1928) eröffnet, dem Jahrestage des Einsetzens der Ära des weißen Terrors in Bulgarien. Die Ausstellung bezweckt, durch Bilder, Photos, zahlreiche Zeitungsausschnitte aus der internationalen Presse, Statistiken, Diagramme usw. ein Bild des weißen Terrors in Bulgarien zu geben und zugleich den Kampf gegen dieses grauenhafte Regime in plastischer Weise darzustellen.

Die Ausstellung wurde in eine Reihe größerer Abteilungen geteilt.

I. Presseabteilung.

Schon beim Betreten der Ausstellung wird die Aufmerksamkeit des Besuchers auf ein drei Meter hohes Plakat gelenkt. Es ist das eindrucksvollste Plakat, eine Tafel der durch den Weißen Terror ermordeten Journalisten, Schriftsteller und Künstler — 44 an der Zahl! Am Kopf der Tafel sieht man eine außerordentlich eindrucksvolle symbolische Darstellung: ein Dolch durchbohrt eine Hand, die die Feder führt.

Unter diesen Opfern des Liaptscheff-Zankoff-Regimes befinden sich außer Kommunisten und Bauernbündlern auch bürgerliche (Dr. Genadjeff) und parteilose oppositionelle Journalisten (wie Josef Herbst, der lebendigen Leibes in der Zentralheizung der Sofioter Polizeidirektion verbrannt wurde. Auch ein Frauennamen findet sich in dieser Totenliste: Anna Majmunkova, die jahrelange Volksschullehrerin und Chefredakteurin der kommunistischen Frauenzeitung »Ravenstwo« (»Gleichheit«) und nach dem Umsturz bis zu ihrer Ermordung (Juni 1925) der Zeitung »Rabotnitschka« (»Arbeiterin«) war.

Dieses Plakat sowie die »Totenliste« der 46 verbotenen bulgarischen Zeitungen, Zeitschriften und Bücher während der letzten 5 Jahre hat am meisten die Empörung der Be-

sucher, die meist von der »Pressa« kamen, vor allem der ausländischen Journalisten gegen das Regime hervorgerufen.

Die Presseabteilung enthält noch große Tafeln mit den Köpfen sämtlicher europäischen Zeitungen (nach Ländern geordnet), die gegen das Terrorregime in Bulgarien Stellung genommen haben.

Jede Tafel enthält 30 bis 40 solche Zeitungsköpfe.

Zwei andere Tafeln enthalten Telegramme des Wolff-Büros und der Bulgarischen Telegraphenagentur mit Telegrammen über Bulgarien. Obwohl diese Telegramme tendenziös gefärbt sind, sind sie doch bezeichnend genug für die Massenverfolgungen und Regierungsgrausamkeiten. Der Text der Telegramme wird belebt durch Photos, die sich auf die berichteten Ereignisse beziehen.

Drei andere Tafeln enthalten die Titelblätter aller im Auslande gegen den weißen Terror in Bulgarien erschienenen Broschüren. 22 solcher Broschüren sind in deutscher, französischer, russischer, bulgarischer und anderen Sprachen erschienen! Die meisten sind durch die I.R.H. herausgegeben, manche aber auch von der Liga für Menschenrechte (Deutschland, Frankreich) und ähnlichen Institutionen.

Die Tafeln dieser Abteilung, die hunderte aller bekannten europäischen Arbeiter- und demokratisch-liberalen Zeitungen darstellen, ergänzt durch Photos und Aufsätze, Versammlungsplakate und Protestaufrufe, gehören zu den eindrucksvollsten Objekten der Ausstellung und geben dem Besucher ein Bild von den massenhaften, machtvollen Protesten im internationalen Maßstabe gegen das niederträchtige Henkerregime in Bulgarien.

Den Abschluß der Presseabteilung bilden 15 große Sammelbücher mit zahlreichen Zeitungsausschnitten aus der internationalen und bulgarischen Presse. Diese Sammelbücher sind länderweise eingeteilt. Für die deutsche und bulgarische Presse gibt es eigene Sammelbücher für die bürgerliche und Arbeiterpresse. Sie enthalten ein wertvolles Material an Artikeln und Nachrichten und sind von dauernder historischer Bedeutung. Außerdem gibt es spezielle Sammelbücher der I.R.H. und der Liga für Menschenrechte, in welchen Proteste, Telegramme, Aufrufe, Plakate von Protestversammlungen der erwähnten Organisationen enthalten sind.

Weiter finden sich vor an speziellen Büchern je eines der Nachrichten des Pariser und Wiener Komitees zur Bekämpfung des Weißen Terrors auf dem Balkan und je ein Album mit der Namensliste der Ermordeten (bezirksweise) und der politischen Gefangenen (nach Gefängnissen geordnet).

II. Ermordete und »spurlos Verschwundene«.

Diese Abteilung enthält zahlreiche Photos und Bilder der Ermordeten, viele Kunstbilder über die schrecklichen Massenblutbäder vom September 1923 und April 1925 und einige Tafeln mit Trauernachrichten (Zeitungsausschnitte) über Ermordete. Diese Trauernachrichten sind eine der spezifischen Arten des Protestes seitens der Verwandten und der Kameraden der Ermordeten. Die Redakteure der Arbeiterpresse müssen selbst für solche Trauernachrichten ins Gefängnis wandern. Mit solchen Trauernachrichten kann man ganze Wände füllen. Besonders erschreckend sind die Listen der Opfer der Massenblutbäder, wie die von Tatar-Pazardschik mit 34 Ermordeten und deren beigefügten Photos; vom Dorfe Gorna Gnoinitza mit 80 ermordeten Bauern; von Sofia mit 180; von Tirnowo mit 30; von Plowdiw mit 48; die Liste der ermordeten 74 Rechtsanwälte usw.

III. Die lebendig Begrabenen.

Einige Tafeln und Plakate, versehen mit zahlreichen Photos der politischen Gefangenen, sowie viele gezeichnete und gemalte Bilder geben eine Vorstellung von dem grausamen Wüten der Weißen Justiz gegen die lebendig Begrabenen, noch am Leben gebliebenen politischen Gefangenen Bulgariens.

Drei Bilder fallen vor allem auf: das mächtige Gebäude des Sofioter Zentralgefängnisses (in nächtlicher Beleuchtung) und zwei große Plakate, eines die angeblich blinde Justiz, das andere die hinter Kerkgittern schmachenden politischen Gefangenen darstellend.

Zahlreiche Bilder an den Wänden zeigen die grausamen Folterungen der politischen Gefangenen, mit denen bei der Untersuchung die Richter und sadistischen Polizisten Geständnisse zu erpressen suchen. Die berüchtigsten Mittel der Inquisition werden hier übertroffen.

Augenblicklich befinden sich in den 22 Kreisgefängnissen Bulgariens rund tausend politische Gefangene, darunter viele Jugendliche und Frauen. Außerdem finden täglich neue Verhaftungen statt.

Doch die internationale proletarische Solidarität wacht, und trotz der grausamen Foltermethoden bricht sie sich Bahn. Man sieht auf der Ausstellung von den bulgarischen politischen Gefangenen verfertigte und ihren Paten (IRH.-Organisationen in Westeuropa und in der Sowjetunion) geschickte Geschenke, wie Stickereien, Handarbeiten der Frauen der politischen Gefangenen, Holzschnitzereien, darunter ein wundervoller Bilderrahmen, das Gefängnisportal darstellend, von einem Sofioter Politgefangenen.

IV. Die Henker.

Diese sind auf einigen Tafeln dargestellt. Photographien zeigen die Bluthunde Bulgariens: König Boris, die Minister und Generale des Zankoff-Liapttscheff-Kabinetts und andere berühmte gewordene Massenschlächter. Neben den intellektuellen Urheber der Mordtaten die physischen Mörder: Photos der Zigeuner-Henker, der Polizisten und Offiziere, der »unverantwortlichen Elemente« und Agent-Procureure. Auf einer eigenen Tafel die Faksimile der Druschelowsky-Fälschungen im Zusammenhang mit dem Attentat auf die Kathedrale u. a. m.

Neben den Photos sieht man einige außerordentlich eindrucksvolle künstlerische Darstellungen und politische Karikaturen der Haupt Henker. So ist zu sehen Zankoff, bis zu den Knien in Blut wadend mit der folgenden treffenden Unterschrift: »Alexander Zankoff, der Bulgarien in ein Meer von Blut erstickt hat.« (»Berliner Tageblatt« vom 9. März 1928).

»Zankoff... bei dem Namen denkt man unwillkürlich an Hände, von denen Blut tropft, an Augen, die menschliches Leben aussaugen wollen.« (Deutsche Weltjugendliga.)

Auf einigen Karikaturen werden in trefflicher Weise gezeigt die Drahtzieher des Weißen Schreckens in Bulgarien, nämlich Chamberlain und Mussolini in Kompagnie mit Liapttscheff und anderen Henkern.

Auf äußerst interessante Weise wird durch Diagramme der »Vernichtungsapparat des bulgarischen Faschismus« dargestellt. Im Zentrum dieses Apparates ist die Militärliga — der sogenannte Konvent — als Werkzeug des Großkapitals und der Finanz. Der Apparat dehnt sich über das Innenministerium, die Polizeiverwaltung, die IMRO (»Innere mazed. Org.«), Wrangel-Formationen in Bulgarien, Reserveoffiziers- und Unteroffiziersorganisationen, und endet bei den faschistischen Organisationen, den sogenannten »unverantwortlichen Elementen«.

V. Statistische Abteilung.

Diese Abteilung ist außerordentlich belehrend sowohl über die tieferen Gründe des Staatsstreiches vom 9. Juni

1923 und auch über den ständigen Niedergang Bulgariens, wirtschaftlich und kulturell, unter dem faschistischen Regime.

Hier zeigen einige statistische Diagramme den Zuwachs des Bauernbundes (Stamboliisky-Partei) und der K. P. Bulg. bei den Parlamentswahlen im Jahre 1920, 1922 (Referendum) und 1923 und zugleich das Verschwinden der bürgerlichen Parteien. So bekamen die ersteren im Jahre 1923 775.115 Stimmen (die K. P. Bulg. allein 220.000 Stimmen), während alle bürgerlichen Parteien einschließlich der SP. 235.395 Stimmen erhielten. So hat die bulgarische Bourgeoisie den »demokratisch-parlamentarischen« Boden verlassen und am 9. Juni 1923 zum Militärputsch, zur offenen Diktatur gegriffen.

Die Tafeln mit der Statistik der Opfer des Weißen Terrors zeigen, daß Bulgarien im Vergleich mit China, Ungarn und Deutschland den höchsten Vergleichssatz aufweist. Nämlich: Bei einer Bevölkerung von 5 Millionen bilden die 27.000 Opfer des Weißen Terrors 5,4‰ der Gesamtbevölkerung, während es in China 0,4‰, in Deutschland 0,333‰ sind. (Diese Daten sind dem Material der IRH. entnommen.) Ähnlich sind die Verhältnisse beim Vergleich der Opfer an Verhafteten, politischen Verurteilten, politischen Prozessen, Kerkerstrafen und Mißhandlungen.

Andere Diagramme zeigen sehr treffend im Vergleich die Steuern, Budgets vor und nach dem Umsturz, die Ausbeutungs- und zynische, reaktionäre Politik der faschistischen Regierung. So z. B. enthält das faschistische Staatsbudget: 57% für Polizei, Administration und staatliche Institutionen, 38% für Militär und nur 5% (fünf Prozent) für wirtschaftlichen Aufbau und kulturelle Tätigkeit.

VI. Künstlerische Darstellungen und politische Karikaturen.

Alle die Greuelthaten des Weißen Schreckens, die zahllosen Opfer, dieses Meer von Blut, werden in der Ausstellung noch wirksam illustriert durch Zeichnungen, Gemälde und politische Karikaturen bulgarischer Künstler, die selbst unter diesem Terror gelitten haben. Die Wirkung dieser Bilder auf den Besucher ist unaussprechlich, da bei diesen Bildern Darstellung der Wirklichkeit und künstlerisch höchste Form sich vereinigen.

VII. Andere Abteilungen.

Die Ausstellung enthält noch andere Abteilungen, die nur ein Teilproblem behandeln oder deren Ergänzung noch notwendig ist. Solche sind: a) Die bulgarischen Polit-émigranten, vorläufig nur Photomaterialien aus dem Leben der bulgarischen politischen Emigranten in Jugoslawien; b) Genossenschaftsabteilung, auf einer Tafel dargestellt die aufgelöste Arbeiterkooperative »Oswoboschdenie« mit ihren 70.000 Mitgliedern und 400 Filialen, mit den beschlagnahmten Geldern von über 15.000.000 Lewa und ihrem eigenen Hauptgebäude (Zentrale) in Sofia — ein mächtiges, modernes Gebäude — jetzt die Polizeidirektion! c) Gewerkschafts- und d) Jugendabteilungen mit Listen und Photos der ermordeten Gewerkschafts- und Jugendverbandsfunktionäre; e) die Abteilung der Foltergeräte — vorläufig nur in Zeichnungen — und andere Abteilungen mit Berücksichtigung der Gliederung der Opfer (beruflich; Stadt und Land; Nationalrevolutionäre usw.).

Die Gesamtwirkung der Ausstellung, als ein neues Mittel zur Bekämpfung des Weißen Terrors in Bulgarien und überhaupt des Weißen Terrors hat sich vollkommen bewährt. Nicht nur die Arbeitermassen, die zu Hunderten die Ausstellung besuchten, sondern weit über die sozialdemokratische und linksbürgerliche Presse und kulturellen und pazifistischen Kreise wurde durch die Ausstellung die Aufmerksamkeit und der Protest gegen das Blutregime in Bulgarien erweckt.

Von Köln wurde die Ausstellung inzwischen nach Berlin gebracht und sie wird durch die großen Städte Deutschlands und Westeuropas wandern. Die Ausstellung, die vor allem von den klassenbewußten Arbeitern besucht werden muß, soll den internationalen Kampf gegen das bulgarische Terrorregime — das gerade in diesen Tagen mit neuen Arbeiterprogromen droht — auf eine höhere Stufe heben, und zwar unter den Parolen:

Protest gegen die jüngsten politischen Morde und Massenverfolgungen der Arbeiter!

Sofortige volle, bedingungslose Amnestie!

Abschaffung des Gesetzes zum Schutze des Staates!

Restlose Unterstützung der heroisch kämpfenden bulgarischen Arbeiter und Bauern gegen die blutbefleckte Ljapttscheff-Regierung!

D. Iwanoff

Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern! Die Unabhängige Arbeiterpartei und die nationale Frage in Mazedonien*)

VII.

Was zeigt uns diese oben kurz geschilderte Geschichte Mazedoniens und des Befreiungskampfes seiner Bevölkerung? Sie zeigt uns, daß die mazedonische Bevölkerung die Fähigkeiten hatte sich selbst zu organisieren, den Kampf für seine Freiheit zu führen und erfolgreichen Widerstand der Unterdrückung des Hamidregimes zu leisten, sich vor dem Raub und dem Terror der türkischen Behörden und türkischen feudalen Herren-Agas und Beys zu schützen. Sie zeigt uns weiter, daß die mazedonische Bevölkerung es richtig verstanden hat, daß es sich einzig und allein durch den Kampf befreien kann und daß dieser Kampf in Mazedonien geführt und von Mazedoniern geleitet werden muß. Die ersten mazedonischen Kämpfer hatten diesen Kampf als einen wahrhaften Befreiungskampf der Massen aller unterdrückten Nationen, die in Mazedonien leben, aufgefaßt und infolgedessen alle unterdrückten Massen in die revolutionäre Organisation, die für die Befreiung kämpfte, hereingezogen. Das war ein guter Beginn.

Aber die oben kurz geschilderte Geschichte zeigt uns auch, daß die Bourgeoisien und Monarchien der benachbarten Balkanstaaten die revolutionäre Befreiungsbewegung der Mazedonier verhinderten und schwächten. Den Bourgeoisien und Monarchien war es nicht um die Befreiung Mazedoniens zu tun, sondern jeder für sich versuchte, Mazedonien oder dessen größten Teil zu rauben. Sie führten ihre »nationale Befreiungsaktion« in der Richtung, die mazedonische Bevölkerung unter den Einfluß und die Führung ihrer chauvinistischen Agenten zu bringen, und redeten ihr ein, daß sie sich nicht ohne diese oder jene Monarchie, ohne Anschluß an diesen oder jenen Staat, ohne Krieg und die Besiegung des anderen Staates befreien könnte.

Drei blutige Kriege kennzeichneten diese »Befreiungs«politik der Balkanstaaten, welche Leid und Unterjochung über Mazedonien brachten, zugleich aber die armen Massen Mazedoniens von Irrtümern heilten.

Die mazedonische Bevölkerung begann nun wieder zu ihren alten Traditionen, ihren alten Parolen von 1913 zurückzukehren, die auf der ersten mazedonischen Fahne der ersten revolutionären Organisation Mazedoniens, die in Saloniki geschaffen wurde, geschrieben waren: Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern! Die Unabhängigkeit Mazedoniens! Das autonome Mazedonien als Mitglied der Balkan-Föderation!

Die mazedonische Bevölkerung wurde der Okkupationen und Annexionen aller »befreienden« Bourgeoisien, ihrer Heere und Gendarmerien satt. Blutige Spuren, Trümmer, Leid und Gräber blieben zurück. Bereits 1920 stimmte mehr als die Hälfte Mazedoniens, alles, was litt und verfolgt war, für die revolutionäre Arbeiterpartei, auf deren Fahne die Parole des unabhängigen Mazedoniens und der Föderation der Arbeiter- und Bauernrepubliken geschrieben waren. Die Massen fühlten, wo die Rettung war: im revolutionären Sozialismus, im gemeinsamen Kampf mit der Arbeiterschaft, die ebenso wie sie unter dem Joche der Reichen und Mächtigen ächzt.

Die revolutionäre Arbeiterpartei,¹⁾ für welche die Mazedonier bei den Wahlen von 1920 ihre Stimmen abgaben, wurde 1921 durch Gewalt und Terror aufgelöst. Die Ideen aber, der Geist dieser Partei leben in Hunderten und Tausenden von Menschen fort und können nicht erwürgt werden, denn sie werden durch die kapitalistische Ordnung bestimmt und durch den Terror und die Unterdrückung der Herrschenden bestätigt: sie sind der Ausdruck der Wünsche und Bestrebungen der Mehrheit der werktätigen, ausgebeuteten und unterdrückten Bevölkerung aller Nationen und Konfessionen des Landes.

Es sieht scheinbar so aus, als ob die Mazedonier unter dem verstärkten Druck des blutigen Regimes von 1921 in ihrem Glauben an ein gemeinschaftliches Vorgehen mit der revolutionären Arbeiterschaft wankend geworden wären. Oder hatten sie vielleicht unter dem Drucke der Bajonette den Mund geschlossen, sind still geworden und warten ab?

Der Kampf, der neuerlich im ganzen Lande entflammt, muß auch die mazedonische Bevölkerung erinnern,

daß sie niemals den Glauben verlieren noch ermüden darf, daß sie niemals den Kampf für ihre Freiheit gegen das heutige Regime unterbrechen darf.

An der Spitze der Arbeitermassen steht heute die Unabhängige Arbeiterpartei,²⁾ die stolz und hoch die Fahne hält, auf der die Rechte des werktätigen Volkes, das Recht der Nation auf Selbstbestimmung, das Recht des Bauern auf den Boden, aufgeschrieben sind. Ihre Kämpfer werden täglich eingekerkert und von den Dienern des Regimes verfolgt — sie fallen in Mazedonien wie in den anderen Provinzen. Die Unabhängige Arbeiterpartei ermüdet nicht im Kampfe und darf auch nicht ermüden. Ohne Opfer gibt es keinen Erfolg und Sieg — das wissen die Mazedonier am besten.

Die Unabhängige Arbeiterpartei empfindet es für ihre erste Pflicht, gerade angesichts dieses traurigen Zustandes, in welchem sich die mazedonische Bevölkerung befindet, da sich zwei mazedonische Organisationen in den Dienst des serbischen und bulgarischen blutigen Regimes gestellt haben, den Geist der mazedonischen Bevölkerung zu heben, ihr im Kampfe die Hand zu reichen. Sie ruft alle revolutionären Elemente, die für die Freiheit und das Recht der Selbstbestimmung der Mazedonier kämpfen, zu gemeinsamem Kampfe auf.

Indem sie dies tut, bleibt unsere Partei nur dem internationalen revolutionären Sozialismus treu, der festlegt, daß eine Arbeiterpartei ihre Befreiungsrolle einbüßt, wenn sie nicht aktiv den Kampf für alle national und sozial Unterdrückten organisiert und alle national und sozial Unterdrückten und Entrechteten zum Kampfe führt.

Unsere Partei hat einen klaren und bestimmten Standpunkt gegenüber Mazedonien und der nationalen Frage angenommen. Sie hat ihren Standpunkt in bezug auf Mazedonien ausgearbeitet und Resolutionen zur nationalen und mazedonischen Frage, die sie in ihrem Organ »Radnik« veröffentlichte, gefaßt. Unsere Partei stellt fest, daß Mazedonien (so wie Thrazien) national unterjocht ist und die einzige Lösung der mazedonischen Frage: »... allein durch die Schaffung eines autonomen Mazedoniens und seiner Eingliederung mit den übrigen Balkanländern in eine Föderative Balkanrepublik möglich ist, der Friede zwischen den Balkanvölkern hergestellt wird und günstige Bedingungen für ihre Existenz und politische Unabhängigkeit gesichert werden«.

Die serbische, bulgarische und griechische Bourgeoisien kämpfen gegeneinander über den Kopf des Volkes hinweg um den Besitz Mazedoniens.

Dadurch richten sie die Mazedonier zugrunde, zerstören sie ihre Wirtschaft und ihre Heime. Wir fordern, daß das mazedonische Volk ausspricht, wie und mit wem es leben will, genau so, wie dies zahlreiche Nationen in Rußland aussprachen. In Sowjetrußland haben alle Nationen das Recht auf Selbstbestimmung bis zur vollständigen Trennung, wenn sie es wollten, erhalten. Und trotzdem entschieden sie sich dafür, zusammen zu leben, weil sie auf diese Art am besten die Kapitalisten und die Gutsbesitzerklasse vom Halse abschüttelten. Auch unsere Partei kämpft für so eine volle und richtige Selbstbestimmung bis zur Los-trennung — für die Mazedonier, wie auch für alle übrigen Nationen in Jugoslawien.

Jugoslawien unterdrückt heute die Nationen in Mazedonien, vernichtet alle ihre nationalen, politischen und kulturellen Notwendigkeiten, quält sie, terrorisiert und mordet. Deswegen hält es unsere Partei — wie auch alle anderen revolutionären Parteien des Balkans — »... für ihre Pflicht, sich mit größter Energie für die politischen, nationalen und kulturellen Rechte und Freiheiten der unterdrückten Völker Mazedoniens einzusetzen. Sie wird offen alle Gewalttaten der Behörden gegen die unterdrückten Völker brandmarken und in gemeinsamer Front mit ihnen gegen den herrschenden Terror und die Entrechtung kämpfen«.

Die Resolution unserer Partei stellt den Mazedoniern gut bekannte Tatsachen fest, spricht von ihrer nicht nur politischen Sklaverei, sondern auch von der Sklaverei durch

*) Siehe „Balkan-Föderation“ Nr. 86 vom 15. Februar 1928.

1) Kommunistische Partei Jugoslawiens.

2) Dieselbe wirkte 1924 als legale revolutionäre Arbeiterpartei, in dessen Verlag diese Broschüre erschien, wurde aber in der Folge von der Regierung aufgelöst.

die feudalen Agas und Beys und von der wirtschaftlichen Sklaverei aller armen Schichten.

»Die werktätigen Massen in Mazedonien sind außer der politischen und nationalen Sklaverei dazu noch der maßlosen Ausbeutung seitens der Großgrundbesitzer, Kapitalisten, Wucherer und anderer Nichtsteuer ausgesetzt. Ein großer Teil der Bauern, die kein Land besitzen oder bodenarm bleiben, sind Hörige der Beys (Großgrundbesitzer) und Wucherer. Die Proletarier besitzen nicht den kleinsten Schutz ihrer Arbeit, Handwerker und kleine Kaufleute, wie auch die ganze werktätige Masse werden rücksichtslos durch schwere Steuern, spekulative Machinationen u. a. ausgeraubt. Demnach ist der Klassenkampf in Mazedonien zwischen dem werktätigen Volke und seinen Ausbeutern in vollem Gange. In diesem Kampfe sieht unsere Partei auf Seiten der Ausgebeuteten und fordert: die Beschlagnahme des Gutsbesitzes der Beys samt Inventar und dessen entschädigungslose Ueberweisung an jene, die keinen Boden besitzen oder arm an Land sind; die Beseitigung des Wuchertums und anderer Raubsysteme an der Arbeit der werktätigen Bevölkerung; die Beschränkung der kapitalistischen Ausbeutung; Garantien für das Vereins-, Versammlungs- und Streikrecht.«

Mazedonien ist ein Land, in welchem die Arbeiterklasse schwach entwickelt ist, und unsere Partei ist sich dessen bewußt, daß allein die Arbeiterklasse, wenn sie auch bestorganisiert ist, den Befreiungskampf nicht bis zum Siege durchführen kann. Sie ist sich dessen bewußt, daß die Bauernmassen in Mazedonien vorher die Befreiung benötigen — denn sie leiden wie die Proletarier — und weiß, daß diese Massen die Mehrheit des Volkes bilden. Unsere Partei ist sich auch dessen bewußt, daß Mazedonien auch national-revolutionäre Elemente besitzt, die es versuchen, sich zum Kampfe für die nationale Befreiung zu organisieren. Und deshalb will unsere Partei die Einheitsfront aller wahren Kämpfer für die Befreiung Mazedoniens organisieren und sagt in ihrer Resolution folgendes:

»... Deshalb wird die U. A. P. für die Klassenbefreiung der mazedonischen Arbeiter und Bauern vom Joche des Kapitalismus und der Großgrundbesitzer (Beys) als auch für ihre nationale und politische Befreiung auf Grundlage der Einheitsfront mit den Organisationen des mazedonischen Volkes, die um sich die werktätige Bevölkerung im Namen seiner nationalen und kulturellen Interessen gruppieren, kämpfen, zugleich aber jeden Versuch, den Kampf der mazedonischen Bevölkerung von irgend welcher Bourgeoisie der benachbarten Balkanstaaten zu ihren Eroberungs- und Unterdrückungszielen auszunützen, brandmarken und verurteilen.«

Unsere Partei ist bestrebt, daß solche mazedonische nationale Organisationen auch wirklich Befreiungsorganisationen werden, daß sich in ihre Führung keine Agenten der Reichen und Eroberer einschleichen, sondern daß in die Führung Verarmte und Ausgebeutete kommen; deshalb besagt unsere Resolution:

»In der Führung und Tätigkeit dieser nationalen Organisationen der werktätigen Massen gilt es das Prestige der Werktätigen gegenüber dem bürgerlichen, großagraren und aventuristischen Elemente zu sichern, die oft diese Organisationen für die Erreichung ihrer Klassenziele ausnützen und zu jeder Zeit fähig sind, die Interessen der breiten werktätigen Massen zu verraten.

(Fortsetzung folgt.)

Costa Novakovitsch

Die mazedonischen Faschisten töten sich gegenseitig

(Korrespondenz aus Petritsch)

Versöhnungsversuche.

Gewisse Leute unter den mazedonischen Faschisten machen unaufhörlich Versuche die beiden faschistischen Lager, welche sich gegenseitig bekämpfen, zu versöhnen.

Ueber Initiative der mazedono-zgovoristischen Parlamentsgruppe wurde eine dreigliedrige Kommission ernannt, welche versuchen sollte die »Mißverständnisse« aus dem Wege zu räumen und die Versöhnung zu erreichen. Die Anstrengungen dieser Kommission waren erfolglos. Die Freunde Protogeroffs wollen um keinen Preis mit den Anhängern Ivan Mikhailoffs, dessen Hände mit Bruderblut befleckt sind, zusammen arbeiten. Gibt es denn unter dieser Bande Leute deren Hände nicht von Bruderblut triefen?

Nun unternimmt man einen neuen Versuch. Dies Mal sind es die früheren revolutionären Kämpfer, welche die Initiative ergriffen haben. Zu diesem Zwecke kamen Arghir Manassieff, Gotse Mejduretschki, Ilya Doktoroff, Peter

Atzeff, Nikola Jekooglu, Christo Boschkoff, Mihail Tschakoff, Taneff und andere nach Sofia. Sie halten geheime Zusammenkünfte ab. Diese Leute ernannten unter sich eine fünfgliedrige Kommission. Es ist der letzte Versöhnungsversuch, den man unternimmt, doch glaubt niemand, selbst die Mitglieder der Kommission nicht, das irgend etwas dabei heraus schauen wird.

Es scheint, daß Mikhailoff mehr zur Versöhnung geneigt ist. Er sandte an Georgi Pop Christoff einen Privatbrief, in welchem er ihm seine Auffassungen darlegt und ihn einlädt, in sein Central Comité einzutreten. Mikhailoff wäre bereit mit allen Gegnern aus dem feindlichen Lager, mit Ausnahme der Leute aus dem Saloniker »revolutionären Bezirk«, zusammen zu arbeiten. Die Freunde Protogeroffs bereiten einen Kongreß vor, zu welchem sie die Absicht haben, die Delegierten, welche am Kongreß, den Mikhailoff einberufen hatte, teilnahmen, unter der Bedingung einzuladen, daß der Letztere an demselben nicht teilnehme.

Der Kampf zwischen den beiden Lagern, durch die Presse dauert an. Das frühere Mitglied des Z. K. der ORIM, augenblicklich Lehrer in Varna Christo Kotseff, veröffentlichte einen an Mikhailoff adressierten Brief, worin er ihn heftig angreift und ihn beschuldigt, »kommandieren« zu wollen, andere Menschen in den Tod zu schicken, um an der Seite seiner »berühmten« Frau Mencia Carniciu zu bleiben, usw., usw. Kotseff schreibt in seinem Brief, daß Mikhailoff nach den Einflüsterungen seiner Frau handle, und ihn die Lobeshymnen seiner Freunde wahnsinnig gemacht hätten.

Kämpfe und gegenseitiges Morden.

Neben den Versöhnungsversuchen und dem durch die Presse geführten Kampfe, den Kommuniqués und offenen Briefen spielt sich ein anderer Kampf, ein blutiger Kampf, welcher Opfer fordert, ab.

Die Sofioter Presse hütet vollkommenes Stillschweigen über diese Geschehnisse; für sie ist alles in Ordnung.

Am 22. August fand zwischen den Anhängern der beiden Lager ein Kampf statt. Die Anhänger Mikhailoffs versichern, daß sie eine ganze von dem Voivoden Boris Izvorsky geleitete Tscheta aus dem Protogeroff befreundeten Lager vernichtet und ihn selbst getötet hätten. Die Tscheta soll aus 17 Männern bestanden haben, von denen sich nur zwei retten konnten. Die Freunde Protogeroffs leugnen irgend eine Tscheta in den Nevrokoper Bezirk geschickt zu haben. Sie versichern, daß die Getöteten Bauern aus dem Nevrokoper Bezirk sind, welche mit dem Regime der mazedonischen Faschisten unzufrieden waren.

Am 24. August fand ein anderer, noch größerer Kampf statt, welcher noch spürbarere Folgen hatte. Die Freunde Protogeroffs versichern, daß es ihnen in diesem Gefecht gelang 30 Leute zu töten und mehrere Dutzend der Mikhailoff-Anhänger zu verwunden, während auf Seiten der Freunde Protogeroffs 4 bis 5 Leute den Tod fanden. Vandeff, ein Verbrecher, welcher seit einigen Jahren in den Bezirken Strumitza und Petritsch haust, wurde schwer verwundet und ist in Petritsch in Pflege.

Die Lage im Petritscher Bezirk.

Die Lage im Petritscher Bezirk wird von Tag zu Tag unruhiger und gespannter. Jeden Tag kommt irgend ein neuer Fall vor.

Ivan Mikhailoff ist Herr folgender Dörfer aus dem Melniker Bezirk: Sv. Vratsch, Levunovo, Kromidovo, Prepetscheno. In den Gebirgsdörfern hat er keinen Rückhalt. Die Tscheta Ilya Lerinskis, welche sich gegen Iv. Mikhailoff erklärte, ist 55 Mann stark. Am 20. August marschiert der Beigeordnete Lerinskis, Stave, aus Kostur in das Dorf Kromidovo ein und entwapnet die Miliz, welche als mikhailofftreu betrachtet wurde. Ilya Lerinski gelang es, die Tscheta aus dem Lager Mikhailoffs, welche von Kolio Dedo Ilioff geleitet war, zu umzingeln und zu entwaffnen.

Der Woiwode des Protogeroff-Lagers, Dimasch, hat sich im Petritscher Bezirk niedergelassen. Die Freunde Protogeroffs agitieren unter der Bevölkerung, indem sie ihr sagen, daß nachdem sie mit den Anhängern Mikhailoffs abgerechnet hätten sie ihre Organisation im Petritscher Bezirk auflösen und nur die Grenzposten behalten wollen. Durch diese Agitation wollen sie sich bei der Bevölkerung, welche so viel durch den Vandalismus dieser Tschetas gelitten hat, beliebt machen.

Die militärischen Autoritäten veröffentlichten einen Befehl, daß sich alle Illegalen (!) binnen 24 Stunden zu legalisieren hätten, im gegenteiligen Falle würden sie als Briganten erklärt. Dieser Befehl betrifft auch alle Personen, welche sich ohne triftigen Grund innerhalb 24 Stunden entfernen. Die Bevölkerung hält diesen Befehl als zur Irreführung der öffentlichen Meinung im Auslande bestimmt.

Ein großer Teil der Offiziere steht auf Befehl der Militärliga auf Seiten der Protogeroff-Anhänger. Zum Beweise

einige Tatsachen: Sieben Bauern aus den Dörfern Spatovo und Sklave wurden von den Mikhailoff-Anhängern unter dem Vorwande entführt, irgend welche Aufrufe der Freunde Protogeroffs verbreitet zu haben. Diese unglücklichen Bauern wurden im Schulgebäude von Sklave eingesperrt und warteten darauf hingerichtet zu werden. Die Frauen der Verhafteten gingen nach Sv. Yratsch und beklagten sich bei dem Kommandanten der Kompagnie. Der letztere sandte sofort ein Bataillon Soldaten hin, welche den Bürgermeister des Dorfes und die vor der Schule stehenden Wachtposten verhafteten und die Inhaftierten befreiten. Der Archivar der Gemeinde, Slave, wurde verdächtigt im Dienste der Freunde Protogeroffs zu stehen.

Die Mikhailoff-Anhänger bemühten sich ihn zu töten. Als die Offiziere dies erfuhren, ermöglichten sie dessen Flucht, indem sie ihn in einen Soldatenrock steckten und in Begleitung eines Feldwebels nach Dupnitsa dirigierten.

Am 14. August wollte eine Gruppe der Freunde Protogeroffs das große Haus Vandeffs in Petritsch, in welchem sich in diesem Augenblicke Iv. Mikhailoff befand, in Brand stecken. Die Offiziere, welche Lunte gerochen hatten, nahmen Maßnahmen, um dies zu verhindern. Die Lage im Nevrokoper Bezirk ist sehr gespannt. Der wohlbekannte Mörder aus Nevrokop Stoyan Philipoff hat sich als illegal erklärt.

31. August 1928.

N. N.

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Katundari ballkanes

I.

Mikut t'onë, Qerimit.

Kryesisht, gadishulli i bekuem i Ballkanit, asht i banuem prej popujvet fat-zi bullgar, rumen, serb, grek e shqiptar. Peninsuli ballkanik, nga pikëpamja gjeografike, asht por si uji atdhe. As toka bullgare prej asaj të serbit, e, as ajo e grekut prej të shpirtarit; nuk ndryshojn nga natyra e nga klima. Ky atdhe i gjanë e i begatshëm, asht një çerdhe, e një çerdhe e gjelbërt. Po banorët e saj, popullata ç'asht?

Këta, këta popuj, a ndryshojnë njani prej tjetrit, a kanë diferencë ndërmjet? Jo, as pakë. Në mes të një greku e shqiptari, në mes të një bullgari e serbi dhe rumeni; zakonisht, moralisht (moeurs) pothuë se, s'ka ndryshim. Këta ndryshime janë aq hiç, sa një european, cillin do me marrë nga këta popuj, nuk mundet me e da nga tjerët; aq i përgjajn, i shëmbellejn njani tjetrit. Me gjithë këtë, çka asht kjo anmiquë e përgjaksme e tragjike që zien e vazhdon prej shekush ndër për ne? Çka asht ambicioni, që e ka ba bullgarin shoven të trashë, që don ma e pa tan Makedonien, bulgar?

Çka asht barbaria, që për t'a ba serbin zot i të tanë Ballkanit, grien me gra e fmi bullgar e shqiptarë? Tue mos u ngi me një atdhe të bukur, me Thesalien e Selanikun, çka e shtyni e, e trenoq grekun deri në shkretinat e Angoras, ku, dogj me mijna katunde e la me mijna vorre? Çka asht roli që, rumenin tue pasë fushat ma pjellore të botës e shtin në Besarabien, që me gjuhë, shpirt e zakone s'asht rumen d. m. th. kucovllah i një i vietër, e që, atje përdhuni e tue tortune katundarin, po e ban me i u falë mbrëtit t'vet? Një vend që, përdhuni, me shpatë e torturë ka ngrehë një shtet të madh për vedit, një vend që, tetdhet për qind prej nënshtetasve nuk dijn gjuhën zyrtare, rumanishten! Me miliona katundarë, qajnë nën torturën e dajakut t'oficerëvet rumen. S'ka as një katundar në botë, që t'jet mbytë aq në gjak, e t'ket vëjtun e hiek aq katastrofe sa ai, i ballkanet. Cilët janë ata, që shtin këtë katundar innocent e t'bekuem, me ba gjithë këto katastrofe? Ky tufani i gjakut, deri kur do t'vazhdojë në Ballkan? Këtë, po due me e thanë krejtë aq. Ti katundar bullgar, grek, serb, shqiptar e rumen, katundar, ballkanas, tij, n'emën t'ëndependencës nacionale, n'emën të nacionalizmit, t'i veshën roba t'zeza. Me vëllazënt e një atdheu, erdhe bajonet më bajonet, e nuk le shpirt pa rrenue e pa djegë. Qe ty një mbretinë independente greke, një Bullgarië, Serbie e Shqipnië më vedit.

Ty t'han se, n'vëndin t'and, ke me me mbetë i lire e independant. Her ma propagandë, her me prift e her me kamç, të shtyen deri në vorr. Keshtu prej gjys shekulli, Ballkanit i a dhe zjarmin, as shpie mbet e as plangë... Bravo të qoftë, independencë fëtove...

Ti bullgar, që vune mbi krye kunorën e mbretnis bullgare... Tue thanë se po fitoj autonomiën e Makedoniës, banë vorrin e mijnavë katundarë innocent bullgarë, mbyte në tym, në zjarm e gjak; e me mijna bullgarë, shkaktove që të mbyten prej grekut, serbit e turkut. Këto nuk mjaftuen: mer edhe një crim: Tue thanë sa do të sundoj krajlën e mbetun në dorë, a për me ushqye mbret e xhenerala, vëndin en vune

në peng. Inglizi mjeshtë, të dha pare hua. E me këtë pare, në katër vjetët e mbrame. në hesap t'Inglizit e të fashistit këmishtë zezë; me torture, grive a vrave 24.000 vetë prej djelmvet tu, të ndritshëm, të viefshëm e innocent. Zati ata, nën maskën e Lidhjes së kombevet, për me e ba këtë Kasapllëk të dhanë ty, at pare. Qëllimi i tyne; ma i shti në dorë ota mbretën a generala të blem e me i perdorue si rrob ndër intrigat e veta. Veç, Katundarit fytra mos të shpëtojë nga bieja e klyne mbretënve e xheneralëve... Këta, mjeshttra kapitalistë t'Europës, n'a gjuetjën keq.

Të parvet u japin pare, e ma ato pare bajnë zgjedhje; sikur populli zgjedh deputetë. Por ata, i dërgojnë njerzit që dëshirojnë ndër kuvende, me nder me thanë kombtare.

Atje, çohen me vue në veprim në formë ligje, çdo intrigë që u pëlqen. Duhet lutë: me një herë votat merren, populli dha vendim për luftë. Cilli popull? Nën sundimin e mbretënve të dërguem për na, prej kapitalistëve e qeverieve t'Europës me miliona skllavë... N'emën të tyne, çelin luftë e me kamçi i mbledhin e i shtyejnë katundarit në kufi e ndër llogore. Vdis e vra! Po për ke, e ciljin po e vret? një katundar të pa fat si ti, që me zor e me kërbac asht shtye në luftë e që mbrapa ka lamë unët grue, nanë e babë, hosten e parmendë e mjeshterië shkretë!

Në këtë shamatë, ti je gazi, pse me vendim të kuvendit kombtar, e me dekret ë mbretit lufton, jo për xhenet, parajs! Kjo plogësië që ka rra mbi kryet t'onë, kjo budallie deri kur ka me vazhdue? Mbrojtja e Atdeut? Cillit Atdeu? A nuk je ti zoti, e djali ma i mirë i atij atdheu? Ti jep vargjin, ti e punon arrën, ti ban e pregatit bukën, tëlynin e djathin e kombit. Për gjithë këtë punë e sakrificë, merita e jote e recompense-i, a asht me shkue e me dekë në kufi permallshëm, tue i lamë mbrapa fëmiët në untië? Për ke e për se?

Kanuni, domethanë dallaveret e ngrahuna me pare e intriga që kan shti në vend. Thonë kuvendi kombtar! Janë këshilla të zgjedhun prej një pjese njerrish, prej agallarve e qahjallarve bataqci, prej qojleve të bejlerve e të të pasunvet, e nuk përfaqesojnë popullin punëtor, bujkunat atë klasë që i produktun me djersë të ballit. Me ksi deputetësh e parlamentesh, bajnë ligje, vjerin të pa fajshëm, shesin vende, japin kocsione. Me kapitalin e popullit bajnë pazarlleqe, traktatate tregtjet, alianca, e gjithë çë farë dallavere e intrigë të hollë, që duhet luejtë qër hesap t'Inglizit, gjithë me kta parlamente e deputetë lohet. Populli qan gjak. Një „pakicë“ njerzish, që me mbretën rreth e perpark me generala, deputeten. Senetarë e memurë që, për t.a mbajtë popullin sistematikisht nën torturë, ushqen policë e gjindarmë. A kjo asht liria? A kjo, indapendanca bombtare? Mjaft ma, katundar i mjer e i pa fat i Ballkanit...

Ti, në vend je një shumicë e fortë, ti je zoti i vendit; pse, bukën, qumshtin, të lynin, djathin; udhën e me një fjalë, të gjitha nevojat e demoshdshme të vendit, ti, djersa e jote, trupit i yt — që nuk di të lodhun — i ban. Ki mëshirë ma për vet-vehten! Ki insaf e hiq dorë prej qojlëllëku e prej kërsaj rrobnië. E kjo, asht në dorën t'ande.

Deri tash, nuk pranë tue rendë prej lame në kufi. prej

are e parmande në llogore; po, të shtyen e të çuen, e ti, kurr nuk the jo, e nuk e shplodhe trupin t'and të lodhun.

Por shum pë, e ndër kohna të fundit e kuptove mirë se si të kan përdorue si rrob. Nuk pashë as një ballkanas, qi ka marrë pjesë në luftat e mbrame të përgjakshme e, qi nuk ka kuptue se, asht rrejtë, e se luftën nuk e kemi ba për liriën t'onë; qor për hesap t'intrigave t'Europës. Mjaft ma pra. Ty tash, të ka mbetë një detyre krejt e kollajt. Atij qi ka me t' thanë, eja bahn ushtar për mbretin, e lufto për liriën e për independencën, vdis ë vra, ke një gjegje krejt të gaçem: unë jam i lodhum. Ndër lufta qi bamë për liriën, lashë e i hupa babën e djemt e mij. Shtëpin e gjeta të djegun e t'rrënuëme, arrat djerë e shkretë. Shkn doni ma prej një katundari zemër djegë, t'voritën, me shpie t'rrënuëme e t'fikun? Liria në asht kështu, në asht kjo, qoft e jueja. Bani i n s a f e ha leni rahat.

Sot, anmiku i yt, nuk asht as greku, as bulgari, as serbi e as rumeni në kuffi. Anmikui yt, asht gjindarmeria qi don me t'a pi gjakun, aj qi don me të përdorue si rrob në atdheun, në vendin t'and, jan ata paria e kommantët e ushtëris qi prej gjakut t'and mbushin krahuert me nishane arit, jan agallarët, bejlerët e zotniët. Kët, çdo Katundar duhet me msue e me e ditë mirë. Aj Katundar, qi e mëson kët me gjith besim, asht i

lumtun. Pse, ka dallue armikun prej miku, dhe për at nuk ka rrezik ma.

Profesor Qamil Bala.

Përkthimi shqip

Lidhjes së Kombeve,

Gjenëvë.

Protestojmë me energji kundër proklamatës s' Ahmed Zogut si mbret i Shqipërisë, një farsë që u-gatua në Romë dhe u-lojt në Tiranë. Kjo vepër është një krimë e urryer kundër pëppulit shqiptar si dhe kundër pëppujve ballkanikë përgjithërisht. U-bë nënë regjimin terrorist të bejlerëve feodalë dhe nënë mprojtjen fashiste kundër dëshirës së popullit shqiptar republikan, i cili nuk u-pyet asfiare, se pjesëtarët e së vetë-thënë Assamble Konstituante që çpallë këtë proklamatë janë emëuar prej Ahmet Zogut vetë. U-blë me çmimim e disa koncesjeve të rea çkallmönjëse, të cilat me në funt do t'a transformojnë Shqipërinë në një kolloni italiane dhe në një bazë ushtëriake kundër shtëteve fqinj. Si pasim i këtyre, shituata kritike e Ballkanit do të keqësohet më tepër dhe munt të mbaronjë fare lehtë në një luftë të ré.

Për Komitetin e Çlirimit Nacionál.

Fan Noli

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Скендербег III или Ахмед Зогу

Последните депеша из Тирана ни донесоха новината, какво Албанската република става вече кралство и че нейния председател Ахмед Зогу става крал под името Скендербег III, също както Наполеон III. Безполезно е да се убеждават тия, които от близо са следили събитията в Албания, че албанския народ не е играл никаква роля в тоя фарс, който е скроен в Рим, а инсцениран в Тирана. От друга страна, Ахмед Зогу остава винаги верен на своите обикновени прийоми; председател на Албанската република през 1925 г., благодарение подкрепата на Пашич, днес той става крал на Албания, благодарение тая на Мусолини.

Необузданата амбиция на Ахмед Зогу коштува много скъпо на албанския народ. Тоя последния е требвало да плаща всички получени от Ахмед Зогу достоинства, от неговото председателство до неговото коронясване за крал. За да дадем една ясна представа за това, не ни остава, освен да изброим някои от по-главните точки на неговите щуротии до сега.

Известно е на всички, как Ахмед Зогу, изгонен от народа през 1925 г., влезна отново в Албания в края на същата година. Това стана, благодарение на едно редовно вжншно нахлуване. Пашич, с удобрието на фашистка Италия и под защитата на консервативна Англия, достави необходимите суми, и армията, която требваше да нахлуе, бе организирана на югославянска територия с сръбски топове и руски офицери от армията на Врангеля. На чело на тая армия Ахмед Зогу влезна в Тирана, заграби властта и се прокламира за председател на Албанската република, който се явява първи етап към кралската корона. Известно е също тъй как той заплати тоя първи етап на своето възкачване. На Пашичева Югославия, той отстъпи местността Св. Наум и Вернош, които беха дадени на Албания; на Англия, той даде концесията за петролеума; на фашистка Италия той даде концесията за банката, наречена уж национална, която постави Албания под финансовия и економическия контрол на италианците. Но това е само началото на трагедията на албанския народ. За да се държи на власт, Ахмед Зогу е требвало да прави от време на време страшни концесии: в 1926 г. той склучи Тиранския пакт, който постави de facto Албания под италиански политически контрол. В 1927 г. той склучи договор за приятелство, който постави Албания под италиански военен контрол. Албания, при терористическия режим на Ахмед Зогу, изгуби de facto своята независимост и се превърна в една васална на Италия държава. Като награда

за направените на италианския империализъм услуги, Мусолини му предложи царската корона на своята албанска васална държава.

Обаче, Мусолини не е искал да го възнагради само за направените му в миналото услуги. Той очаква и други за бъдаще, и в действителност, той е взел всички предпазителни мерки за техното осигуряване. Според нашите информации, концесията, която Мусолини си е обезпечил за в бъдаще, са следните: митнически съюз, систематична колонизация на плодородните албански полета чрез фашистки колонии, както Триполи, италианизиране на образованието в Албания, морска военна база в Валона и други военни бази в разни стратегически пунктове из вътрешността на Албания.

Ето по тоя начин, Албания, под царския режим на Ахмед Зогу, ще свърши, като се превърне в една чисто италианска колония.

Кой е виновника за всички тия престъпления, които лишиха албанския народ от неговата независимост и които ще свършат с неговото окончателно заробване в полза на италианския империализъм?

Разбира се, че не албанския народ. Тоя последния манифестира своята воля в 1924 г., когато изгони Ахмед Зогу, когато той се противопостави с оръжие в ръка на неговото завръщане и когато той възстана против него в 1926 г. Той не ще се помири с терористическия и противонародния режим на Ахмед Зогу и на неговите бегове. Албанския народ не е виновен, нито за поставянето на Ахмед Зогу на председателското место на републиката, нито за коронясването му в крал; защото, двете Народни събрания, които го прокламираха за председател и които днес го прокламираат за крал, беха и са съставени от хора, които са направо назначени от него, а не избрани от албанския народ. Ахмед Зогу бе наложен на албанския народ чрез бруталната сила, на Югославия в началото, на Мусолини впоследствие, и на консервативна Англия от начало и до днес.

Ето истинските автори на тия престъпления, престъпления които Югославия ще плати също тъй скъпо, както Албания, нейна жертва. Нетунските конвенции, които са вече ратифицирани от Скуштината, са вече началото на сръбското изкупление.

Скендербег III не е само бич за неговата собствена страна, но за Югославия преди всичко, а и за целия Балкански полуостров. Той е символа на чуждото владичество,

което заплашва всички народи на Балканите. Против тази угроза и войните, които биха последвали от нея, има само един спасителен път: Федерацията на балканските народи и общата борба против империализма и реакцията. В тази борба, албанският народ ще изпълни своя дълг. Той чака само удобния за това момент, за да възстане против своите потисници бегове вътре и против италианския фашизъм и международна реакция вън.

Женева, 29. VIII. 1923 г.

Фан С. Ноли

Югославянската криза и нейните последствия

Югославянската криза прибави още едно ново усложнение към всички ония кризи, които до сега са ставали на Балканите. Разединението, което в сегашния момент става в царството на Карагеоргиевичите, е един факт, който по никакъв начин не може да се смета, че няма значение за общото политическо положение в балканските страни. Европа на договорите от 1919 година се разгромява пред нашите очи; епизодите на размествания се отразяват един върху други.

Когато на другия ден след всесветската война югославянската държава се образува, както полската, ромънската или чехословашката държави, при съдействието на едни и същи власти, никой не се запитва, дали народите, с които тия власти разполагаха по този начин, беха съгласни с новото положение, което те им създадоха. Континента беше разпределен, като при това, по-лесно можеше да разпарчеляват отколкото да групират. Не беха питани нито 2½-та милиони немци от Моравия и Чешко, нито трансилванци, нито жителите на Банат, както и много други народи.

Хърватите приличаха на сърбите в известни отношения, но те се отличаваха съществено от последните в други отношения. Те беха особено жадни за свобода, както това продължаваха да повтарят от 10 години насам техните шефове. Те защитаваха своите свободи против Унгария; но те не беха склонни да се лишат от тия свободи в полза на Карагеоргиевичите. Те беха в умствено, а също тъй и в икономическо отношение по-развити от сърбите. Ако беха ги питали в 1918—1919 г., те щеха да се произнесат за пълната независимост. Не изглежда, че те днес са се отказали от една широка автономия.

За водач те намериха една изключителна личност, която трудно може да бъде точно квалифицирана, понеже тя е едновременно национален агитатор и политически авантюрист.

Откъсването на всека доктрина, бързите и груби промени на позициите, стремеше да експлоатира всеко събитие на момента, отказвайки се от позициите, които е заемал предишния ден — ето кое характеризира Радича, който беше ту неотстъпчив борец на хърватския народ и ту съветник на Карагеоргиевичите и защитник на югославянското единство, ту републиканец и монархист, ту революционер и привърженик на сегашния обществен строй. Трудно може да се разбере, че този човек, който тъй често се люшкаше между противоположностите и предизвикваше недоумение всред наблюдателите с своите неочаквани промени, можа да

увлече след себе си тълпите, които обичат целостните индивидуалности. И все таки, малко хора в тази епоха са били тъй популярни като него. Това се доказва с проявата на чувство на гнев на цело Хърватско, когато се узна, че Радич беше една от жертвите на агентата, извършен от Радич; това се прояви в траура, който хърватският народ изрази с участието си в погребението в Загреб. Радич беше, въпреки неговите недостатъци и неговите внезапни политически промени, които предизвикваха най-строги преценки, идола на една нация; изглеждаше, че той беше живият представител на тази нация.

Днес Югославия е разделена на две и не може ясно да се види как тя ще може да възстанови своето единство. Безспорно, Радич е съществал през юни своите приятели (в този момент се верваше, че той ще оздравее) да напуснат белградския парламент и да образуват такъв в Загреб. Никой не може да отрече особната важност на един такъв акт: друго нещо е да образуваш в един парламент опозиция, ако ще би шумна и неотстъпчива, и друго нещо е да образуваш, в противовес на един парламент, чийто престиж, както и броя на депутатите е намалел — един друг парламент, който оспорва всичките решения на първия. Пред нашите очи се издигна образа даже на сепаратизма и едва ли е нужно да се запитваме, какво искат хърватите, когато се отказват да участвуват заанапред в Скупщината. Ако крал Александър се помъчи да успокои хърватите, отначало като отдаде почит на тези из между тех, които беха засегнати от революционните вистрели на един побеснел човек и сетне, предлагайки председателството на министерския съвет на самия Радич, шефа на тия хървати, това той направи, защото той препереше именно за своята корона; но той срещна на пътя си отчаянието на един народ и неговото кралство си остава разклатено.

Какво ще стане утре?

Тази югославянска криза трябва да се разгледа с оглед на вътрешното и външно положение на страната.

Югославия обхваща три, а може би, и четири етнически елементи: сърбите, които поискаха да подчинят на своята централистична бюрокрация целата държава и които претендираха да подчинят новозавоюваните, по силата на договорите от Сен-Жермен и Трианон, провинции на техното господство; хърватите, които приеха това обединение против волята си и които в всеки случай се обявяват против подчинението, на което са подложени; словените и бошняците, които наистина днес сътрудничат с сърбите, но могат също така утре да ги напуснат.

Унитарното правителство е минирано от хърватската опозиция в Загреб, а също тъй и от работническата и селска опозиция в самата Сърбия, която, колкото и да е преследвана, може да бъде страшна за режима при определени условия.

И тъй, поставя се проблемата: ще има ли за напред Югославия? Ще се разпадне ли Югославия на много части, или тя ще се трансформира?

Всеки разбира, че съответно с това коя от тези две хипотези ще надвее, положението на Балканите ще бъде различно, а заедно с него и това на Европа, което е свързано с последното. Това е един важен въпрос, върху който ние ще се повърнем.

Пол Луи

Българското правителство признава своята вина Принос към международния скандал с събраните помощи за подпомагане пострадалото от земетръса население

След трагичната сизмическа катастрофа, която сполетя тази пролет българският народ, европейската общественост се отзова с готовност не само на апелите за помощ на международните благотворителни организации, но и на тия на българското правителство. Проче, в различни политически кръгове, които внимателно са следили положението на Балканите, беха изненадани, че фашисткото диктаторско правителство на Ляпчев е открило своето сърдце за страданията на жестоко угнетения български селски народ.

Съмненията в добрата воля на българското правителство се указаха за съжаление твърде основателни. Все повече обезпокоителни беха известията, които се получаваха за употребението на изпрацаните, от всички страни, от разни благотворителни дружества нари за подпомагане на пострадалото население. Преди всичко, тенденцията, която известни български организации и власти проявяваха, а именно, да се отнемат фондовете за подпомагане от ръцете на организациите, ангажирани в събирането на помощи и да се предадат на българското вътрешно министерство, за да се гарантирало

„безпартийното употребление на помощите“, внесе безпокойство.

Безпристрастни наблюдатели, между които представители на американския печат, изтъкнаха в своите доклади съмненията, които широките народни маси имаха относно правилното употребление на помощите. Централния комитет на Международната работническа помощ, въпреки обезпокоителните известия относно държанието на българското правителство, не се отказа да се притече на помощ на страдащите селски и работнически маси в областта на катастрофата. Той събра в разни симпатизирующа синдикални кръгове една значителна сума, 245.000 български лева, които веднага изпрати, като първа рата, на разположение на образуваните в София Работнически помощен комитет за България.

Няколко седмици след предаването на тая сума, Централния комитет требаше с изумление да установи, че българските власти не са позволили да се раздадат парите в форма на хранителни припаси направо на страдащото на-

селение. Българското вътрешно министерство конфискува тази сума.

В един меморандум, който депутата от германския Райхстаг **Мюнценберг** предаде от името на Централния комитет в българската легация в Берлин, Международната работническа помощ изискваше немедленото освобождаване на конфискуваните пари и даване възможност на Работническият комитет в София свободно да се занимава с възможната му работа. Но българското правителство отговори на този меморандум, чрез своята легация, че то било **желаело с критикуваните негови мерки да държи далеч от всекакви партийно-политически влияния помощната дейност и изтъкна, без всекакво основание, че предаването на изпратените пари щело да послужи за «комунистически — пропагандистически цели».**

Предвид на това положение, Международната работническа помощ се виде принудена да заяви, че тя е в невъзможност да предаде на българското вътрешно министерство даренията, проява на солидарността на работническата класа, на една станция, която, както е известно, не само върши най-мизерни преследвания спрямо работници и селяни, но и финансира, според автентичните доклади на безпартийни свидетели, македонските комитаджийски банди на **Протогеров** в един размер, който предизвика колективната постъпка на Англия и Франция за да се тури край на непоносимия скандал.

Международната работническа помощ продължаваше енергически да настоява да се разпределят помощите чрез един нейн работнически комитет.

Това заявление на Международната работническа помощ, което разкриваше намеренията на българското правителство да употреби събраните за жертвите на земерасха помощи за реакционно политически цели, постави българското правителство в голямо смущение. То продължи своята маневра за смутоляване на скандала и лансира чрез своите агенти, в печата на фашистките органи в чужбина, многобройни атаки против акцията на солидарност на Международната работническа помощ.

Международната работническа помощ започна една систематическа кампания, за да се изясни пред целата общественост тая афера. Резултата на тази кампания беше, че даже известни кръгове и власти, които стоят далеч от работническото движение, се видеха принудени да се обявят против действията на българското правителство. Така например, **Съюза на германската индустрия** и този на печата се адресираха, по случай този скандал, до съответните немски и български власти. Един спонтанен протест се отправи от страна на пацифистични организации, от тая на организацията за защита правата на човека, както и от разни благотворителни дружества. Писатели и педагози, между които

ректорите на висшите търговски училища в **Кйонигсберг** и **Лайпциг**, протестираха пред българското правителство за тази му постъпка. Вестник **«Франкфуртер Цайтунг»** и най-разпространените други германски демократически вестници, всека присъдиде това дело. **Фритйоф Нансен** заяви в едно писмо, че е готов, в случай на нужда, да интервенира пред българската делегация на общото събрание в септември на Обществото на народите в Женева. Не по-малко беше солидарността на нашите французски приятели. **Братския съюз на жените против войната**, **Женската лига за постоянен мир**, **Общата унитарна конфедерация на труда**, протестираха енергично против поведението на българското правителство. **Французкия помощен комитет за децата**, една официозна организация на Обществото на народите, помоли своята централа в Женева да се заинтересува с нечувания корупционен скандал на българското правителство.

Под силния морален натиск на прогресивните и най-добрите кръгове на международната общественост, **българското правителство се виде принудено да върне парите на Международната работническа помощ и с това да признае своята вина пред целата общественост.**

Има се опасност обаче, че ако българското правителство не успе, вследствие енергичната намеса на Международната работническа помощ, да употреби работнически пари за своите кървави банди, то ще употреби, без да бъде възпрепятствувано от никого и по един най-безжесток начин, събраните пари от други обществени и благотворителни организации за подпомагане на същите тия разбойнически банди.

Международната работническа помощ иска пълно осветление на тази афера!

Тя иска да се изясни, как са употребени помощите на разните организации и лица, които се отзоваха на апела на солидарност и човештина, и с своята лепта се притекоха на помощ на страдащото население в България.

Всички дарители, всички организации и целата общественост имат правото да узнаят как е постъпило българското правителство с изпратените му помощи. Те имат правото да изискват, да се даде публична сметка за начина на изразходването на помощите. И преди всичко, те са в правото да узнаят, в какъв размер са изразходвани техните пари, чрез българското вътрешно министерство, за македонската фашистка организация (ВМРО), «за едностранчиви политически цели».

Международната работническа помощ ще продължава да води тази борба в интереса на изстрадалото население в България и в тоя на приятелите на българския народ, до като се внесе пълна яснота в тази работа, като разчита на най-горещата поддръжка на целото работничество и на всички хора с добра воля.

Л. Гибарти

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Pricinile adevărate ale foametei

Sute de mii de familii țărănești sunt și anul acesta date pradă foametei. În unele regiuni țărani mai mănâncă numai odată pe zi («Lupta din 31 Aug.»). În alte părți, cum este mai ales în Basarabia, țărani au început să se hrănească cu nutreț de animale, orz și ovăz. Alungați din urmă de spectrul morții prin foame, țărani își vând avutul, limba de pământ (dacă o au), și vin la oraș după lucru, sporind însă printr'asta numai șomajul de aici. În unele locuri țărani au început din nou să se înghesuie la birourile de emigrare.

Guvernul, oligarhia bancară și ciocoiască și slugile lor «științifice» cată să explice foametea prin «condițiile climatice nefavorabile», prin secetă. Este adevărat că și seceta intră ca factor în explicarea foametei. Dar foametea (și seceta) a devenit în unele părți endemică, și trebuie de aceea să ne punem întrebarea: care sunt pricinile care, din ceace aiurea este un accident pot face la noi o situație permanentă. Seceta însăși, în măsura în care este o realitate, nu constituie o catastrofă naturală față de care omul ar fi dezarmat. Tot așa

precum regiunile inundabile pot fi zăgăzuite, pentru umezirea unei clime cu tendință spre secetă trebuie păstrate și dezvoltate pădurile, căci este astăzi știut că regiunile păduroase atrag umezeala atmosferică și polile. Ori, în anii de după război pădurile, mai ales din provinciile ocupate și în special din Basarabia, au fost supuse unui sistem devastator și sălbatic, stăpânitorii cătând să stearcă ca în colonii, cât se poate mai mult din teritoriul ocupat, fără a se sinchisi de viitorul finutului. Acest regim de pradă în sistemul forestier a provocat și o înrăutățire a climei, o micșorare a umezelii mijlocii anuale. Așadar, chiar dacă seceta a contribuit la provocarea foametei endemice, ea nu trebuie socotită ca un fenomen «natural», ci ca unul social-economic, de care stăpânirea de pradă a oligarhiei bancare și ciocoiești trebuie făcută răspunzătoare.

Dar foametea mai are, și anume în primul rând, și alte pricini pur economice. Înainte de război, când agricultura era în cea mai mare parte o agricultură latifundiară, ea era

sprijinită de stat. Marii proprietari erau ajutați de către stat prin credit ieftin, prin avantajii la transport, prin libertatea exportului, prin avantajii la importul mașinilor agricole, etc. După război și după reforma agrară, când, oricum, o parte din pământ a intrat în mâna țăranilor, și când marii proprietari s-au refugiat, cu capitalurile constituite din despăgubirile de expropriere, în industrie, comerț și în bănci, oligarhia stăpânitoare nu și mai are interesele primordiale și nemijlocite în agricultură. Sprijinul statului, aflător mereu în mâna oligarhiei ciocoiești, se îndreaptă deaceia înspre industrie, comerț și bancă, și lasă în părăsire agricultura. Astfel Banca Națională, cheea de boltă a economiei naționale, ajută industria acordându-i prin »Creditul Industrial« un credit anual de 3000 de milioane lei, deși industria participă la productul național cu mai puțin de o treime, pe când pentru »Casa de împrumut pe gaș a Agriculturilor« Banca Națională acordă anual credite de numai 300 milioane, deși agricultura participă la productul național cu peste două treimi. Pedeeasupra, agricultura mai este apăsată de taxe de export la produsele agricole, de taxe de import la mașinile agricole, etc. etc.

Țăranul este lipsit de orice inventar, ceace face ca agricultura lui să fie primitivă și să decadă din an în an. Astfel, din discuția încinsă în ultimul timp în presa de specialitate, s-a văzut că România nu se poate specializa ca țară exportatoare de produse agricole nobile (grâu), pentru că produsele românești de acest fel sunt de o calitate așa de proastă, încât ele sunt dinainte excluse dela orice concurență pe piața mondială. Specialiștii propun deaceia specializarea agriculturii românești pentru exportul de produse inferioare (porumb, etc.) care nu cer o agricultură mai îngrijită, rațională și științifică.

»Marea criză din Oltenia, care se datorează nu numai secetei din ultimii doi ani, scrie »Lupta« citată mai sus, ci și politicii economice greșite din ultimii 10 ani« (»politică economică greșită din ultimii 10 ani« este numai un fel de a zice pentru regim colonial și de pradă, I. M.), »a adus această regiune bogată într'un hal de mizerie indescriptibilă. Deși țăranii și-au îmbunătățit sistemul de muncă agricolă... deși avem relativ o producție agricolă mai mare ca în alți ani, totuși mizeria la sate este de nedescris. Grâul anul acesta a fost ca producție aproape indoit în Dolj ca anul trecut, totuși țăranii sunt îndatorați peste măsură la bănci, care au luat dobânzi cămătărești. Dacă mai considerăm și obligațiile care le au față de fisc, care silesc pe țăranii să și vândă grâul sub preț, toate aceste cauze, unite cu necesitatea nutririi — fiind lipsă de porumb — plus lipsa de numerar ajunsă la paroxism toate acestea explică marea dezastru economic din Oltenia.«

Cele de mai sus sunt confirmate și de organele oficiale. Astfel unul din rapoartele unei comisii de anchetă spune precis, că: »regiunile cultivate în Basarabia au scăzut progresiv, reprezentând în 1928 abia jumătate din suprafața cultivată în 1920. Locuitorii săracii în parte de secetă, în parte de lipsa de preț a produselor, n'au avut în toamna trecută sămânța necesară însemănțării de toamnă. Datori la bănci particulare, care iau dobânzi uzurare, în mare parte fără vite, pe care le-au vândut în anii trecuți spre a se hrăni și a plăti dobânzile, fără credite ieftine și fără concursul autorităților, nu și-au putut procura sămânța necesară și deci nu au putut face cultura decât pe întinderi restrânse, cât le permiteau mijloacele proprii.« (»Dreptatea« din 30 August.)

Aceasta este situația reală, acestea sunt pricinile reale ale foametei, care strânge astăzi în ghiarele sale sute de mii de familii țărănești. Foamea și seceta nu sunt întâmplătoare, ele sunt o urmare inevitabilă a regimului de exploatare, de pradă și jaf al oligarhiei bancare și ciocoiești. În aceste condițiuni nu este decât firească ca nici anii viitori să nu promită o ameliorare, dacă România va continua a sta sub genunchiul aceluiaș regim banditesc. Oligarhia și slugile ei »științifice« își dau perfect seama de acest lucru și, explicând foametea de până acuma prin... secetă, cată să pregătească opinia publică și pentru foametea din anii ce vin. Astfel un oarecare dr. A. Mibashan arată în »Argus« din 7 Septembrie, că »meteorologuștii prevăd o serie de ani secetoși«. În timp ce recolta mondială de anul acesta este superioară recoltei de anul trecut și mijlociile recoltelor de după război, în România este foamete și »savanti« anunță »o serie de ani secetoși«. Ca și cum România nu ar fi așezată pe aceeași planetă... Pricina reală este că, cu toate recoltelor excelente din toate țările producătoare de cereale, România (și alte țărișoare care gem sub un regim asemănător) va da recolte deficitare și țăranimea ei va pieri de foame, pentru că domnia banditească a bancherilor și ciocoilor nu poate duce la alte rezultate.

Nu procesiuni religioase pentru a îndupleca cerul să trimită ploaie, ci doborârea domniei bancherilor și ciocoilor, eliberarea țăranimii din cătușele regimului de jaf și asuprire, instaurarea unui regim al țăranilor și muncitorilor care să influențeze clima prin împăduriri sistematice, să o completeze

prin irigații, să ajute agricultura țărănească prin credite ieftine, prin ridicarea și mașinizarea muncii agricole, etc. — iată drumul care va duce țăranimea din România dela secetă și foamete endemică la bunăstare și înălțare economică și socială.

I. Mateescu

Situația guvernului

Situația guvernului Brătianu nu se poate asemăna cu aceea a guvernului Liapceff, demisionat zilele trecute. În sânul Zgovorului dela Sofia, al alianței guvernamentale fasciste, se înceară două țabere gata să treacă la *lovituri de stat*. În sânul guvernului și al majorității liberale dela București însă nu se constată o așa înăsprire a raporturilor dintre grupe, încât să se poată vorbi de lovituri de stat sau măcar, în mod serios, de răsturnarea guvernului. Totuși situația guvernului Brătianu este foarte incurcată, și numai grație unei opoziții nevolnice și înspăimântate ea însăși de spiritul de combativitate al masselor, guvernul se poate menține la cârmă.

Intr'adevăr, criza economică roade tot mai adânc viața economică a țării. Stabilizarea valutei și împrumuturile străine, cu care guvernul spera să ușureze criza, nu au fost realizate. S'a vorbit mai întâi de un împrumut în tranșe de un total de 250 milioane dolari (40 de miliarde lei); după aceea guvernul a »trat« numai un împrumut de 80 milioane dolari. Din acest împrumut, promis, ci-că, de către cercurile financiare franco-americeane »pentru la toamnă«, urma ca guvernul să capete imediat un »avans« de 20 milioane. Pe baza acestui așteptat avans s'a încercat apoi un împrumut pe termen scurt (câteva luni) în Italia de 12 milioane dolari. Ori, până acuma nu se vede nimic nici din cele 80 milioane, nici din cele 20, nici din cele 12.

Între timp însă situația finanțelor statului, a devenit catastrofală. Deficitul căilor ferate crește pe fiecare săptămână. Deficitul de până acuma al bugetului statului se ridică la peste 6.000 milioane, balanța conturilor este deficitară, iar exportul este profund zdruncinat din pricina recoltei proaste și a foametei. Ba mai mult, este vorba ca să se importe porumb. Incasarea impozitelor merge foarte greu. — la sate din pricina foametei, la orașe din pricina inactivității industriale și comerciale, care duce la falimente și moratorii fără număr și a dat șomajului o întindere necunoscută încă până acuma în România.

La toate aceste enorme dificultăți economice, financiare și sociale vin acuma să se adauge și încercături politice interne. Fraudele cu concesionarea terenurilor petrolifere, descoperite de curând și care păgubesc statul cu miliarde, au descoperit toată mocirla vieții publice și politice a României. Personajii politici, deputați și miniștri, înalți funcționari, etc. s-au dovedit autori sau complici ai acestor fraude comise prin falsuri de acte publice și prin corupere de magistrați. Doi deputați liberali au fost »până acuma« arestați, împreună cu numeroși funcționari, primari, etc.; este deasemenea sigur, că în aceste fraude este implicat și ministrul comunicațiilor Dimitriu, și se vorbește tot mai tare, că de ele știa și ministrul industriei Mrazek, ba chiar Vintilă Brătianu le-ar fi cunoscut și tolerat.

Această situație este exploatăată de către elementele eterogene din sânul guvernului însuși pentru interese de clică. Se știe că, în afară de liberali »purii«, mai sed în acest guvern și liberali »elandestini«: ministrul de justiție Stelian Popescu, fost takist, și ministrul muncii dr. Lupu, fost țărănist (plus ministrul agriculturii și ad-interim la externe Argetoianu, fost averesean). Situația acestor miniștri este și a fost foarte precară, ei depinzând cu totul de majoritatea guvernamentală și parlamentară liberală. Se vohea chiar de intenții de »remaniere« a guvernului în scopul debarcării »neofitilor« și »simplurilor«. Pentru a-și salva situația amenințată d. Popescu a dat deaceia curs instrucției în chestiunea terenurilor petrolifere, afacere care compromite toamai personalități marcante liberale și face guvernul incapabil să reziste unei crize launtrice între miniștri.

Cu dr. Lupu situația este mai interesantă. Grupul dumisale se bazează nu numai pe »bunăvoința« liberalilor, ei și pe oarecare demagogie în anumite cercuri țărănești chiahre la sate și intelectuale mijlocii la orașe. Guvernarea liberală a pus însă în grea situație, dacă nu cumva a compromis de tot, raporturile acestei grupări lupiste cu »massele«. Pentru a mai salva ceea ce această grupare își închipuie că mai are de salvat, unii din membrii ei au început o acțiune de »redresare«. Ei cer »clarificarea« atitudinii față de liberali, ei cer un fel de »revenire la alte granițe« față de politica guvernului.

Astfel situația guvernului în pragul reînceptei »sezonului politic« este foarte grea. El se bizuie aproape numai pe teoreme și stare de asediu. Impotriva muncitorimii și a masselor sătești aceste metode de guvernământ sunt întrebuintate

cu toată furia. In momentul când scriem aceste rânduri se deschide la Cluj un mare proces de masă contra sindicatelor unitare și contra oricărui fel de activitate muncitorească in genere. Peste câteva zile va avea loc la București procesul pentru dizolvarea și legală a sindicatelor muncitorești unitare din Capitală, care de un an sunt de-acuma de fapt închise. La sfârșitul lunii vine în fața Casatei procesul Stefanoff în ultimă instanță. Guvernul simte bine, că adevăratul și singurul

pericol vine din această parte, din partea activității masselor. Din partea opoziției național-tărăniste nici-o grijă serioasă. Dimpotrivă, se vorbește din nou de o »apropiere« între liberali și șefii național-tărăniști în vederea unei rezolvări »pacific« a succesiunii și... continuității guvernului.

Va veni atunci rândul ca masele să-și spună cuvântul.

Delabla

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАШИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Наша анкета

код знаменитих европских политичара и књижевника
о Балканској Федерацији

Марио Пистоки

Марио Пистоки родио се је у Сезени (Италија) 1901. Учио је политичке и економске науке. Веома млад ступио је у италијански републикански покрет, у ком је био организатор, пропагатор и журналиста. Кроз четри године уређивао је »Il Popolano« (Пучанин), републикански орган Ромање; а затим »L'Italia del Popolo« (Народна Италија) у Равени.

Од 1924 избегао је у Француску. Члан је централног комитета антифашистичке концентрације, у ком представља републиканску партију. Ради његове политичке активности ли му је држављанство владиним декретом.

Често се каже да је Балкан вечна погубељ за Европу. Ако је то истина, онда се мора казати да најтежа одговорност зато пада на дипломатију великих сила — монопол политичких олигархија које владају земљом — које су увек гледале на Балкан као поље интернационалног уплетанја. Версајски уговор, који је после рата имао да обнови свет на принципима праведности, створио је нове границе, повећао победнике, кљаштрио побеђене без обзира на национални карактер тих земаља. Само су разлози интернационалне политике — као некада на Бечком конгресу — надахнули ауторе овог уговора. Из тога су настали највећи национални сукоби на Балкану и највећа љубомора међу балканским државама.

Македонско питање са свим његовим погубељним последицама за европски мир остало је суспендовано нерешено: Македонија, поделена на три дела између Бугарске, Грчке и Србије остаје поље замашне политичке акције, јер воља народа да сами одлучују својом судбином постаје сваки дан све јача.

Треба изменити сву организацију Балкана. Све док народи балканског полуострва буду поделени као стада између апсолутистичких династија и буду играчка у међусобном супарништву великих сила Балкан ће бити легло немира у овом веома осетљивом европском крају. Темелје нове организације Балкана, који ће му осигурати потребити мир за слободан развитак, показује цео свет и створиће их будућност: федерација балканских народа, окупљених у више република прама националном сродству. Иако је разумљиво да садашње владе балканских држава немогу да раде за ову сврху. Напротив они раде у опречном смислу, а одатле: супарништво, злоба, политичка нетрпљивост, оштра конкуренца, завојевачки и империјалистички ратови.

Монархије и диктатуре увек су исте. Њихови интереси увек су проти аспирацијама народа.

То је разлог зашто дефинитивно решење балканског проблема мора да започне политичком трансформацијом балканских земаља. Када све балканске земље постану републике и када суверенитет народа буде реалан и потпуни, федерација ових држава биће наравна потреба економског, моралног и политичког живота. Остало је само криво и лоше крпарење.

Марио Пистоки

Др. Манфред Георг

Др. Манфред Георг родио се је 22 октобра 1893 у Берлину. Учио је право и литерарну историју. Данас стоји у првим редовима малобројних немачких новинара, који се на сваком пољу одлучно бори проти реакцији и назови-револуцији. Др. Манфред Георг опажао је и критиковао све важније догађаје у Европи. Био је неко време вођа »републиканске странке«, која је међутим распуштена, а имала је задаћу да организује немачку »левицу«.

Критика га означаје у литератури као утемљитеља немачког »Short Story«.

Садашње решење националног питања на Балкану уследило је за време рата. То време није никад време праведности и слободе. Границе које је повукао мач — границе су самовољне и преко таквих граница нема мостова. Преко ограда од жица које деле балканске народе чује се само поклик мржње а класе које се налазе на власти у појединим државама гаје све што подржава ово непријатељство. **Те Владе** имају користи од мржње између народа, оне прогоне у својим земљама најокрутнијим средствима сваког противника њиховог режима. Ако данас читамо повинске извештаје легалне или илегалне штампе у балканским земљама, мора се човек да престаши од отворености и бестидности терора, кога провађају владе готово у свим југоисточним земљама и које не полажу готово нато никакву вредност да их држе за репрезентативне органе културних народа. Заправо су светски догађаји већ давно турили у позадину незнатне и мале националне борбе на Балкану поставивши на тапет друге и једино важне проблеме. Нема сумње за ниједног непристраниог економско-политичког мотрица да је дошао час за балканску унију. Балкан само тада може да постигне одговарајући положај у Европи и уопште свету, ако учини крај кривом мишљењу да има више различитих интереса на Балкану. Доста има различитих интереса владајућих класа, али само један једини прави интерес народа: мирна нагода у историјским преписима и умирење националне нетрпљивости, а то ће се испољити у лојалној свеви националних машина са културним државним јединицама, јер неће престати да постоје као националне заједнице.

Као што сада сви они, који праве ратне послове са издајом људи и човечанства израбаљују у унутрашњости балкански раздор исто је тако Балкан спекулативни објект за остале пословне политичаре Европе, што значи сталну погубељ за европски мир.

Балкан може да се супростави Европи само јединственим представништвом и јединственом вољом. Балкан може и мора да нађе инстанцу прама свом унутрашњом рушиоцу мира, која би као извршни орган балканског савеза имала моћ и право да од ових борбом растројених националних заједница створи неку врсту балканског друштва народа. Дали се то може остварити потпором великог друштва народа, оставимо отворено то питање.

Оно је по мом мишљењу још премладо и веома оптерећено капиталистичким традицијама својих утемељитеља, а да може да даде свом имену и пуни прави садржај. Балкан ће моћи да сам себи помогне и само тако да дођу на владу у свим његовим земљама људи и партије, чији програм не тражи одржање капиталистичко-националистичке поделе него стварање једнаких социјалних основа у свим

државама. Па код се створи свуда оба база приближиће се остварењу могућност мирног Балкана, који не познаје политичких уморства и полицијских тортура.

Др. Манфред Георг

Сиа-Тинг

Сиа-Тинг родио се је 1903 у кинеској покрајини »Хан-Веј« у долини Јанг-Тсе-Кианга. Његов је отац био председник општине у једном граду те покрајине. Пошто је свршио гимназију у главном граду своје родне земље пошао је Сиа-Тинг у Француску и учио у колежу у Диенпу, па у лисеју у Авру до октобра 1922, а тада одлази на студије у Немачку и учи у Хановеру.

Смрт његова оца присили га на нагли повратак у Кину у новембру 1923. Повративши се у Француску 1924 улази у школу политичких наука и прослеђујућ науцима он се бави активно Киоминтангом у Европи. Централни езекутивни комитет киоминтанга у Ханкау именује га у децембру 1926 »посматрачем« код »Друштва Народа«. Полази у Женева да прати деловање и контролише изјаве службеног представника пекиншке владе. После повратка у Париз био је изабран чланом езекутивног комитета Киоминтанга у Европи у исто је време делегат централног комитета у Ханкау за Европу. Сурађује у више листава у Паризу.

Садашње решење македонског питања не одговора ни принципима праведности и слободе ни интересима мира.

Ово је питање исто тако зло решено као што у опште сва питања народних мањина и потлачених народа. Лене

Вилсонове речи о »праву самоопредељења народа« постале су опиум, којим се служе империалисте да још јаче тлаче слабе народе, пошто им се наругаше. Тако неправедни и наједнаки уговори после светског рата фаворизирају на Балкану такозване силе победнице као Југославију, Румуњску и Грчку на штету других.

Садашњи режим који влада на Балкану је режим љуте реакције, окрутног терора. Само се по себи размисли, да права народних мањина нити су зајамчена нити поштована; да она то буду треба да се организује радни народ, да учини јединствени фронт са свим потлаченим народима и пролетаријатом читавог света е да изврши ову задаћу:

1^о да обори садашњи режим терора, који сада влада на Балкану;

2^о да се бори за уништење свих неправедних уговора о миру;

3^о да установи братску федеративну балканску државу, која ће заиста бити представник интереса свих народа на Балкану.

Утемељитељ Киоминтанга Суњатсен је рекао »Одсада неће бити више националних ратова, него ратови потлачених проти тлачитељима«.

Дананас је наша национална револуција у борби проти свом буржујском феудализму и империализму страних сила. Али ће помоћ и сарадња свих потлачених читавог света бити увет и њеног триумфа. Мислим да су ти увети исто тако потребни балканским народима, који се муче и боре као и ми.

Зато се обраћам радном народу Балкана и кажем му:

Боримо се заједнички, раме уз раме за слободу и независност потлачених народа и за прави мир света.

Сиа-Тинг

Апел Централног Комитета Уједињене У.М.Р.О.

Македонске новине обелодањују апел Централног Комитета Уједињене У. М. Р. О., кога овде ради његове важности и актуелности дословно доносимо:

Потлаченом македонском народу и македонским емигрантима.

Македонци!

Поново тече у Бугарској македонска крв! Поново падају македонске главе по софијским улицама и у петричком округу! Треба ли питати, ко је убојица Македонаца? Треба ли питати која ли је то разбојничка рука, која ли је то крвочлвна савест одлучила да пружи свету нови призор, који срамоти македонско име и његову част.

Свак зна ко може да буде убојица и који су то! Свак зна ко су мезимци фашистичке владе која сада харачи по Бугарској. Свак зна који су то плаћени целати који у по белу дана показују у Софији и петричком округу своје оружје и дижу своје револвере и ножеве проти Македонцима и Бугарима. Свак зна да је то увек иста злочиначка мафија, која има пет година увек изнова покушава да оружјем зачели уста Македонцима, да ослаби њихову вољу и мисли; која са зверским бесом убија и мучи македонски народ у Петричу и македонску емиграцију у Бугарској. Свак зна да су то исти плаћеници, које иностранство унајмљује, а које претежни део македонског народа у Бугарској означаје издајцима — и који убише мучки у задњим годинама више од хиљаде македонској ствари оданих људи.

Првенимо се од стида кад споменемо имена ових недостојних створова. Који Македонац може да остане миран при помисли, кад ова мафија купљених убојица покушава, да своје ужасне злочине покрије македонском народу светим именом, именом Унуграшње Македонске Револуционарне Организације Делчева, Груева, Пере Тошева и све оне плејаде македонских револуционара великог и чистог идеала?

Јучер је Иван Михајлов убио Протогерову, јер је овај пред четири године убио Тодора Александрова. Сутра ће из сличних разлога пријатељи Протогерову убити Ивана Михајлова. И то ће се тако наставити. Ова је мафија започела са братоубиством, па ће и свршити са братоубиством.

Али је расуло у крицу ове банде готова ствар. Она ће умрети под ударцима злочина и издаја, које је починила. Потпуни слом изазивачких акција, које је ова банда починила у Македонији на рачун и наговор иностранства, дискредитовао је сасвим ову организацију у очима македонског народа. Мали број Македонаца, који је још упркос сматрају као македонску организацију, нарочит се разувериле.

На македонском терену доживела је ова банда потпуно пораза. Македонске су масе добро схватиле да се овде ради

о новој форми некадашњег провокаторског врховизма, који је припремио пут ка катастрофи Македоније. Лишена потпоре македонског народа, презрена од Македонаца ишла је ова организација ка потпуном расулу. Аргументи силе, парабелума, којима су се увек утицали, јер су мислили да ће у њима наћи факторе живота — били су логиком догађаја узроци њихове физичке смрти.

Фашисти и бугарске патриотске галамције, духовни оци ове мафије, коју наоружане противу света што је поштена у македонском покрету и даваху подстрека њеној корупцији и деморализацији, данас хистерички вичу из свих сила да се мора престати са уморствима. Ове жалосне фигуре и неки Македонци истог кова из Софије шаљу данас у њиховој сметености апел за апелом на Македонце у Бугарској, у којима их опомињу да не суделују у борбама обају фашистичких крила, јер — како они кажу није у њиховој компетенци да даду о том свој суд. По њима би требало дакле да Македонци без икаквог протеста носе окове крвавог старатељства и да скрштених руку чекају исход борбе.

Не! Дужност је Македонаца у Бугарској да не ћуте и да не чекају!

Македонци знају веома добро да се међу фашистичким крилама не води борба за нову оријентацију македонског ослободилачког покрета него само зато, да се једноставно присвоји водство фашистичке О. Р. И. М., крваву диктатуру над телесним и духовним животом у Петричу и осталој Бугарској.

Македонци неће у овој борби бити на страни ни једних ни других, него ће водити енергичну борбу и противу једних и других да слома окове крвавог туторства и да на концу извојште своју слободу. Прогласиће јасно и неустрашиво, да ослобођење Македоније неће бити дело мафије и бандита, него дело читавог македонског народа, масовне борбе са одређеним путем и циљем и са племенитим и узвишеним моралом.

Македонци!

Ових се дана навршава двадесетипет година од Илинданског устанка, од ове величанствене народне епопеје, која је показала целом свету да смо ми јуначки народ и достојан своје слободе. Ова ће епопеја увек бити наш понос. Народ који је могао подигнути такав масовни устанак, такву револуцију као што илинденску такав ће народ наћи и данас у себи потребну снагу да извојшту своју слободу. Илинден нам је показао једини пут који води слободи: масовна борба, масовни устанак.

Симптоматично је да се управо уочи 25 годишњице Велике Македонске Револуције распада под ударцем својих злочина фашистичка мафија, састављена од плаћеника, која

je prisvojila sveto ime U. M. P. O. Delčeva, pod čijom se je zastavom izvršila Maqedonska Narodna Epopeja.

To je znak nove ere, ere izgradnje i porasta pravog nacionalno-revolucionarnog pokreta. Parola je bачena, база постављена, застава развијена. То је чиста револуционарна застава **У. М. Р. О. (Уједињене)**, која једина носи идеје и идеале Илињдена, род којом се куће сви поштени Македонци и чисти револуционери. Тако окупљен око своје националне револуционарне организације, са чистом свешћу о тежини

борбе, ослободен на гранитни савез свију револуционарних сила на Балкану ступаће македонски народ са издржљивошћу и смелошћу прамом новом, победоносном Илињдену, сломиће окове свог ropcтвa и извојштиће своју слободу.

Живела Македонска Револуција!

Живела Независна Македонија и Балканска Федерација!

Аугуст 1928.

Централни Комитет У. М. Р. О.
(Уједињена)

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Zar samo nespোরазумак?

U rujanskoj свесци берлинског часописа »Nord und Süd« napisao je Dr. Laza Marković опшрни чланак о хрватско-српским односима. Тај чланак имао је претензију, да пред ванјским свијетом прикаже у правом свијетлу хрватско-српске односе и да критички анализира узроке садашњег напетог политичког стања између Срба и Хрвата, између Београда и Загребa.

Ближи узрок за тај покушај Dr. Markovića било је уморство тројце хрватских заступника у јавној сједници београдске Народне Скупштине са стране његовог странаčkog друга Puniše Račića уз живо судјеловање других двају његових заступничких другова Tome Popovića и Jovanovića Luneta. Neposredni потицај био је наступ Dr. J. Krnjevića, главног тајника HSS, на сједницама Interparlamentarne Уније у Берлину, на којима је protestовао, да делегација крнје београдске Народне Скупштине представља и Хрвате и да то чине представници оне већине, чији су чланови уз вјеројатни пристанак одлучујућих фактора починили они užасни покољ над парламентарним представницима Хрвата, да онемогуче њихову даљњу борбу на парламентарном терену. У даљњим својим извјадјанима изјавио је представник HSS у име SDK, да та делегација SHS-парламента нема ни правног ни моралног опуномоћенја да на страни представља Хрвате и хрватски народ. Хрватски народ не признаје никаквих обвеза, а најмањи финансијалне терете, дугове, zajmove или било какве финансијско-економске трансакције, које би теретиле хрватски народ. Све су такве обвезе неважне и нишетне. По налогу водства давао је главни тајник Dr. J. Krnjević такве изјаве службеним личностима, јавној штампи, а сам је svakoga увјеравао, гдје је стигао и mogao.

Ми ћемо разумјети покушај Dr. Lazara Markovića, да razuvјeri јавно мнијење, када се сјетимо изјаву његовог именујакa Dr. Bogdana Markovića, гласовитог министра финансија у владата Velje Vukićevića. Тај директор Државне Хипотекарне Банке имао је за задаћу, да својим свезама омогући склапање једног великог страног займа и тако помогне, да се hegemonisti одрже још неко вријеме на власти. У ту сврху боравио је министар финансија Dr. Bogdan Marković више мјесеци у иностранству, највише у Лондону и Паризу и napokon јави својој влади, да му је успјело склопити заем од 50.000.000 енглеских pfunda, чија ће прва транша бити исплаћена почетком travnja т. г. Само зато треба још ратифицирати »nettunske конвенције«, jer то ради своје сигурности траже енглески bankari. Даљни је развој познат. Nettunske су конвенције ратифициране, а прва транша займа није ни до данас исплаћена...

Pred неко вријеме doniješe домаће и стране новине кратку изјаву бившег министра финансија Dr. Bogdana Markovića, да је заем био углавлjen и све било spremно и готово, samo да је *veleizdajnička акција изнутра онемогучила за сада ефектуирање займа.*

Tu vijest donesoše режимски листови без икаквог коментара, а страни са тихим разумијевањем...

Zato је разумљива акција Dr. Lazara Markovića у иностранству! Па tko би био и позванiji од njega, да пише о тако крупном problemu! Dr. Laza Marković — tvorac Vidovdanског Устава, идеолог радикалне странке и главни уредник њеног dnevnika »Samouprava«. У најважнијим питањима и моментима пита се njega и слуша се његова ријеч, он представља владајућу странку и SHS-државу на свим конференцијима на страни, а код куће даје директиве и по мало intrigira међу водјима своје странке, који га сви требају.

Pa што пише Dr. Laza Marković о српско-хрватском спору?

Читаву десетгодишњу борбу хрватског народа, борбе и stradanja кроз овај decenij radikalског пашоњања свраћа Dr. L. Marković на тежњу Хрвата на то, да *se popravi uprava и управни апарат!* А sav узрок нерасположења »Хрвата приписује он водји самосталних демократа« — Svetozару Pribičevićу.

Dr. Laza Marković зна врло добро, да то није тако, али njemu и режиму konvenira, да и даље vara европско јавно мишљење. Njima није доста, што је београдски диспозicionи фонд издао за страну штампу од 20. VI. ов. год., од дана pokolja Хрвата у Београду, 200 милиона динара у ту исту сврху. За то се мобилизовао sav апарат код куће и на страни. У ту сврху djeluju сва poslanstva и све агенције. За то се плаћа и београдска режimsка штампа. Још је и danas уредник београдског lista »Јединство« Salković, који је кроз мјесеце са својим другом Ristovićем позивао у овом listu на уморство Stjepana Radića све до извршења смртне осуде над seljačким водјом, на plateжном списку Министарства финансија (»Krijumčарски фонд«) са 3000 Din. мјесечно, на plateжном списку Министарства unutrašnjih djela са 2000 Din., у onom Министарства inostranih djela са 1500 Din. мјесечно. На истим се списковима налази и режimски новинар Pera Taletov, који сада onako gnjusно напада ослободилачку борбу хрватског народа и позивље своје господаре, да silom сломе svaki отпор против оправданог hegemonizma Србијанаца. У ту сврху пише и Laza Marković, који ad usum Delphini извјешчује против свог бољег saznanja јавно мнијење.

Режим и он знају врло добро, да се борба Хрвата не креће око тога, да ли ће остати овакве области или неће, да ли ће се проширити или више njih složitи у једну, да ли ће такве области моћи namještati чиновнике и послужнике, да ли ће имати већа права на државне primitke или ће као dosada živјети од мrvica!

Та борба иде проти temelјима ове државе — проти tiraniji и hegemoniji, а за слободу и равноправност!

Vlastodršci знају то и за то stiskaju своје редове. I ако njihове странке службено deklamiraju о слободи, о широким samoupravama и о dekoncentraciji управе, njihови су водје једнодушне у том, да неће оно, што Хрвати траже. Zar valјda и vlastodršci не би htјjeli бољу управу и бољи чиновнички апарат, у неким крајевима и веће samoupravne јединице? Они то сигурно hoće, али у борби против Хрвата употребљавају друге ријечи и изричу друге misли. »Широка југославенска« душа, идеолог демократске странке министар просвјете Milan Grol govori о prednostима »centralног дијела народа«, а гласовити vikač fraze »Југословени на okup« čика Lјuba Davidović изјављује, да је београдске чаршија платила порез за сто година unaprijed. Organ бившег министра ванјских послова Momčila Ninčićа »Vreme« galami у стилу Pašičевог govора у Bjelini »Ovu су државу stvorile оловне kuglice — а не gumеи! — samo ће ју takove и razdijeliti«. Вајни водја српских zemљорадника Joca Jovanović изјављује, да би federalistička форма државе značilo slabljenje ове државе, па за то ће његова странка бити проти federalističnim настојањима Хрвата.

Ti govori водја srbijanskih stranaka најбоље нам илустрирају душевно raspoloženje hegemonista, а београдска штампа: »Politika«, »Pravda«, »Vreme«, »Samouprava« и »Јединство« otkrivaju нам prave узроке садашње политичке situacije и namјере velikosрpske buržoazije.

Njima konvenira, да пред ванјским свијетом sada kažu,

kakve li je lake prirode nesporazumak Srba i Hrvata. Dr. Laza Marković nadodaje, da će nekoliko neznatnih popravaka na njegovom velikom djelu — Vidovdanskom Ustavu — umiriti Hrvate i da će onda kroz militarističku, reakcionarnu i karmarilsku SHS državu proteći med i mlijeko.

Vodje hegemonističkih stranaka očigledno ne vjeruju u ono, što govore. Ali da budu i više nego uvjereni, trebali bi li ti svi vodje — i Lazar Marković i Milan Grol i Ljuba Davidović i Joca Jovanović — da zadju malo u hrvatske zemlje, da se stave u kontakt sa širokim hrvatskim masama, sa seljacima i radnicima, pa da vide, što hrvatski narod hoće, kako on misli i osjeća. Tada bi osjetili, kako je i govor vodje HSS Dr. Vlatka Maćeka nad grobom zaprežičkih žrtava, kada 1903 ostadoše mrtva tri seljaka pri nasilnom skidanju mađjarske zastave kao simbola mađjarskog hegemonizma i tuđe supremacije, kojim traži »slobodnu Hrvatsku u okviru ove države« samo diplomatska i taktična doskočica, jer te mase, jer čitav radni hrvatski narod neće ništa da čuje za »taj okvir ove države«.

Ne! Borba Srba i Hrvata — da govorimo u stilu beogradske buržoaske štampe — *premda to u stvari nije borba Srba i Hrvata nego borba hrvatskoga i ostalih potlačenih naroda proti hegemoniji i tlačenju* — nije nikakav nesporazumak!

Nije to nikakva stranačka borba za nekakav taktični uspjeh, a još manje, što joj Dr. Laza Marković pred naivnim svijetom zlobno podmeće samo neka sentimentalna težnja za boljom upravom i reformom upravnog sistema.

Kad bi Dr. Marković i režimlje zbilja vjerovali u ono, što pišu i govore — onda bi to bio zapravo njihov tragični nesporazumak!

Jer je borba Hrvata: *borba za potpunu samostalnost i neodvisnost!*

U toj borbi hrvatski narod neće sustati! U zajedničkoj suradnji sa ostalim potlačenim narodima postignuti će svoj cilj — *skršit će okove ropstva i ostvarit će svoju slobodu.*
Zagreb, 12. IX. 1928.

Krešimir Ivačić

Razvitak hrvatskog nacionalnog pokreta

Posle Velike Francuske Revolucije ideja oslobodjenja naroda dobija snažnog poleta u Evropi, i od tada još datira i nacionalno gibanje medju narodima na Balkanu.

Prvi narodni prosvetitelji u Hrvatskoj počinju da se okupljaju oko Ljudevita Gaja i Janka Draškovića, koji ideju oslobodjenja stavljaju na širu slovensku bazu, upotrebljavajući ilirsko ime pod kojim bi se ujedinili svi narodi na Balkanu.

Ilirski pokret naišao je na otpor kod gotovo svih Srba, koji su se oduševljavali za srpski naziv. I pošto je Gaj uzeo štokavštinu kao književni jezik, pokušavalo se sa srpske strane da se i na Hrvate proširi srpsko ime. Iz razloga tih težnji, ilirizam i pan-srbizam našli su se ubrzo u sukobu.

To dovodi i do reakcije od strane Ante Starčevića, koji počinje da budi hrvatsku nacionalnu svest, tražeći da se »sva plemena Slovenskog Juga priključe Hrvatskoj«. Starčević je čak poricao srpsko ime, izvodeći na osnovi svojih istorijskih dokazivanja da srpsko ime u istoriji nikako nije ni postojalo, — isto tako kao što se sa srpske strane dokazivalo nepostojanje hrvatskog imena.

Nastala je takva situacija, da su i pan-srpska i pan-hrvatska ideja išle za »narodnim jedinstvom«, ali da je ta razlika u nazivima podelila narode u dva do krajnosti neprijateljska tabora.

Period ilirizma završava zapravo 1848. god., pošto je dao kao rezultat veliki otpor sjedinjenih Srba i Hrvata u Hrvatskoj — pod banom Jelačićem — protivu Mađjara, doprinevši ugušenju mađjarske revolucije.

Revolucionarna borba za nezavisnu Hrvatsku.

Posle 1848., kada Austrija uvodi apsolutizam u Hrvatskoj — germanistički centralizam — jedan od Starčevićevih drugova, Eugen Kvaternik, odlazi u Evropu da kod talijanskih nacionalista, poljskih revolucionara i Napoleona III nadje pomoć za jedan hrvatski revolucionarni pokret sa svrhom ocepjenja Hrvata od austrijske monarhije.

Potučena kod Solferina, Austrija postaje tolerantnija prema svojim narodnostima, pa se tako saziva i Hrvatski Sabor 1861. god., na kome su Starčević i Kvaternik osnovali Stranku Prava, koja je zahtevala potpunu nezavisnost Hrvatske. Čitavi Hrvatski Sabor od 1861. god. postavio se na stanovište za sasvim nezavisnu hrvatsku državu, koja bi u najboljem slučaju stupila sa Austrijom i Mađjarskom u federativne odnose. Zbog ovakvog svoga držanja bio je Hrvatski Sabor raspušten.

Kvaternik posle toga mora opet da beži u inostranstvo, gde nastavlja svoju akciju, tražeći od Cavour-a potreban novac i oružje da oboruža Hrvate za ustanak.

I ako su Starčević i Kvaternik bili u istoj stranci, izmedju njih je postojala jedna osnovna razlika: Kvaternik je bio ubedjeni revolucionar, a Starčević legitimista.

Kvaternik se stoga odvaja od Starčevića, vodeći zasebnu revolucionarnu akciju. 1871. god. njemu je uspelo da podigne na ustanak hrvatsku Vojnu Krajinu, protivu Austrije. U Rakovici Kvaternik obrazuje tada i zasebnu Hrvatsku Vladu. Međutim, austrijskoj vojsci je uspelo da razbije ustanike 11. oktobra 1871. god. Jedan od razloga toga poraza bio je i otkazivanje obećane pomoći ustanicima od strane bosanskih begova. Tako Rakovički Ustanak biva ugušen, a Kvaternik i njegov drug Vjekoslav Bach odmah streljani.

Manevri i nametanje kompromisa.

Po porazu kod Koenigsgractza, 1866. god., Austrija je smatrala za prvi zadatak da se pogodi sa Mađjarima, kao najvažnijim narodom u monarhiji u to vreme. Tako je došlo do stvaranja austro-ugarske nagodbe i uredjenja monarhije na dualističkoj osnovi.

Mađjari, osetivši ipak da ne bi mogli sasvim suzbiti otpor Hrvata, ponudili su im preko Franje Deaka kompromis, na osnovi jedne uže realne unije.

Ideja kompromisa bila je u tome, da Hrvatska dobije autonomnu legislativu i autonomnu egzekutivu za unutarnje poslove, prosvetu, pravosudje, higijenu i narodno gospodarstvo. Ostali resori bili su zajednički, ali je bilo potpuno garantovano uredovanje hrvatskim jezikom na području autonomne Hrvatske. Zatim, Hrvati ne biraju u mađjarski sabor poslanike, nego samo Hrvatski Sabor odašilje u Peštu delegate. U onom delu vojske, koji se zove domobranstvo, dobivaju Hrvati svoju zasebnu hrvatsku vojsku sa hrvatskim jezikom. Finansijski odnosi bili su uredjeni na ovaj način: 44% svih prihoda zadržavaju se za Hrvatsku, 56% za zajedničke poslove, t. j., za finansije, poštu, saobraćaj, vanjske poslove i vojsku. Trgovina i industrija sačinjavali su sastavni deo finansija.

Ovakvu vrstu nagodbe Hrvati nisu hteli da prime, nego je ona veštački provedena preko jednog oktroiranog Sabora, sastavljenog po banu Levin Rauchu. Taj Hrvatski Sabor je 1868. bio odobrio ovakvu nagodbu sa Mađjarskom.

Starčevićeva Stranka Prava ostaje i dalje na osnovi potpune negacije i tražeći — na osnovi istorijskog legitimiteta — nezavisnu hrvatsku državu.

S druge strane, stvorila se je u Hrvatskom Saboru »Narodna Stranka«, priznavajući nagodbu kao gotov čin koji se više ne da srušiti, i nastojeći da u Hrvatskoj dobije vlast u ruke pa da, po mogućnosti, proširi hrvatska prava zakonskim putem. Narodna Stranka predstavljala je čisto oportunističko-nacionalnu struju, sa težnjom za prisajedinjenjem Vojne Krajine hrvatskom području.

Mađjari nastoje za to vreme da što više suže ta nagodbena prava Hrvatske i da u hrvatske poslove uvedu mađjarski jezik. Zbog te nasilne politike otišla je i Narodna Stranka u opoziciju.

1883. god. dolazi do ustanka, koji biva ugušen, a u Hrvatskoj se proglašuje opsadno stanje, sa komesarom generalom Ramberg.

Period represije i ustajalosti.

Posle svega ovoga, u Hrvatsku se šalje za bana grof Khuen Hedervary, koji je osim sistematske represije uveo takvu izbornu geometriju i izborni sistem, da je vlada uvek mogla računati na sigurnu većinu.

Cenzus za glasanje bio je 60 zlatnih kruna, tako da su seljaci i radnici bili gotovo potpuno isključeni od glasanja. Od pučanstva su dakle glasali samo trgovci i zanatlije, kao i mali deo vrlo bogatih seljaka. Od nezavisne inteligencije imali su pravo glasa samo oni, koji su imali doktorat kojega fakulteta. Svi državni činovnici imali su, bez izuzetka, pravo glasa — pa makar nemali više od četiri razreda pučke škole.

Uz to je Khuen izveo novu izbornu geometriju na taj način, da je od sigurnih kotara za vladu napravio po četiri od jednog, a opozicione kotare sastavio je po četiri u jedan. Tako se desilo da je, na primer, kotar Srb imao u svemu

74 birača, koji su birali jednog poslanika, i od njih su 42 glasača bili državni činovnici, a glasanje je bilo javno. Naprotiv, kotar Ludbreg imao je 6000 birača, koji su takodje birali samo jednog poslanika.

Khuenu je uspjelo da se na taj način održi u Hrvatskoj punih dvadeset godina. To tim lakše, što su svi Srbi u Hrvatskoj — zbog svadje sa hrvatskom opozicijom, koja je negirala srpstvo — bili pošli listom uz Khueno. Tako za celo vreme Khuenove vladavine nije bilo u Saboru ni jednog srpskog opozicionara.

Radjanje novog hrvatskog nacionalnog pokreta.

Sve do 1903. god. vladalo je u Hrvatskoj stanje potpunog mrtvila. I sama hrvatska opozicija se bila pocepala u razne frakcije, daveći se u legitimističkom oportunistu — dok hrvatske mase međutim nisu imale pravo glasa i niko se za njih nije interesovao.

Kod hrvatske opozicione inteligencije bio se razvio kult prošlosti i političko nekrofilstvo. Naime, ljubav prema mrtvim Hrvatima i mrtvoj Hrvatskoj prošlih vekova, a u isto vreme potpuna indiferentnost prema živom narodu. Uz to, ta inteligencija počinje dosta aktivno da izrabljuje i materijalno iskorišćuje hrvatski narod, što se naročito opaža kod advokata, bankara itd. Hrvatski seljak sve više osiromašuje i hrpimice se seli u Ameriku.

U to doba počinje važna uloga Stjepana Radića. On postavlja kao program na prvo mesto pomirenje između Hrvata i Srba, da bi se zajednički oduprli nasilju Madjara i da bi srušili Khueno. Tu se Radić nalazi zajedno i sa Svetozarem Pribičevićem, koji je u to vreme bio jedan od vrlo retkih srpskih opozicionara. Njih dvojica pokreću »Narodna Misao«, koja je značila jedan preokret za hrvatsku i srpsku inteligenciju u Hrvatskoj.

Ali Radić se doskora raskrštava sa hrvatskom inteligencijom, pošto je postavio kao glavnu osnovu narodnoga rada organizovanje i prosvetivanje seljaka, bez obzira na to što oni nemaju pravo glasa. Na tome putu ga hrvatska inteligencija nije htela da sledi, pošto je ipak nešto baštinila od mentaliteta feudalnog plemstva, smatrajući seljake kao inferiorni element u zemlji.

Radić počinje da stvara seljačke organizacije u selima, otvara analfabetske tečajeve za seljake, izdaje za njih listove i brošure, i u saradnji sa svojim bratom Antom Radićem pokreće list »Seljački Dom«, postavljajući osnove seljačke stranke.

Glavna ideja Radićeva, s obzirom na političke metode, bila je organizovanje seljački pacifizam. On je smatrao da narod ne treba da ustaje protivu vlasti oružjem u ruci, ali da ne treba ni da se boji vlasti — a kada narod bude organizovan, nema te vlasti koja može da provede bilo koju odredbu protivu volje naroda.

Pribičević se takodje ubrzo rastaje sa Radićem i odlazi sa hrvatskom inteligencijom. Tako dolazi do stvaranja hrvatsko-srpske koalicije 1906. god., koja zaključuje saradnju sa madjarskom Košutovom opozicijom. Kada je Košut 1906. došao u Madjarskoj na vlast, on je izdao odredbu da državni činovnici svi skupa glasaju za hrvatsko-srpsku koaliciju. Tako je koaliciji uspjelo da usprkos Khuenovog izbornog sistema obori madjarone.

Frankovci i starčevićanci — dve frakcije Stranke Prava — dobiju oko 20 mandata na izborima 1906. god. Radić naprotiv nije dobio ni jedan mandat.

Hrvatska inteligencija ostaje i dalje pri osvajanju malog broja ljudi sa pravom glasa, vodeći samo borbu o mandate. Dotle Radić pridobija svu masu seljaka, potpuno prepuštenu samu sebi i bez prava glasa.

1908. dolazi Radić u Sabor sa tri mandata. U Sabor 1910. sa dvanajest mandata. U Sabor 1913. opet sa tri mandata, ali sa isto toliko glasova kao i hrvatsko-srpska koalicija (45.000 glasova).

Hrvatsko-srpska koalicija dolazi u sukob sa Košutom oko pitanja službenog jezika na željeznicama u Hrvatskoj, oko t. zv. »željezničarske pragmatike«. Taj je sukob na prvom mestu služio austrijsku politiku grofa Aehrenthala, a izaziva u samom početku već ostru opstrukciju hrvatskih delegata u peštanskom saboru.

Tada nastaju i proganjanja, i u Zagrebu se priredjuje veleizdajnički proces 1909. god., a 1911. god. dolazi do Friedjungovog procesa u Beču — što je sve imalo za cilj poglavito zastrašivanje nacionalnog pokreta u Bosni.

1910. god. dolazi do abolicije zagrebačkog veleizdajničkog procesa, kao posledice političkih manevara bana Tomašića i hrvatsko-srpske koalicije. Svetozar Pribičević stvara pakt u ime hrvatsko-srpske koalicije sa banom Tomašićem radi aboliciranja toga procesa i oslobađanja svih

veleizdajnika, a u prvom redu Pribičevićeve braće Adam i Valerijana.

Tužen od strane hrvatsko-srpske koalicije, profesor Dr. Friedjung morao je na sudu u Beču 1911. god. da poveruje svoja »dokumenta« o veleizdaji hrvatsko-srpske koalicije.

1910. dolazi do Cuvajevog komesarijata, a 1913. hrvatsko-srpska koalicija dolazi opet u sabor i u Pešti ide sa Tiszom.

Omladinski nacionalistički pokret i Svetski Rat.

Posle drugog komesarijata pod Cuvajem pojavljuje se omladinski pokret protivu legitimističke politike Hrvatskog Sabora. Omladina postavlja zahtev revolucionarne borbe i ocepjenja od monarhije, a istovremeno zahteva Savez Federativnih Republika Južnih Slovena.

Kao rezultat toga revolucionarnog raspoloženja omladine nastaju atentati protivu madjarskih komesara. 1911. g. na dan otvaranja prvog Bosanskog Sabora, Bogdan Žerajić puca na generala Varešanina, guvernera Bosne. Jukić puca na Cuvaja 1912. god., Planinšćak takodje na Cuvaja 1912. god. u oktobru, Dojčić na Škerleca 1913. u junu, Šefer i Herzigonja opet na Škerleca iste godine, a najzad dolazi i do Sarajevskog atentata 1914. god., pri čijem je organizovanju međutim »Crna Ruka« imala najvažniju ulogu.

U samom početku Svetskog Rata Pribičević biva interniran u Pešti. Radić se isprva oslanja na Centralne Sile, i prve njihove pobeđe iskorišćuje da zahteva ponudu mira. U Beču predlaže stvaranje države svih Južnih Slovena na federalističkoj osnovi i u okviru habsburške monarhije. Pravaši, a naročito frankovci, zastupaju trializam i obrazovanje hrvatske države u sklopu monarhije.

1917. god. kod Radića nastaje preokret. On počinje da smatra i da izjavljuje da Habsburzi idu za germanizacijom Slovena, a ne za uredjenjem države na narodnom suverenitetu, i stoga se stavlja na stanovište da bi Austro-Ugarska trebalo da prestane da egzistira. Glavni Odbor Radićeve Hrvatske Seljačke Stranke prihvata i proglašuje 1917. god. republikanski program, i počinje da vodi propagandu za odvajanje slovenskih naroda od habsburške monarhije.

Uostalom, u Austro-Ugarskoj nastaje 1917. god. već pravo rasulo. Nered u administraciji, opšta dezorganizovanost, dezertiranje u masama i stvaranje »zelenog kadra«, kao i celokupna situacija uopšte, onemogućavali su sistematsku i ostriju političku represiju.

S druge strane, u Hrvatskoj je vladala opšta duhovna dezorijentacija, u kojoj je dočekala i kraj Svetskog Rata.

Okupacija Hrvatske i Narodne Vijeće.

Po slomu Austro-Ugarske, uz pomoć savezničkih vojnih jedinica, srpske trupe su okupirale Hrvatsku i na taj način odmah u početku onemogućile narodu da se slobodno izrazi o obliku svoje buduće države.

U toj situaciji, uz pomoć savezničkih i srpskih bajoneta, sazvano je hrvatsko Narodno Vijeće, koje je bez konzultiranja narodne volje i neovlašćeno proglasilo prisajedinjenje Srbiji. Njegove odluke o prisajedinjenju bile su u potpunom skladu sa odredbama Krfskog Pakta od 20. jula 1917. god., zaključenog između Nikole Pašića i Dr. Ante Trumbića, predstavnika Jugoslovenskog Odbora u inostranstvu.

U toj političkoj igri, Dr. Trumbić, Dr. Anton Korošec i Svetozar Pribičević imali su glavnu ulogu, kao agenti dinastije Karadjordjevića, sprovodeći njenu politiku preko pomenutog Jugoslovenskog Odbora, stvorenog u samom početku rata od hrvatskih, slovenačkih i srpskih emigranata iz Austro-Ugarske monarhije.

Jugosl. Odbor je zastupao u antantinim zemljama politiku »narodnog jedinstva« i ujedinjenja sa Srbijom. Predsednik mu je bio Dr. Trumbić, a glavni članovi Dr. Nikola Stojanović, Ivan Meštrović, Veljko Petrović, Dr. Niko Zupančić itd.

Od poznatijih političara bio je jedini protivnik politike toga Odbora, u inostranstvu, Fran Supilo. On je odmah pravilno uvideo da Jugoslovenski Odbor nije ništa drugo nego filijala srpske vlade na Krfu.

Stjepan Radić i Hrvatska Republikanska Seljačka Stranka odmah su se izjasnili bili protivu odluka »Narodnog Vijeća« i Krfskog Pakta, protivu politike Jugoslovenskog Odbora i srpske vlade.

Po pitanju ujedinjenja, Radić je zahtevao da se ono ne izvodi prostim, formalnim glasanjem ranijih, bivših poslanika, nego po sporazumu hrvatskog i slovenačkog naroda sa Srbijom. Njegov program je bio federalistički i republikanski.

Imperijalistički Beograd video je u tome odmah opasnost po svoju hegemoniju, i Radićeva opozicija je ubrzo bila proglašena za destruktivnu.

Radić i Hrvatska Republikanska Seljačka Stranka odgovorili su na sve to apstinencijom, ne učestvujući u

beogradskoj Skupštini punih šest godina. Tako niti centralistički Vidovdanski Ustav nije donesen uz saradnju Hrvatske Republikanske Seljačke Stranke, koja je najodlučnije bila protivu njega.

Pariz.

Rodoljub Jurišić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΤΟ ΜΑΚΕΔΟΝΙΚΟ ΔΡΑΜΑ*)

Η ΔΟΛΟΦΟΝΙΑ ΤΟΥ ΣΤΡΑΤΗΓΟΥ ΠΡΩΤΟΓΕΡΩΦ

Ο Ίβαν Μιχαήλωφ και οι φίλοι του ήθελαν να ξεφορτωθούν πρό πολλού τον Πρωτογέρωφ. Στην σελίδα 96 του βιβλίου «Οι προδότες της Μακεδονικής υπόθεσης» διαβάζουμε:

«Τὸν Φεβρουάριο τοῦ 1925 ἐψήφισαν (οἱ φίλοι τοῦ Τ. Ἀλεξάνδρωφ, Μιχαήλωφ κ.τ.λ. — Δ. Β.) ἐπ' εὐκαιρίας τῶν ἐκλογῶν στὴν Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ τῆς ὀργάνωσής τους, ἐνάντια στὴν ὑποψηφιότητα τοῦ Πρωτογέρωφ. Οἱ ἀντιπροσωπεῖα τοῦ ἐξωτερικοῦ τῆς ὀργάνωσής τους Παρλίτσεφ, Βαϊδάρωφ, Τομαλέφσκυ, Βάδεφ) δημοσίευσαν ἐπιδεικτικὰ στὸν βουλγαρικὸ τύπο μιὰ δήλωσι, ἣ ὅποια ἔλεγε, ὅτι τὸ Συνέδριο ἐξέλεξε στὴν Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ τὸν Ίβαν Μιχαήλωφ ὀρόφωνα καὶ τὸν Πρωτογέρωφ μὲ ἀπλὴ «πλειοψηφία». Οἱ ἐφημερίδες τους «Πλινδεν» καὶ «Νεζαβίσιμα Μακεδόνια» γράφουν ἀκατάπαντα, ὅτι ὁ μόνος ἀρχηγὸς τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ., εἶναι ὁ Ίβαν Μιχαήλωφ. Μὲ κάθε εὐκαιρία ζητοῦν νὰ ἐμφυτεύσουν στὴν βουλγαρικὴ καὶ εὐρωπαϊκὴ κοινὴ γνώμη, τὴν ἀποψη, ὅτι, ὁ Πρωτογέρωφ δὲν παίζει στὴν Ο.Ρ.Ι.Μ. κανένα ρόλο καὶ ὅτι ὁ ἀληθινὸς διάδοχος τοῦ Τόδορ Ἀλεξάνδρωφ σ' αὐτὴν τὴν ὀργάνωσι εἶναι ὁ Ίβαν Μιχαήλωφ.

Τὸ καθῆκο που ἀνέλαβαν τὰ ἀναφερθέντα φασιστικὰ ὄργανα, συνεχίζεται ἀπὸ τὴν «Μακεδονία» τῆς Σόφιας καὶ τὴν «La Macédoine» τῆς Γενεύης.

Δὲν εἶναι πολὺς καιρὸς, ποῦ ἔδωσε ὁ Μιχαήλωφ μιὰ συνέντευξι στὸν ἀνταποκριτὴ τῆς ἀμερικανικῆς ἐφημερίδας «Chicago Daily News». Στὴν συνέντευξι του αὐτὴ μίλησε ὁ αἰμοσταγῆς συμμορίτης γιὰ τὴν τρομοκρατικὴν πράξι τῆς ὀργάνωσής του καὶ ἐδήλωσε ὅτι θὰ ἐξακαλουθῆσῃ αὐτὴ τὸν ἀγῶνα μὲ τὰ ἴδια μέσα. Πρὶν ἀπὸ τὴν συνέντευξι αὐτὴ προηγήθηκε ἕνα σημεῖωμα, στὸ ὅποιο ἐξυμνεῖ ὁ ἀνταποκριτὴς τὸν Μιχαήλωφ τὸν «ἀρχηγὸ» τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ.» Ἡ καθημερινὴ ἐφημερίδῃ «Μακεδονία» τῆς ὁποίας ὁ διευθυντὴς εἶναι ὁ Γ. Κούλιχεφ, ἕνα μέλος τῆς κεντρικῆς μακεδονικῆς μáfιας στὴν Σόφια, δημοσίευσε τὴν συνέντευξι αὐτὴ στὴν πρώτη σελίδα, ὅπου προσπαθεῖ νὰ ὑπογραμμίσει ὅτι ὁ Ίβαν Μιχαήλωφ εἶναι ὁ ὁ «ἀρχηγὸς τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ.»

Ἀπὸ μερικὸς μῆνες τὰρᾶ διεξάγη ὁ Γ. Βαϊδάρωφ ἕνα εἶδος ἐπιθεώρησης τῶν ὁμάδων τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ. στὴν περιοχὴ τοῦ Πέτριτς, ὁμιλᾷ ἀνοικτὰ ἐνάντια στὸν Πρωτογέρωφ καὶ ἀφήνῃ νὰ διαβλέπεται ἡ ἀνάγκη τῆς ἀπομάκρυνσής τοῦ Πρωτογέρωφ ἀπὸ τὴν διευθύνσι τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ.

Οἱ εἰδήσεις ποῦ λάβαμε πρὸ ὀλίγου ἀπὸ τὴν

Βουλγαρία λέγουν ὅτι ὁ ἀγῶνας μεταξὺ τῶν φασιστῶν Μακεδόνων πείραν τεράστιες διαστάσεις. Ἄς ἀναφέρουμε ἐδῶ μέσα σ' ὅλα καὶ τὴν εἶδησι ποῦ δημοσιεύθηκε στὶς ἐφημερίδες τοῦ ἐξωτερικοῦ ὕστερα ἀπὸ τὴν δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ, κατὰ τὴν ὅποια ἤδη τὸ περασμένο φθινόπωρο ἔχει διαπραχθῆ μιὰ ἀπόπειρα ἐνάντια στὸν Πρωτογέρωφ.

Ὅλα αὐτὰ ἀποδεικνύουν ὅτι, ὁ Ίβαν Μιχαήλωφ καὶ οἱ φίλοι του προετοίμαζαν ἀπὸ τὴν δολοφονία τοῦ Ἀλεξάνδρωφ τὸ ἔδαφος γιὰ τὴν «ἀπομάκρυνσι» τοῦ Πρωτογέρωφ. Φύλαγαν τὴν κατάλληλη στιγμή, ἣ ὅποια τοὺς δάθηκε τὰρᾶ Στὴν πραγματικότητι δὲν ὑπῆρχε γιὰ τὸν Διάπτσεφ-Βόλκωφ καμμιὰ καταλληλότερη στιγμή, γιὰ νὰ ξεφορτωθῆ ἕναν ἀξιωματικὸ, ἕναν φίλο τῆς ἐχθρικῆς κλίμας, ἀπὸ τὴν τωρινὴ, ὅπου προεταίμαζε ὁ Τσάγκωφ ἀνοικτὰ ἕνα πραξικόπημα.

Τὸ ὅτι ἡ δολοφονία διεξήχθη ἐν γνώσει καὶ μὲ τὴν βοήθεια τῆς κυβέρνησής, ἀποδεικνύεται φανερὰ ἀπὸ τὴς ἐνέργειες τῆς κυβέρνησής αὐτῆς ὕστερα ἀπὸ τὸ ἐγκλημα.

Οἱ δολοφόνιοι δὲν συνελλήφθησαν. Ὁ τύπος ἔλαβε ὁδηγίαι, νὰ μὴ γράψῃ τίποτε τὸ οὐσιώδες γιὰ τὴν δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ νὰ μὴ ἀναζητηθοῦν οἱ αἰτίοι. Ἡ ἐφημερίς «Μίρ» δημοσιεύει μιὰ δήλωσι τῆς ἀντιπροσωπεῖας τοῦ ἐξωτερικοῦ τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ. Σ' αὐτὴν τὴν δὶλωσι λέγεται ὅτι ὁ Πρωτογέρωφ δολοφονήθηκε κατὰ προσωπικὴν διαταγὴν τοῦ Ίβαν Μιχαήλωφ, χωρὶς γνώσιν τοῦ τρίτουμέλους τῆς Κ. Ἐπιτροπῆς, Γ. Χρίστωφ, καὶ ὅτι ὁ Ίβαν Μιχαήλωφ παρέβη μὲ τὴν πράξι του αὐτὴ τὰ καταστατικὰ τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ. Αὐτὸ τὸ φύλο τῆς «Μίρ» κατεσχέθη ἀπὸ τὴν κυβέρνησι. Ὁ τύπος τῆς Σόφιας εἶναι γεμάτος ἀπὸ λεπτομέρειες τῆς ζωῆς τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ τῶν «ὑπηρεσιῶν» ποῦ προσέφερε στὴν μακεδονικὴ ὑπόθεσι, δὲν βρίσκει ὅμως κανέναν, ὅτε μιὰ λέξι γιὰ τοὺς ὑποκινητὰς τῆς ἀπόπειρας καὶ τοὺς λόγους οἱ ὅποιοι ὄπλισαν τὸ χερὶ τους.

Τὰ ἔπακόλουθα τῆς δολοφονίας στὴν φασιστικὴ Ο.Ρ.Ι.Μ. καὶ στοὺς ἀρχηγούς τοῦ Ἐθνικοῦ Κομιτάτου.

Ἡ δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ προξένησε μεγάλη σύγχυσι στοὺς κύκλους τῶν ἀρχηγῶν τῆς φασιστικῆς Ο.Ρ.Ι.Μ. καὶ τοῦ Ἐθνικοῦ Κομιτάτου. Φαίνεται ὅτι οἱ ὀργανωτὴς τῆς δολοφονίας δὲν ἦταν σὲ θέση νὰ λογαριάσουν ἀκριβῶς τὴς συνέπειες ποῦ θὰ προξενούσε αὐτὸ τὸ ἐγκλημα στὴν ὀργάνωσι τους.

Οἱ ἐμπνευστὴς τοῦ Ίβαν Μιχαήλωφ, ἀκόμη καὶ ἐκεῖνοι οἱ ἄνθρωποι οἱ ὅποιοι προσπαθοῦσαν νὰ τὸν βάλλουν ἐπὶ κεφαλῆς τῆς ὀργάνωσής γιὰ

*) Συνέχεια ἀπὸ τὸ προηγούμενο καὶ τέλος.

νά τὸν κάμουν ἕνα ἀναντίρρητο καὶ ἀδιαφιλονίκητο «ἀρχηγό» τ' ἄχασαν καὶ ἀρχίζον ἤδη νὰ τραβιούνται ἀπ' αὐτόν.

Ἔτσι κατηγοροῦν οἱ Πάρλιτσεφ, Μπαζδάρωφ, Τομαλέφσκυ καὶ Βάδεφ, τὰ μέλη τῆς ἀντιπροσωπείας τοῦ ἐξωτερικοῦ τῆς φασιστικῆς Ο.Ρ.Ι.Μ., σὲ μιὰ δήλωση ποῦ ὑπογράφεται ἀπὸ τοὺς Γ. Πάπ Χρίστωφ καὶ Πέτερ Χαρδάνωφ — ἡ νέα Κ. Ἐπιτροπὴ χωρὶς τὸν Ἰβάν Μιχαήλωφ — σὲ ὅλες τὶς μορφές τὸν Ἰβάν Μιχαήλωφ γιὰ τὴν δολοφονία καὶ δηλώνουν ὅτι «στέκεται ἔξω ἀπὸ τοὺς νόμους» τῆς ὀργάνωσης, ἕνα πρᾶγμα τὸ ὁποῖο σημαίνει ὅτι «τὸν καταδικάζουν σὲ θάνατο».

Αὐτοὶ οἱ ἴδιοι χθεσινοὶ σύμβουλοι τοῦ Μιχαήλωφ φοβοῦνται ἀκόμη καὶ γιὰ τὴν ὑπαρξὴ τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ. ὡς ὀργάνωση. Φοβοῦνται γιὰ τὸν ἴδιο τὸν ἑαυτὸ τους. Γι' αὐτὸ θυσιάσουν τὸ ἔκτεθὲν πλάσμα τους. Τὰ ἴδια πρόσωπα τὰ ὁποῖα, τὰ ὁποῖα ἐμπνέουν ἐπίσης τοὺς λεγόμενους ἀρχηγούς τοῦ Ἐθνικοῦ Κομιτάτου τῶν μακεδονικῶν ἀδελφοτήτων, βλέπουν καὶ αὐτὴν τὴν ὀργάνωση ἐν κινδύνῳ. Γι' αὐτὸ βιάζονται νὰ δηλώσουν σὲ μιὰ ἐγκύκλιο ποῦ ἐξεδώθηκε ἐπ' εὐκαιρία τῆς δολοφονίας, ὅτι, τὸ Ἐθνικὸ Κομιτάτο δὲν λαμβάνει μέριμνα τοὺς αἰματηροὺς ἀγῶνες μεταξὺ τῶν ἀρχηγῶν τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ., καὶ καλοῦν τοὺς μακεδόνες πρόσφυγες νὰ μαζευτοῦν γύρω σ' αὐτὸ τὸ Κομιτάτο.

Εἶναι ἐνδιαφέρον νὰ ἐξετάσουμε τὸ ζήτημα, τί ἐπακόλουθα θὰ ἔχει ἡ δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ μερικῶν ἀπὸ τοὺς φίλους του στὴν περιοχὴ τοῦ Πέτριτς, πάνω στὴν περαιτέρω ὑπαρξὴ τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ., τοῦ Ἐθνικοῦ Κομιτάτου καὶ στὴν ἐξέλιξη τῆς μακεδονικῆς ὑπόθεσης.

Γιὰ νὰ ἀπαντήσουμε αὐτὸ τὸ σπουδαῖο ζήτημα, εἶναι ἀνάγκη νὰ ζαίρουμε, ποιά μέρη τῶν μακεδόνων προσφύγων στὴν Βουλγαρία καὶ τοῦ μακεδονικοῦ πληθυσμοῦ τῆς περιοχῆς τοῦ Πέτριτς βρίσκονται πίσω ἀπὸ τὸν Ἰβάν Μιχαήλωφ, καὶ ποιά πίσω ἀπὸ τοὺς φίλους τοῦ Πρωτογέρωφ. Ὁ Ἰβάν Μιχαήλωφ βασιλεύει πάνω στὴν ὀργάνωση ποῦ λέγεται «Βαρδάρ» τῶν μακεδόνων φοιτητῶν, μιὰ καθαρὰ φασιστικὴ ἔνωση, πάνω σ' ἕνα μέρος τῆς μακεδονικῆς νεολαίας τῆς ἰδίας τάσης, καὶ πάνω σὰ μερικὸς μπορζουάδες ποῦ μετανάστευσαν ἀπὸ τὴν Βορειο-ἀνατολικὴ Μακεδοῖα, ἀπὸ τὸ Στίπ, Κοτσάνι, Κράτοβο, κ.τ.λ. Μαζὶ του εἶναι ἀκόμη ἕνα μέρος τῶν ἐνεργῶν ἀξίωματικῶν καὶ οἱ συγγενεῖς τοῦ Τόδορ Ἀλεξάνδρωφ. (Ἐχει μοιραστεῖ στὴν Σόφια μιὰ ἐγκύκλιο τῶν στενῶν συγγενῶν τοῦ Τόδορ Ἀλεξάνδρωφ, στὴν ὑποία λέγεται ὅτι, ὁ Πρωτογέρωφ εἶναι ὁ δολοφόνος τοῦ Ἀλεξάνδρωφ.) Παρακάτω ἔχει ὁ Μιχαήλωφ στὴν διάθεση του μερικὲς δεκάδες τρομακτικὰ καὶ δολοφόνους.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὁμάδα τοῦ Πρωτογέρωφ, ἔχει μὲ τὸ μέρος τῆς τὴν ἔνωση τῶν ἐφεδρῶν ἀξίωματικῶν, τῶν ὁποίων ἀντιπρόεδρος ἦταν ὁ Πρωτογέρωφ, ἕνα μεγάλο ἀριθμὸ τῶν ἐνεργῶν ἀξίωματικῶν, τὶς φασιστικὲς ὀργανώσεις «Ρόδνα Ζαχτίτα» καὶ «Κουβράτ», τοὺς πρῶην Βερχοβιστὲς τῆς μακεδονικῆς μπορζουαζίας στὴν Βουλγαρία, τοὺς φίλους τοῦ Πρωτογέρωφ ἀπὸ 25 χρόνια.

Αὐτὸς ὁ ἀγῶνας μεταξὺ τῶν δύο ὁμάδων τῶν μακεδονικῶν φασιστικῶν ὀργανώσεων, ὁ ὁποῖος λαμβάνει χώραν στοὺς κόλλπους τοῦ Ἐθνικοῦ Κομιτάτου, τὸ ὁποῖο διευθύνεται ἀπὸ τοὺς ἴδιους ἀρχηγούς τῆς Ο.Ρ.Ι.Μ., ποῦ ζαναζωντάνεψαν μὲ τὴν δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ, συνεχίζεται μὲ μεγαλιότερη ὀξύτητα. Ἐδηλώθησαν ἤδη τέσσερις σκοτωμένοι. Μεταξὺ αὐτῶν ὁ ἀξίωματικὸς Ἄτσεφ, μέλος τῆς «Ρόδνα Ζαχτίτα». Ὁ στρατηγὸς Ἰβάνωφ βρίσκεται εἰς ἀναζήτησιν τοῦ Ἰβάν Μιχαήλωφ στὴν περιοχὴ τοῦ Πέτριτς, γιὰ νὰ ἐκδικηθῇ τὸν θάνατο τοῦ ἀρχηγοῦ τοῦ Πρωτογέρωφ.

Οἱ φίλοι τοῦ Πρωτογέρωφ, ὅπως οἱ Γ. Πάπ Χρίστωφ καὶ Π. Χανδάνωφ, στοὺς ὁποίους, ὅπως ἀναφέραμε πρῶσεκολλήθησαν οἱ Παρλίτσεφ, Βαϊδάρωφ, Τομαλέφσκυ καὶ Βάδεφ, οἱ συνεργάτες τοῦ Μιχαήλωφ στὴν δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ, κατεδίκασαν τώρα τὸν Μιχαήλωφ σὲ θάνατο. Ἐνα σωρὰ Βοϊβόδες, Κομιτότσιδες, κ.τ.λ. πήγαν στὴν Σόφια, οἱ ὁποῖοι ζητοῦν νὰ ἐκδικητοῦν τὴν δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ τῶν ὁπαδῶν του.

Βρισκούμαστε, μὲ λίγα λόγια, μπρὸς σὲ μιὰ αἰματηρὴ ρήξη μεταξὺ τῶν δύο πτερύχων τῶν μακεδόνων φασιστῶν, στοὺς ὁποίους προσεκολλήθησαν οἱ βούλγαροι φασιστὲς τὶς ἰδίας κατεύθυνσης. Ἡ δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ εἶναι τὸ σύνθημα γιὰ νέους αἰματηροὺς ἀγῶνες μεταξὺ αὐτῶν τῶν ὁμάδων.

Ἡ δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ ὁ μακεδονικὸς λαός.

Πως βλέπει αὐτὲς τὶς αἰματηρὲς φιλονικίες μεταξὺ τῶν φασιστῶν ἀρχηγῶν ὁ μακεδονικὸς πληθυσμὸς τοῦ Πέτριτς, οἱ μακεδόνες ἐμιγκρὲ καὶ πρόσφυγες στὴν Βουλγαρία καὶ ὅλας ὁ μακεδονικὸς λαὸς ἐν γένει;

Ἡ ἐπιρροή τῆς φασιστικῆς Ο.Ρ.Ι.Μ. μέσα στὸν μακεδονικὸ λαὸ τῆς Περιοχῆς τοῦ Πέτριτς καὶ μέσα στοὺς μακεδόνες ἐμιγκρὲ καὶ πρόσφυγες εἶναι σχεδὸν μηδὲν (Δὲν μιλάμε καθόλου γιὰ τὸν μακεδονικὸ λαὸ ποῦ βρίσκεται κάτω ἀπὸ τὴν ἑλληνικὴ καὶ σερβικὴ κυριαρχία, ἐπειδὴ αὐτὴ ἡ φασιστικὴ ὀργάνωση δὲν ἔχει ἐκεῖ καμμιά ἐπιρροή. Οἱ λίγοι μακεδόνες ποῦ τοὺς ἀκολουθοῦσανε πρὶν ἀπὸ ἕνα δύο χρόνια τοὺς ἐγκατέλειψαν μὲ ἀηδία, ὅταν διάπραξαν τὶς προκλητικὲς καὶ ἐγληματικὲς τοὺς ἀπόπειρες, ποῦ εἶναι γνωστὲς στὸν καθένα).

Ὁ πικθυσμὸς τῆς περιοχῆς τοῦ Πέτριτς παίρνει μέρος στὴν Ο.Ρ.Ι.Μ. ἢ στὶς ὀργανώσεις ποῦ διευθύνονται ἀπὸ φασιστὲς ἐμιγκρὲ μόνον κάτω ἀπὸ τὴν ἀπειλή, ὅτι ἄλλιως θὰ σκοτωθῇ ὁ ἴδιος. Στὴν Βουλγαρία παίρνει μέρος σ' αὐτὴν τὴν ὀργάνωση μόνον ἕνας ἀσήμαντος ἀριθμὸς, μέσα ἀπὸ μιὰ μάζα ποῦ ὑπερβαίνει τοὺς 300.000 ἐμιγκρὲ. Ἡ πλειοψηφία ἀπὸ φόβο, μπρὸς ἀπὸ τὶς καταδιώξεις μὲ τὴν ὑποστήριξη τῶν βουλγαρικῶν φασιστικῶν ἀρχῶν.

Ἦστερα ἀπὸ τὶς αἰματηρὲς ρήξεις μεταξὺ τῶν ἀρχηγῶν τῆς φασιστικῆς Ο.Ρ.Ι.Μ. θὰ εἶναι πλήρης ἡ κατάρρευση τοῦ Κομιτάτου αὐτοῦ. Ἡ Ο.Ρ.Ι.Μ. ἡ ὁποία πείρε ἰδίως τὰ τελευταῖα χρόνια τὸν χαρακτήρα μιᾶς ἀποκλειστικῆς τρομοκρατικῆς καὶ συμμοριτικῆς ὀργάνωσης, θὰ καταρρεύσει στὸ τέλος κάτω ἀπὸ τὴν λογικὴ τῶν γεγονότων. Ὅσο θὰ ἐξελίσσονται τὰ πράγματα, τόσο θὰ ἀνοίγονται καὶ τὰ μάτια τῶν μακεδονικῶν μαζῶν. Τότε θὰ φέρουν βέβαια στὴν διέθυσιν τῶν ἀνθρώπων, οἱ ὁποῖοι μόνον θὰ ἐξυπηρετοῦν τὴν ὑπόθεσιν τους.

Ἡ δολοφονία τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ ἡ ἔνωμένη Ο.Ρ.Ι.Μ.

Αὐτὸ τὸ ὁποῖο πρόβλεψε ἡ ἔνωμένη Ο.Ρ.Ι.Μ. ἐγίνε ὅπως εἶδαμε κατὰ γράμμα. Τώρα, ποῦ δολοφονήθηκε ὁ Πρωτογέρωφ καὶ οἱ φίλοι του, θὰ ἔλθῃ σίγουρα αὔριο καὶ ἡ σειρὰ τοῦ Ἰβάν Μιχαήλωφ καὶ τῶν φίλων του. Ὁ ἀγῶνας θὰ πάγῃ παρακάτω, ὡς τὴν πλήρη καταστροφὴ τῆς ὀργάνωσης, ἡ ὁποία βασάνιζε τὸν μακεδονικὸ λαὸ καὶ ἐβλαπτε τόσο πολὺ τὸ ἀπελευθερικὸ του ἔργο. Αὐτὸς ὁδηγῆται καὶ θὰ ὀδηγηθῇ παρακάτω, ἀπὸ τὴν ἔνωμένη Ο.Ρ.Ι.Μ., γιὰτὶ αὐτὴ εἶναι ἡ μόνη κληρονόμος καὶ διάδοχος τοῦ Δέλτσεφ.

Γι' αὐτὸ γένεκε ἡ δήλωση τῶν ἀρχῶν τῆς, ἀπὸ τὴν μάζα δεκτὴ μὲ ἐνθουσιασμὸ.

۱۹۱۲ سنه سنده كرم لجنه جمهوريتك تأسيسى ايجون ياپلان حركات احتلايه به جسور بر محارب اولارق اشتراك ايتمش و بو حركاتك باشنه پكمشدر.

محاربه عموميه دن صوكره سهر معاهده مشهوره و غير عادلهسى موجبنه، غربى تراكيا، دول مؤتلفه لهنه حربه اشتراكه مكافاته، يونانستانه اعطا ايدلمش ايدى. بو مملكتك يونان اوردوسى طرفدن فعلاً اشغالنه باشلانازدن اول بيله خلق متحدا عصيان ايدهرك تورك و بلغار اهايسنى



چارپيشان، بورغون تجهيزاتسن بر آوج قواى مليه ايله ايتاليانك منتظم اردولرني دكيزه دوكن، صربلرى قادينلره وارنجيه به قدر بالظهر له حدود خارجه اتان آرنآؤد ناسيوناليسترلى ايدى. بو كون آنلر مملكت خارجنده در. بو بد بخت ناسيوناليستر آرنآؤدلى اسكى سلطنت مرتجعارينه متفسخ قاتوليك مونارشيسترينه، بوتون دنيايى تكرار قانه بويامق پروغراميله بالقانه سپاه كوملكرى زورله كيديرن و دنياك باشنه بلا كسيان ايتاليا فاجيسترينه براقشدر. بز ناسيوناليستر مملكتك باشنه اورولن چورابك نره دن كلكيكى ادراك ايدبورز باشنده، بو انتريقه لرك باشنده انكلتره بولبور. ايش اكر يالكر ايتاليانك انه قالسه يدى، بزله، طومسونك سلاح آرقداشلى اولان ناسيوناليستر ايتاليا موسيقه جيلرينه اولجه كوسترديكمز بولى تكرار كوستريردق. فقط بز بوشى بوشنه ملكك قاتنى دوكة ميز. چونكه ليك ده ناسيونده اوطوران انتريقه جيلر هپ برك اوله رق سپاه كوملكرى تكرار مملكته صوقاجقدر و آرنآؤد چوجنك باشنه تكرار صيرمه لى تاجى طاقاجقدر بز آرنآؤد مقدراتك تكميل بالتان ملتريك مقدراتيله باغلى اولديغى نه نى اكلاميشدر. بزله بالتان ملتريه برلشهرك برملتر اتفاق ياپاراق، باشلريره بلا كسيلن بو صايتيش بالتان حكومتلرينك حياتلرينه حاتم و يرمه دن حريتمزى استحصال ايدميه جكر بالقانده كى قان طوفاننه حاتم و يره جك يكانه چاره بالتان ملتريدن متشكل بر فده راسيون بالتانك تشكىلى در. بالتان ملتري بونى نه قدر چابوق آكلار و آوروپاده كى حقيقى احرار، رجال قلم بزله جدى، وجدانى مظاهرت ايدرسه عصرلردنبرى بالقانده يانان وولقان او قدر چابوق سونه جكدر. ملكم حقدده بالتان حقدده ويريلن بو ايضاحاتدن محترم غرته جى پك زياده متحسس اولدى. تشكر ايتدى. كنديسدن طومسونك عائله سنى صوردم. بربرادرى اولديغى سويلدى، ملكتمز ايجون حياتنى فدا ايدن بر مردك افراد عائله سيله بنى طانترراجنى وعد ايدرك آيبرلدق.

پارس

دايى

اسكجهلى عارف بك

قتل عام و غضب و بغا ايدن يونان اوردوسنه قارشى همان ايكي آنى متجاوز بر زمان ظرفنده قيرغين مجادلر ياپمشدر. يونان اوردوسنك آناطوليدكه اظمه لاندن صوكره تراكيا و يونانستان آره سنده باشلايان مذاكرات صلحه ائانسنده عارف بك حكومت موقته مرخصى اولارق لوزانده غربى تراكيا دعواسنى مدافعه ايتمشدر. اوزماندنبرى اسكجهلى عارف بك تراكياده حركات مليه اختلايه باشنده بولهرق بو مملكت استقلاليتك اك عزمكار مدافعيندن بى ايدى.

عارف بك كنديسى كى مجاهد اولان آرقداشليله برابر «بالتان ملتري فده راسيون» فكري نشر و تعميم ايدبوردى.

پك چابوق اولارق آغير بر خسته لنه ميتلا اولان عارف بك ۱۲ تموز ۱۹۲۸ تاريخنده استانبولده ترك حيات ايتدى.

درين بر تاثيرله ترك عائله سنه و كرك تراكيايلى آرقداشليله بيان تعزيت ايلرز

پ. ش

اسكجهلى عارف غربى تراكياك اسكجه شهرنده ۱۸۸۷ تاريخنده تولد ايتمشدر. نخصيل ابتدائى كندى مسقط رأسى اولان اسكجهده، نخصيل تالى ادرنه مكتب اعدادى عسكرينسنده اكاملدن صوكره استانبول مكتب حربيه يسنه داخل اولارق ۱۹۰۵ سنه سنده بورادن ظابط نشست ايتمش و ۱۹۱۲ سنه سنه قدر تورك اوردوسنده ايفاي خدمت ايتمشدر. بو صهرلرده، بالتان حربى متعاقب، ضابطلكدن استعفا ايدهرك غربى تراكياده حركات مليه اختلايه باشنه پكمشدر. بالتان حربى ائانسنده و حربى متعاقب سلاحسن و ساكن اهالى به قارشى ارتكاب ايديلان قتل عام و سائر مظالمه قارشى اسكجهلى عارف سلاح بدست اوله رق اعلان عصيان ايتمشدر. و بو صورتله بو حوالينك استقلاليتى مدافعه ايدنلردن بى اولمشدر.

Δέν ἀμφιβάλλουμε οὐτε μιὰ στιγμή ὅτι θὰ ἐπιταχύνουν τὰ τελευταῖα αἰματηρὰ γεγονότα τὴν κατάρρευση τῆς φασιστικῆς O.P.I.M. καὶ ὅτι οἱ λίγοι τίμιοι ἀλλὰ ἀπατημένοι Μακεδόνες, οἱ ὅποιοι ἔμεναν ἀκόρη σ' αὐτὴν τὴν ὀργάνωση, θὰ τὴν ἐγκαταλείψουν, γιατί πρέπει νὰ ἔχουν πεισθεῖ, ὅτι, αὐτὴ ἡ «ὀργάνωση» μόνο μιὰ ὁμάδα εἶναι, ἡ ὁποία διευθύνεται ἀπὸ προδότες καὶ ἐγκληματίες.

Γι' αὐτὸ τοὺς στέλνουμε αὐτὴ τὴν ἐπίγουσα ἐκκλήση, γιατί μόνο οἱ ἀρχεὲς καὶ τὰ συνθήματα τῆς Ἐνωμένης O.P.I.M., δηλαδή ὁ ἀγῶνας τῆς μάζας,

τὸ μακεδονικὸ καὶ βαλκανικὸ ἐπαναστατικὸ ἐννιαῖο μέτωπο, ἡ ἔνωση ὅλων τῶν καταπιεζομένων λαῶν καὶ τάξεων στὰ Βαλκάνια, ἐνάντια στὸν ἰμπεριαλισμὸ, τὸν φασισμό καὶ τὴν ἀφομοιοτική πολιτική τῶν βαλκανικῶν κυβερνήσεων, ἀντιστοιχοῦν μὲ τὰ συμφέροντα τοῦ μακεδονικοῦ λαοῦ. Μόνο οἱ ἀρχεὲς καὶ τὰ συνθήματα τῆς Ἐνωμένης O.P.I.M.: ἡ ἀνεξαρτησία τῆς Μακεδονίας στὰ ὅρια μιᾶς Βαλκανικῆς Ὁμοσπονδίας, θὰ καταστῶσιν δυνατὴ τὴν πραγματοποίησιν τοῦ μακεδονικοῦ ἰδανικοῦ.

Δ. Βλάχωφ

بalkan قدراسیونی

هراون بش کوده انتشار ادر

بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر

بالعموم balkan لسانلرنده باریلقمده در

طومسون — آرنآؤد ایده آلنک قربانی

دیدی و درحال بنم نه مسلکده اولدیغی صورتی. طومسونک سلاح آرقداشلیله برابر یوغوسلاویانک، ایتالیانک اسارتی آلتته کیرن آلبانیایی قورتارمق ایچون مملکت خارجه چیقان نه میفراندردم دیدم. کسکین نظری غزته جی بو وضعیتدن متحس اولهرق مملکتیز حقتده بو سوزلری پک حرارتلی بر طور ایله سویله مکه باشلادی. بز چوق حیرت ایدیورز. balkan حکومتلری ایچنده اک احارانه بر قانون اساسی پارلامنتوسندن چیقاران، مکتیلرینی لایک یاپان حکومتده رسمی دین طانیان و شکل جمهوریتی اونانیمته ایله، آرای تام ایله قبول ایدن بر ملت نصل اولورده بو کونکی کونده چینه یله عار عد اولنان قرالیت اصولتی قبول ایدیور. بوکونکی ملت باشلرنده بلا قیلندن قالان قرالیرینی صاومقله اوغراشیرکن سزک قرال فابریکه ایتمه کر قرال یاراتمه کر شاشله جق شیدر. بوندن اکلاشیلور که آرنآؤد ملتده آلان معین غایهوی بر مسلک سیاسی تیلر ایتمه مشدر. محترم غزته جینک حار بر ایان ایله پک زیاده متحس اولهرق مملکت حقتده سویله دیکی بو سوزلر اوزرنه بو ایضاحاتی ویردم: بالقانده اک مکمل بر قانون اساسی ایله اک مودهرن، اک عصری پرنسیپلره میدانه چیقان آرنآؤدلتی طومسون ایله طومسونک سلاح آرقداشلیک یابدینی آرنآؤدلتدر. آنلرده کی ایان ثابت و لایغیر ایدی. آنلر اسکی تورکیا زمانندن میراث قالنه سلطنت حسرتلری مرتجلیله ایسقولاستیق باطافخانه سی اولان قاتولیک پاپاسلرینک متفسخ، محترص یشدارانله

پارسک بر قهوه سندهیم. شهرک تاریخی مواقعی زواره کوسترن بر شرکتک مشتریلری آراستهیم. بربرینه تامیله یابانچی اولان بو اترناسیونال زوار کتله ایچنده کسکین نظری قیریقلی بر اختیار بیزه کندی کبی اختیار، هم حال کوردیکندیمیز نه دندر بیه میورم هر یرده هله فرانسه نک بیوک اختلالی صحنه لرینی کوسترن جانلی تاریخک بیوک آبده لرینی زیاریمز اثناسنده بو اختیارله همان دایما برابر اوموز اوموزه بولنیور و بیوک اختلالک بیوک آبداتی قارشوسنده کاه مبهور کاه میتیج اولان انظاریمزله بربریمزله کوز آشنا لغی ایدیوردق. اوزون بر کزتی دن صوکره دیکله تمک اوزره اوطوردیمیز بو قهوه ده دخی بو ایری یققی یولداشله بر ماصیه اوطوردق. بربریمزه بورغون نظرل عطف ایتمکده ایکن بو نظر آشنا سی یولداش بکا هانکی ملتدن اولدیغی صورتی. بن اسیر البانیای دم دیدم و آکا سز آلبانیایی طانیرمسکر دییه صورتیم. بن هولاندالی لیبرال بر ژورنالیست ایم، بن غزته جیم. بز هولاندالیر آلبانیایی طانیقم دکل، او مملکتک استخلاصیچون طومسون کبی قیمتلی بر قربان ویرمیشیز عسرلره اسارت آلتنده ایکنه بن ار کوچوک ملک استخلاصیچون حیاتی فدا ایدن طومسونک میکل یایدق. یشته او هیکل بزی هر وقت آرنآؤدلتک طالغیله علاقه دار طوتار

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2142—2152)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Dr. Richard Schmincke

P. Louis: L'affaire Albanaise et ses répercussions Européennes

P. Davila: Italie et Albanie

A. Devolli: La tragédie albanaise

L. Gibarti: Le gouvernement bulgare reconnaît sa culpabilité

Spectator: Une entreprise impérialiste

A. B.: L'acte généreux d'un écrivain

I. Mateescu: Les vraies causes de la famine en Roumanie

M. Stefanovitch: Aperçu sommaire de la réforme agraire dans les Balkans

C. Novakovitch: La Macédoine aux Macédoniens! — La terre aux paysans! — IX

B. Ritsky: La crise en Bulgarie

N. N.: Les fascistes macédoniens s'entretiennent

P. Ch.: Sketchefi Arif bey

Texte allemand (pages 2152—2159)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation:

Dr. Richard Schmincke

L. Gibarti: Die bulgarische Regierung bekennt ihre Schuld

K. Ivacic: Nur ein Mißverständnis?

D. Ivanoff: Bulgarische Ausstellung „Fünf Jahre weißer Terror“

C. Novakovitch: Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern! — VII

N. N.: Die mazedonischen Faschisten töten sich gegenseitig

Texte albanais (page 2159—2160)

Prof. Q. Balà: Katundari ballkanes

F. Noll: Përkthimi shqip

Texte bulgare (pages 2160—2162)

Ф. С. Ноли: Скендербег III или Ахмед Зогу

П. Луи: Югославянската криза и нейните последствия

Л. Гибарти: Българското правителство признава своята вина

Texte roumain (pages 2162—2164)

I. Mateescu: Pricinile adevărate ale foametei

Delabla: Situația guvernului

Texte serbe (pages 2164—2166)

Наша анкета о Балканској Федерацији:

Марио Пистоки — Др. Манфред Георг — Сна-Тинг

Апел Централног Комитета Уједињене У. М. Р. О.

Texte croate (pages 2166—2169)

K. Ivacic: Zar samo nesporazumak?

R. Jurisic: Razvitak hrvatskog nacionalnog pokreta

Texte grec (pages 2169—2171)

Δ. Βλάχωφ Τὸ μακεδονικὸ δῶμα

Texte turc (pages 2171—2172)

دایق: طومسون — آرنآؤد ایده آلنک قربانی

پ. ش.: اسکچلی عارف بک

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.

Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.